

DÉPARTEMENT D'HISTOIRE ET DE SCIENCES HUMAINES

Faculté des lettres et sciences humaines

Université de Sherbrooke

LES REPRÉSENTATIONS DES JUIFS À PARIS AU XVIII^E SIÈCLE: UNE ENQUÊTE DANS
LES ARCHIVES POLICIÈRES

par

Evelyne Beaudry , 1973 -

Bachelière ès arts (histoire)

de l'Université de Sherbrooke

I - 1549

MÉMOIRE PRÉSENTÉ

pour obtenir

LA MAÎTRISE ES ARTS (histoire)

Sherbrooke

SEPTEMBRE 1998

DÉPARTEMENT D'HISTOIRE ET DE SCIENCES HUMAINES

Faculté des lettres et sciences humaines

LES REPRÉSENTATIONS DES JUIFS À PARIS AU XVIII^E SIÈCLE: UNE ENQUÊTE DANS
LES ARCHIVES POLICIÈRES

Evelyne Beaudry

Ce mémoire a été évalué par un jury composé des personnes suivantes:

Christine Métayer, Directrice de recherche

André Lachance, Département d'histoire et de sciences humaine, Université de Sherbrooke

Christine Hudon, Département d'histoire et de sciences humaine, Université de Sherbrooke

Remerciements

Sans l'aide de plusieurs personnes, ce mémoire de maîtrise n'aurait certainement pas pu être le même. Ayant eu la chance d'être bien entourée tout au long de mon cheminement dans mes études à la maîtrise en histoire, autant du côté professionnel que personnel, je suis heureuse de remercier ici ces gens qui ont fait de ces années d'apprentissage un succès. Mais avant tout, j'aimerais remercier le Département d'histoire qui m'a accordé une bourse d'excellence et de nombreux postes d'auxiliaire qui m'ont permis de poursuivre mes études sans inquiétude financière. Ils m'ont aussi donné la possibilité de séjourner à Paris durant l'été 1996 afin de travailler dans les différents centres d'archives de la ville. À ce propos, j'aimerais dire un merci tout spécial aux membres du personnel des archives de la Bastille qui, même parfois sous des chaleurs torrides, gardaient le sourire, s'intéressaient à mes recherches et faisaient tout leur possible pour répondre du mieux qu'ils pouvaient à mes questions.

C'est principalement à Christine Métayer que je dois le grand pas que j'ai fait dans la recherche historique depuis le baccalauréat. Ses explications, ses pistes et ses précisions constantes ont su me guider et, comme elles étaient généralement accompagnées d'encouragements, le travail à compléter par la suite semblait moins ardu. Je me rappelle particulièrement un soir où toutes les deux, nous étions encore à l'université à 22:30, en train de faire les dernières modifications sur mon manuscrit! Christine, de directrice, tu es devenue une amie. Tu restes un modèle pour moi. Merci! J'ai aussi pu compter sur l'aide de monsieur André Lachance qui lisait visiblement mes textes avec un grand intérêt (même une historiographie de 70 pages!) et qui m'apportait toujours des précisions fort appréciées lors des séminaires. Un autre merci s'adresse à madame Christine Hudon qui faisait partie du jury lors de ma soutenance et qui a notamment su toucher l'importance de l'événement pour

moi en greffant des questions de curiosité sur mon mémoire à des commentaires plus officiels.

Pour ce qui est du côté personnel, c'est d'abord vers mon père que mes pensées se tournent. Papa, chapitre par chapitre, tu t'intéressais à ce que je faisais mais surtout, c'est toi qui m'as donné cette grande soif de curiosité qui est essentielle au chercheur. Merci! Ma mère, ma soeur et mon frère ont aussi été importants pour moi au cours de ces années d'effort. Vous renseignant régulièrement de l'avancement de mes recherches, vous étiez toujours là pour me remonter le moral lors des moments plus sombres. Sébastien, toi qui as supporté toutes mes "petites crises" rattachées notamment à la confection des tableaux de ce mémoire, merci! Le respect que tu portais à ma recherche était agréable. À toi aussi, Jean-Philippe, je dois beaucoup. Tu étais toujours prêt à m'aider à Paris et sans toi, mon séjour dans la capitale n'aurait certainement pas été le même. Une autre pensée toute spéciale va pour Isabelle Olivier et Chantal Bolduc, des copines avec lesquelles il faisait toujours bon parler "histoire" tout comme de d'autres sujets. J'ai bien hâte de lire vos mémoires. Enfin, ce bref retour sur les gens qui m'ont aidée ne pourrait être complet sans souligner la présence d'ami(e)s qui étaient toujours au poste pour m'encourager: Josée, Ingrid, Marie, Anne, Caroline, Elizabeth, Isabel et Simon. À vous toutes et à vous tous, encore un grand merci!

Résumé

Au XVIII^e siècle, alors que les Juifs sont en quête de plus grandes libertés en France, fidèles aux politiques de la ville, les policiers perçoivent la place laissée aux Juifs à Paris comme une simple indulgence faite à ce peuple, une tolérance qu'il faut faire cesser dès qu'il y a infraction individuelle ou collective. Cette position découle des représentations négatives qu'ils se font des Juifs qu'ils jugent nuisibles à la population parisienne en raison de leurs tromperies, de leurs ruses et de leurs mutineries. Il en résulte une façon de considérer la société parisienne sans les Juifs qui explique notamment l'absence du "bon" Juif dans les mentalités policières, tout Juif, de par son origine, étant jugé susceptible de développer les stigmates associés aux gens de sa nation.

Table des matières

Liste des tableaux.....	iii, iv
Introduction.....	1
Chapitre 1 Le "bon" Juif.....	21
1.1 Des policiers distants.....	22
1.2 Pouvoir et abus de pouvoir.....	28
1.3 L'attitude des policiers à l'endroit des Juifs emprisonnés.....	32
Chapitre 2 Le Juif "rebelle à l'autorité".....	37
2.1 Le passeport: une démarche obligatoire.....	38
Comment se procurer un passeport.....	39
Les Portugais, privilégiés.....	40
2.2 La différence entre la théorie et la réalité.....	42
Une certaine souplesse.....	44
Les avertissements.....	46
Le Temple et les saufs-conduits.....	478
2.3 L'utilité du passeport.....	50
Un moyen pour faire obstacle aux "mauvais" Juifs.....	52
La marginalité des Juifs itinérants.....	53
Les ruses et manoeuvres des Juifs à l'endroit de la réglementation (passeport et autres).....	59
Chapitre 3 Le Juif "fripon".....	63
3.1 Des activités commerciales en dehors des Corps de métiers.....	64
L'association du Juif à l'argent.....	64
Le libéralisme économique et les Juifs.....	66
3.2 Avoir des moyens de subsistance.....	69
Le contrôle des mendiants.....	70
Le commerçant accepté mais suspect.....	73
3.3 Des commerces d'inégales valeurs.....	75
Des particularités pour chaque métier.....	75
Des particularités professionnelles pour chaque communauté juive.....	77
La concurrence des merciers.....	79
3.4 Le Juif, un commerçant forcément fourbe.....	84
L'escroc.....	86
L'usurier.....	91
Le banqueroutier.....	94
Le fuyard.....	97
Chapitre 4 Le Juif "usurpateur".....	103
4.1 Le Juif qui profane la religion.....	103

	Une conversion suspectes.....	104
	De la conversion à la fourberie.....	106
4.2	Le Juif qui perturbe l'ordre social établi.....	111
	Des "petits-maîtres"...juifs?.....	112
	Des "petits-maîtres" frondeurs.....	114
Chapitre 5	Le Juif "grégaire".....	116
5.1	La localisation des Juifs à Paris.....	116
5.2	La crainte des rassemblements.....	124
	Les assemblées religieuses.....	126
	Les assemblées conviviales.....	128
	La peur des complots juifs.....	132
5.3	Faire face à la solidarité des Juifs.....	134
	La voie de la délation.....	135
	La punition par l'exemple.....	136
Conclusion.....		143
Annexes.....		153
	Annexe 1: Modèle de fiche no 1	
	(Source: Relevés de Buhot (1755 -1759)).....	153
	Annexe 2: Modèle de fiche no 2	
	(Source: Dossiers individuels de la Lieutenance générale de Police	
	à la Bastille (1716-1776)).....	156
Sources et bibliographie.....		159
1. Sources.....		159
1.1 Sources manuscrites.....		159
	Archives de la Bastille.....	159
	Archives Nationales.....	162
	Archives des Affaires Étrangères.....	163
	Bibliothèque Nationale (manuscrits).....	163
	Bibliothèque historique de la ville de Paris.....	163
1.2 Sources imprimées.....		164
2. Bibliographie.....		164
2.1 Ouvrages de référence.....		164
2.2 Études.....		165

Liste des tableaux et des graphiques

Tableaux

1.	Fréquence de la présence des Juifs à Paris au milieu du XVIIIe siècle.....	23
2.	Répartition des passeports des Juifs à Paris au milieu du XVIIIe siècle selon le comportement qui leur est attribué.....	51
3.	Répartition des types de passeports des Juifs à Paris au milieu du XVIIIe siècle selon la pratique de la brocante et la pratique itinérante.....	55
4.	Conduite des Juifs à Paris au milieu du XVIIIe siècle selon leur origine.....	79
5.	Répartition des domiciles des Juifs dans Paris au milieu du XVIIIe siècle selon leur origine.....	139
6.	Répartition des domiciles des Juifs dans Paris au milieu du XVIIIe siècle selon leur occupation.....	141
7.	Répartition des Juifs ambulants et brocanteurs au milieu du XVIIIe siècle dans la ville de Paris.....	142

Graphiques

1.	Origine des Juifs à Paris au milieu du XVIIIe siècle.....	3
2.	Répartition des Juifs à Paris au milieu du XVIIIe siècle selon qu'ils soient hommes, femmes ou enfants.....	23
3.	Répartition des comportements qui sont attribués aux Juifs à Paris au milieu du XVIIIe siècle.....	26
4.	Répartition des passeports des Juifs à Paris au milieu du XVIIIe siècle.....	43
5.	Répartition des Juifs brocanteurs et ambulants parmi la population juive à Paris au milieu du XVIIIe siècle.....	55
6.	Conduite des Juifs à Paris au milieu du XVIIIe siècle selon la pratique de la brocante et la pratique itinérante.....	57

7.	Répartition de la pratique de la brocante et de la pratique itinérante au milieu du XVIIIe siècle selon l'origine des Juifs à Paris.....	58
8.	Répartition des passeports des Juifs à Paris au milieu du XVIIIe siècle selon leur provenance.....	59
9.	Répartition des Juifs à Paris au milieu du XVIIIe siècle selon le motif déclaré de leur séjour dans la capitale.....	72
10.	Identification des commerces des Juifs à Paris au milieu du XVIIIe siècle.....	75
11.	Conduite des Juifs à Paris au milieu du XVIIIe siècle selon le motif déclaré de leur séjour dans la capitale.....	77
12.	Occupation des Juifs à Paris au milieu du XVIIIe siècle selon leur origine.....	78
13.	Répartition des banqueroutes des Juifs à Paris au milieu du XVIIIe siècle.....	96

Introduction

Écrire l'histoire des Juifs c'est se pencher sur la situation de sujets en diaspora, des gens qui, sans être admis légalement dans une société, y oeuvrent malgré tout, situation unique qui modèle les rapports que les Juifs entretiennent avec les populations de chaque pays-hôte choisi¹. Pour être tolérés, il leur faut en effet s'adapter aux lois et exigences des pays qu'ils habitent².

Durant la période moderne, c'est en Allemagne et dans l'Empire Austro-Hongrois que les populations juives d'Europe sont les plus importantes (respectivement 175 000 et 170 000 Juifs). Quant à la France, 40 000 Juifs l'ont tout de même choisie pour terre d'accueil³. Inégalement répartis sur le territoire, ceux-ci se distinguent suivant trois principales communautés: les nombreux Juifs ashkénazes d'Alsace et de Lorraine, les Juifs séfarades du sud-ouest français, regroupés surtout autour de Bordeaux, et enfin les Juifs des possessions papales (Avignon et Comtat Venaissin). Ces trois groupements sont éloignés et indépendants les uns des autres, notamment en raison de leur appartenance aux rites séfarades ou ashkénazes⁴.

¹ Voltaire a bien mentionné deux autres peuples ayant déjà vécu en diaspora -- mais avec une ampleur moindre que celle des Juifs. Anti-judaïque, le philosophe abordait ainsi le sujet en s'adressant aux Juifs: "Vous voulez être paisibles: imitez les Naniens et les Guèbres; ils sont beaucoup plus anciens que vous, ils sont dispersés comme vous, ils sont sans patrie comme vous. Ils ne disent mot; prenez ce parti. Vous êtes des animaux calculants, tâchez d'être des animaux pensants" (Voltaire, *Dictionnaire juif* XIX, 6ème lettre, citation tirée (avec référence incomplète) de Z. Szajkowski, *Les Juifs dans la littérature française au XVIIIe siècle*, thèse de doctorat en Lettres, Université d'Aix, 1950, p. 31).

² J. Katz, *Exclusiveness and Tolerance: Studies in Jewish-Gentile Relations in Medieval and Modern Times*, New-York, Schocken Books, 1962, p. 48.

³ J. Katz, *Hors du ghetto*, Paris, Hachette, 1984, p. 15; B. Philippe, *Les Juifs à Paris à la belle époque*, Paris, A. Michel, 1992, p. 17.

⁴ Z. Szajkowski, "Relations among Sephardim, Ashkenazim and Avignonese Jews in France from the 16th to the 20th Centuries", *Yivo Annual of Jewish Social Science*, vol. 10, 1955, p. 165-196: p. 165.

L'histoire des Juifs connaît un épisode décisif en France en 1615 alors que, par déclaration royale, tous sont expulsés du pays, accusés de former, comme les protestants, "des États dans l'État"⁵. Cette proclamation n'est jamais légalement révoquée sous l'Ancien Régime et pèse sur tous les Juifs qui habitent timidement la France malgré l'interdiction qui est toujours valide. Aussi, bien que leur présence soit tolérée à certains endroits, cette illégalité constante fait qu'ils peuvent être expulsés à n'importe quel moment⁶. En réalité, c'est alors aux autorités locales que revient la décision de tolérer -- ou de ne pas tolérer-- la présence des Juifs sur le territoire sous leur juridiction. Certaines obligent ainsi les Juifs, en échange d'être acceptés, de s'abaisser à un péage corporel, comme il se pratique par exemple en Basse-Alsace jusqu'en 1784, d'habiter des ghettos tels que ceux de Metz et des petites localités du Comtat Venaissin, de payer un droit de résidence souvent très élevé comme c'est le cas notamment à Metz, à Bordeaux et à Bayonne, ou encore de porter des signes distinctifs tels que le bonnet jaune à Avignon et dans le Comtat⁷. À Paris, bien qu'aucune de ces contraintes ne fasse loi sous l'Ancien Régime, la présence et les activités des Juifs sont surveillées de près au XVIIIe siècle par les policiers. La capitale constitue en fait un groupement juif qui est unique en France en raison de son caractère cosmopolite: s'y côtoient les trois

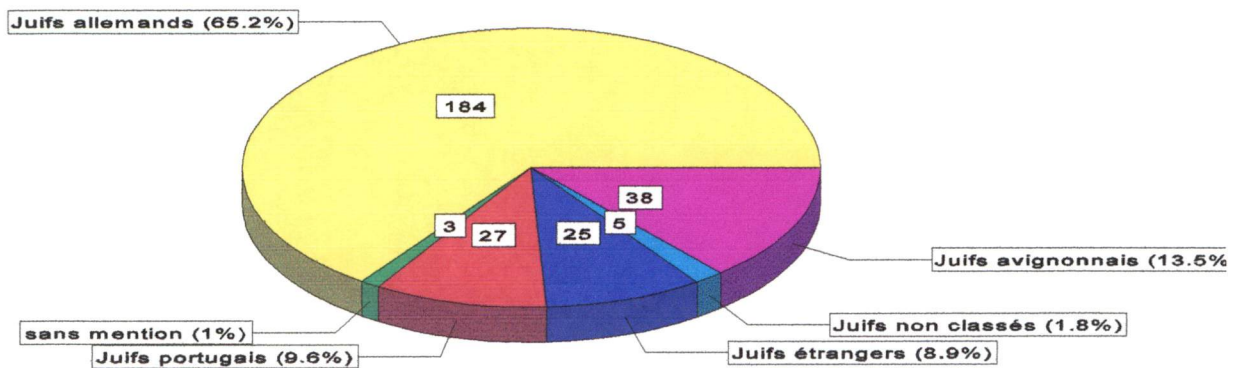
⁵ P. Bourdrel, *Histoire des Juifs de France*, Paris, A. Michel, 1974, p. 70. Cette déclaration royale du 23 avril 1615 accordait aux Juifs un mois pour évacuer le territoire royal sous peine de mort et il était dit que ceux "qui oseraient les recevoir, assister et converser avec eux" auraient le même châtiment (Szajkowski, *Les Juifs dans la littérature française au XVIIIe siècle*, p. 3).

⁶ Szajkowski, *Les Juifs dans la littérature française au XVIIIe siècle*, p. 3; Katz, *Hors du ghetto*, p. 16-17.

⁷ D. Feuerwerker, "Les Juifs en France: l'abolition du péage corporel en France [1784]", *Annales, E.S.C.*, vol. 17, no. 5, 1962, p. 857-872; Katz, *Hors du ghetto*, p. 17; R. Moulinas, "Du ghetto pontifical à la nation française: l'émancipation des Juifs d'Avignon et du Comtat Venaissin au dernier siècle de l'Ancien Régime", *Politique et religion dans le judaïsme moderne: des communautés à l'émancipation* (colloque tenu à la Sorbonne les 18 et 19 novembre 1986), Paris, Presses Universitaires de Paris-Sorbonne, 1987, p. 37-42: p. 37; G. Nahon, "La nation juive dans l'ancienne France (XVIIIe siècle)", *L'Arche*, sept.-oct. 1970, p. 73-79: p. 73.

communautés juives de France (allemande, portugaise et avignonnaise)⁸. Elles y sont d'ailleurs présentes de façon proportionnelle à leur répartition sur l'ensemble du territoire français, c'est-à-dire que les Juifs allemands apparaissent deux fois et demie plus nombreux que les Juifs des autres communautés, alors que les Avignonnais font le double du nombre des Portugais⁹ (voir Graphique 1¹⁰).

Graphique 1
Origine des Juifs à Paris au milieu du XVIIIe siècle¹¹
(Total: 282 Juifs)



⁸ B. Blumenkranz, *Histoire des Juifs en France*, Toulouse, Privat, coll. "Franco-judaïca", 1972, p. 250.

⁹ M. Roblin, *Les Juifs de Paris: démographie, économie, culture*, Paris, Éditions A. et J. Picard & cie, 1952, p. 41.

¹⁰ Tous les tableaux et les graphiques de cette recherche furent réalisés à partir de la compilation et de l'analyse des données contenues dans les "Tableaux" que Buhot a faits des Juifs à Paris entre 1755 et 1759. Il s'agit en fait de relevés qui pourraient ressembler à un recensement. Ici, pour ne pas semer la confusion avec nos propres tableaux d'analyse, les "Tableaux" du recensement fait par Buhot seront désignés par "relevés" (Archives de la Bastille, dorénavant A.B., 10 230, Rapports au Lieutenant de Police Berryer sur la surveillance des Juifs, 2 janvier-16 juillet 1756; A.B., 10 231, Tableaux des Juifs domiciliés à Paris et rapports sur ces Juifs par l'inspecteur Buhot, 1756-1759).

¹¹ Se référer à la note de renvoi no 3 de l'annexe 1 pour connaître la composition de chaque catégorie de Juifs.

La communauté juive de Paris du XVIII^e siècle est récente dans l'histoire. De Charles VI à Louis XIV, la Capitale est effectivement bien fermée aux Juifs. Il est probable que, durant cette période, certains d'entre eux se sont glissés à Paris soit à l'aide de laissez-passer exceptionnels ou d'une identité cachée, mais ces cas restent isolés¹². C'est sous le règne de Louis XV que s'installe petit à petit une communauté juive à Paris, en réalité plus tolérée qu'admise car elle reste théoriquement interdite dans la capitale. On ferme en quelque sorte les yeux sur sa présence¹³. Cet établissement ne demeure "qu'une situation de fait" et les autorités policières sont soucieuses de contrôler les entrées des Juifs afin qu'ils ne soient pas trop nombreux dans la ville. Ceci explique qu'environ seulement cinq cent Juifs semblent occuper Paris à la veille de la Révolution¹⁴.

Les Juifs qui s'y rendent malgré l'interdiction qui les frappe sont alors dépendants des autorités policières en place et c'est précisément les représentations des conduites et comportements que celles-ci entretiennent à l'endroit de ces Juifs qui constituent la trame de fond de cette étude. Ces perceptions témoignent du processus de "marginalisation de l'autre", marginaliser quelqu'un ou un groupe étant entendu ici comme "le mettre à l'écart de la société, le

¹² C. Lambert, "À Paris, l'effet "capitale"", dans Philippe Boitel, dir., *Les Juifs de France*, Paris, Desclée de Brouwer, coll. "Notre Histoire", 1994, p. 83-92: p. 87; Roblin, *Les Juifs de Paris: démographie, économie, culture*, p. 41.

¹³ Roblin, *Les Juifs de Paris: démographie, économie, culture*, p. 41; Bourdrel, *Histoire des Juifs de France*, p. 70.

¹⁴ Roblin, *Les Juifs de Paris, démographie, économie, culture*, p. 41; L. Hagege, "Les Juifs dans la section parisienne "Beaubourg" pendant la Révolution française", *Archives juives*, vol. 6, 1969-70, p. 42-50: p. 42. Si les historiens évaluent pour la plupart la population juive à Paris de la fin du XVIII^e siècle à un demi-millier de Juifs, l'historien Loeb l'a, quant à lui, plutôt estimée à 700 ou 800 personnes vers 1780 (H. Monin, "Les Juifs de Paris à la fin de l'Ancien Régime", *Revue des études juives*, vol. 23, 1891, p. 85-98: p. 87).

situer en dehors du centre d'une activité"¹⁵. Il s'agit pour nous de comprendre comment, au XVIIIe siècle, se présente la cohabitation d'une minorité et d'une majorité dans le Paris du XVIIIe siècle¹⁶. L'autorité policière¹⁷ a quant à elle été prise à témoin pour cerner la tolérance -- ou l'intolérance¹⁸ -- face à cette cohabitation, face à la présence des Juifs à l'intérieur de la société parisienne parce que, comme le rappelle un juge de l'an V, "la justice n'est pas un fait des lois mais des hommes qui l'appliquent"¹⁹. Ce sont eux qui gèrent au quotidien la présence des Juifs dans la capitale et qui témoignent, par leurs écrits, du regard posé sur une communauté

¹⁵ *Grand dictionnaire encyclopédique Larousse*, Paris, Librairie Larousse, t. 17, 1984, p. 6657.

¹⁶ B. Blumenkranz disait d'ailleurs que "l'histoire des Juifs en France mérite surtout d'être entreprise pour rendre compte des échanges incessants entre la société globale non-juive et le groupe juif" (B. Blumenkranz, *Les Juifs en France, écrits dispersés*, Paris, Privat, coll. "Franco-judaïca", t. 13, 1989, p. 9).

¹⁷ Sous l'Ancien Régime, le terme "Police" a une "grande extension: il concerne non seulement le maintien de l'ordre public, mais également la bonne marche de l'économie urbaine". Ici, c'est sous son premier sens qu'il est entendu car c'est l'ordre public qui est visé par les autorités policières intervenant auprès des Juifs. Au XVIIIe siècle, la signification du terme "Police" change également pour atteindre un sens plus limité qu'auparavant, bien qu'encore très large. Jusqu'à environ 1720, la "Police" tient lieu d'équivalence à gouvernement ("governance" en anglais). Par la suite, s'il s'agit encore de contrôle et de règlements, l'espace couvert et le type d'activités sont graduellement rétrécis. En effet, géographiquement, de plus en plus, la "Police" devient associée à une ville. Quant à l'influence de son travail, s'il est indéniable qu'elle reste encore très large, elle est plus limitée qu'auparavant. N'étant plus synonyme de gouvernement, elle est plutôt associée au contrôle public. Voir Y. Thomas, "Note sur la Chambre de Police du Châtelet de Paris à l'époque de Louis XVI (1774-1789)", *Revue historique de droit français et étranger*, juillet-sept. 1976, p. 361-378: p. 362; A. Williams, *The Police of Paris 1718-1789*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, c1979, p. 8-9.

¹⁸ Comme les variations entre les groupes marginaux sont situées dans l'intensité de la marge, il faut voir une distinction entre "marginalité" et "exclusion". À ce propos, l'historien Jean-Claude Schmitt explique que la marginalité implique "un statut plus ou moins formel au sein de la société et traduit une situation qui, en théorie, peut être transitoire [...et] la notion d'exclusion signale une rupture par rapport au corps social". La marginalité varie selon l'époque et l'endroit en raison du caractère mouvant des causes qui la déterminent comme, par exemple, les valeurs et le mode de vie dans une société, les notions d'intégration, de marginalité ou d'exclusion renvoyant autant à des valeurs socio-culturelles qu'aux relations socio-économiques. Voir J.-C. Schmitt, "L'histoire des marginaux", dans Jacques Le Goff, dir., *La Nouvelle histoire*, Paris, RETZ CEPL, 1988 (c1978), p. 277-306: p. 280; B. Geremek, *Les marginaux parisiens aux XIVe et XV siècles*, Paris, Flammarion, 1976, p. 13.

¹⁹ D'un juge de l'an V (citation tirée de I.-A. Cameron, "The Police of Eighteenth-Century France", *European Studies Review*, vol. 7, 1977, p. 47-75: p. 47).

au pire rejetée, au mieux tolérée, avant d'être officiellement intégrée à la société française à la fin du XVIII^e siècle²⁰. Dans ce siècle de débat²¹ sur la place des Juifs en France, les représentations de leurs conduites et comportements servent de trame de fond et laissent voir que les adversaires à la cause juive sont nombreux et offrent une résistance féroce dans ce conflit tout au long du XVIII^e siècle²².

Dans un siècle où les Juifs sont en quête d'émancipation, les rapports que les Juifs entretiennent avec leur milieu sont capitaux et justifient que l'on s'interroge à savoir comment ils étaient perçus, en l'occurrence ici par les policiers chargés de les surveiller. Nous verrons ainsi que, dans un contexte de recherche de plus grandes libertés des Juifs en France, fidèles aux politiques de la ville, les policiers perçoivent la place laissée aux Juifs à Paris comme une simple indulgence faite à ce peuple, une tolérance qu'il faut faire cesser dès qu'il y a infraction

²⁰ Les Juifs obtiennent le droit à la citoyenneté française durant la Révolution, une première en Europe. En fait, les Juifs des États-Unis sont émancipés dès en 1787 (1777 pour ceux de l'État de New-York). Or, contrairement aux Juifs américains, les Juifs français n'ont pas acquis la liberté de conscience en même temps que l'égalité des droits. Il y a aussi en Angleterre et en Hollande que les Juifs, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, sont passés très près d'obtenir l'acquisition du droit de citoyen. Voir G. Nahon, "Séfarades et Ashkenazes en France: La conquête de l'émancipation (1789-91)", dans Myriam Yardeni, dir., *Les Juifs dans l'histoire de France*, Premier colloque international de Haïfa, Leiden, E. J. Brill, 1980, p. 121-139: p. 121; Szajkowski, *Les Juifs dans la littérature française au XVIII^e siècle*, p. 59.

²¹ Quelques historiens tels que Girard et Monin se sont attardés sur l'importance de la Révolution française chez les Juifs et offrent un tableau des débats poursuivis au cours de cette période mouvementée sur les droits commerciaux et l'émancipation politique complète des Juifs (P. Girard, *La Révolution française et les Juifs*, Paris, Éditions Robert Laffont, 1989; Monin, "Les Juifs de Paris à la fin de l'Ancien Régime", p. 85-98).

²² Ces résistances proviennent de tous les milieux et de toutes les conditions. La sœur même du roi Louis XVI, Madame Elisabeth, écrit à un correspondant, le lendemain de l'acquisition du droit du citoyen par tous les Juifs de France: "l'Assemblée a mis hier le comble à toutes ses sottises en donnant aux Juifs le droit d'être admis à tous les emplois. Je ne puis te rendre compte comment je suis en colère contre ce décret. Mais Dieu a ses jours de vengeance, et s'il souffre longtemps le mal, il ne punit pas avec moins de force" (*L'Univers israélite*, 25, 1864, p. 823, citation tirée de B. Blumenkranz et Albert Soboul, dir., *Les Juifs et la Révolution française: problèmes et aspirations*, Toulouse, Privat, coll. "Franco-judaïca", 1976, p. 20).

individuelle ou collective. Cette position découle des représentations négatives qu'ils se font des Juifs qu'ils jugent nuisibles à la population parisienne en raison de leurs tromperies, de leurs ruses et de leurs mutineries.

Longtemps, l'histoire des Juifs occidentaux n'a été écrite que par des théologiens et philosophes, pour la plupart non-juifs, intéressés à défendre des thèses portant sur la spiritualité. Rendre compte du passé juif en termes de motivations humaines et de forces sociales, comme c'est le cas dans cette recherche, n'a pas été une préoccupation avant la fin du XIXe siècle²³. Aussi, ce n'est que récemment que l'histoire des Juifs a commencé à être écrite par des chercheurs rigoureux ayant des visées d'objectivité. Longuement, elle est restée entre les mains de deux groupes distincts, d'un côté les anti-judaïques qui, avec les partisans de la droite, s'occupaient à noircir l'histoire juive et, de l'autre, les panégyristes, auteurs surtout issus des milieux juifs ou de la gauche²⁴.

Bernhard Blumenkranz, dans sa *Bibliographie des Juifs en France*, a répertorié plus de 4000 références concernant les Juifs en France, c'est dire que les écrits sont nombreux²⁵. Qui a écrit jusqu'au début des années '60? Des historiens d'origine juive dans 90% des cas²⁶.

Pour ce qui concerne plus spécifiquement l'histoire juive de Paris, très peu d'historiens se sont réellement penchés sur l'étude de la petite communauté juive autant de l'époque médiévale

²³ L.-P. Gartner, "Ideas of Jewish History", *The Jewish Journal of Sociology*, vol. 18, no. 1, juin 1976, p. 61-66: p. 61.

²⁴ Blumenkranz et Albert Soboul, dir., *Les Juifs et la Révolution française...*, p. 19.

²⁵ B. Blumenkranz, *Bibliographie des Juifs en France*, Toulouse, Privat, coll. "Franco-judaïca", 1974 (c1961).

²⁶ Blumenkranz, *Les Juifs en France: écrits dispersés*, p. 15.

que de la période moderne. Pour le XVIIIe siècle, la majorité des écrits qui y sont consacrés datent de la fin du XIXe siècle, moment où apparaissent de nouvelles problématiques chez les historiens, la vie culturelle des masses retenant maintenant l'attention de quelques chercheurs²⁷. Les auteurs de l'histoire parisienne juive s'intègrent bien à l'historiographie de leur époque et une nouvelle façon de faire l'histoire des Juifs se développe. Or, faute de base théorique acceptable et d'outils permettant une critique efficace, ces études, bien qu'intéressantes, sont biaisées malgré tout²⁸.

À de nouvelles approches, de nouvelles sources obligent. Les années 1880 sont ainsi marquées d'un changement au niveau des sources utilisées par les historiens. En effet, si auparavant les sources matérielles publiées composaient la base documentaire et que, pour écrire l'histoire des Juifs, les sources déposées dans les Archives étaient rarement exploitées, qu'elles soient juives ou non-juives, gouvernementales ou municipales, elles le deviennent dès lors. Les premiers à les adopter sont des chercheurs français juifs qui, sous la direction d'Isidore Loeb, fondent en 1880 la "Société des Études juives"²⁹.

Léon Kahn et Paul D'Estrée, tous deux historiens de cette époque, sont les seuls à avoir réellement exploité les archives de la Lieutenance générale de Police déposées à la Bastille et

²⁷ J. Katz, "The Concept of Social History and its Possible Use in Jewish Historical Research", *Emancipation and Assimilation: Studies in Modern Jewish History*, Westmead [England], Gregg International Publishers Limited, 1972, p. 173-193: p. 174; E.-M. Tcherikover, "The Jewish People: Past and Present", *Jewish Encyclopedic Handbooks Central Yiddish Culture Organization*, New-York, 1946, p. 223-231: p. 229.

²⁸ Katz, "The Concept of Social History...", p. 173, 177. On perçoit une motivation personnelle chez les historiens des Juifs qui ont écrit au XIXe siècle. En effet, comme ceux-ci, pour la plupart juifs, commençaient à peine à jouir de l'émancipation politique qu'ils avaient acquise depuis peu, ils avaient tendance à se sentir plus intégrés, tendance qui se reflétait dans leur façon de voir leur histoire (Gartner, "Ideas of Jewish History", p. 63).

²⁹ Tcherikover, *The Jewish People...*, p. 228-29.

qui sont à la base de la présente analyse. Or, le premier étant panégyriste et le second anti-judaïque, leur explication de la marginalité des Juifs diffère complètement. Kahn est le seul historien à s'être consacré, avec plus d'une quarantaine d'études érudites, à l'histoire juive parisienne et, bien qu'il soit spécialiste du XIXe siècle, ses trois livres qui portent sur le XVIIIe siècle restent malgré l'âge les plus complets sur l'histoire des Juifs à Paris au XVIIIe siècle³⁰.

L'approche ici privilégiée qui marie qualitatif et quantitatif afin d'obtenir un portrait plus complet de la nation juive à Paris est nouvelle car, jusqu'à ce jour, le traitement qualitatif a surtout été retenu par les historiens ayant écrit sur le sujet. Plus récemment, Liliane Hagege fait seule figure d'exception à ce niveau car c'est suivant une approche quantitative qu'elle a étudié le rôle et la situation des Juifs de la section Beaubourg à Paris durant la période révolutionnaire³¹. Enfin, si l'on se penche sur les études produites dans la deuxième moitié du XXe siècle, quelques-unes apportent des précisions importantes sur les caractéristiques des trois communautés juives cohabitant à Paris au XVIIIe siècle, et relatent les conflits, tensions et incompréhensions ayant existé entre elles³². L'examen des perceptions qu'avaient les Parisiens,

³⁰ Blumenkranz, *Les Juifs en France: écrits dispersés*, p. 14; P. D'Estrée, "Les Juifs à Paris sous le règne de Louis XV", *Revue mensuelle du monde latin*, Paris, no. 25, 1891, p. 44-63 et 137-174; L. Kahn, *Histoire de la communauté israélite de Paris: Les Juifs de Paris au XVIIIe siècle d'après les archives de la Lieutenance générale de Police*, Paris, A. Durlacher, 1894; L. Kahn, *Histoire de la communauté israélite de Paris: Les Juifs de Paris sous Louis XV*, Paris, A. Durlacher, 1894; L. Kahn, *Les Juifs de Paris pendant la Révolution*, New-York, Burt Franklin, 1968 (c1898, Paris, Paul Ollendorff éditeur). Kahn n'inscrit pas ses références dans ses volumes. Pour retrouver les pièces qu'il a utilisées, le lecteur n'a d'autre alternative que de consulter la table de F.-F. Brentano et repérer le dossier concerné sous le nom du Juif et la date de son emprisonnement (F.-F. Brentano, *Arsenal: Archives de la Bastille: 10 001-12 727, Catalogue général des manuscrits des bibliothèques publiques de France*, Paris, PLON, 1892).

³¹ Hagege, "Les Juifs dans la section parisienne "Beaubourg"...", p. 42-50. Le quartier Beaubourg, sur la rive droite, logeait la majorité des Juifs d'origine tudesque comme il sera expliqué plus loin.

³² Voir notamment R. Neher-Bernheim, "Un savant juif engagé: Jacob Rodrigue Pereire (1715-1780)", *Revue des études juives*, vol. 142, fasc. 3-4, juillet-déc. 1983, p. 373-451; Roblin, *Les Juifs de Paris: démographie, économie, culture*; Philippe, *Les Juifs à Paris à la belle époque*; Lambert, "À Paris l'effet "capitale"", p. 83-92; Nahon, "Séfarades et Ashkenazes en France...", p. 121-139.

en l'occurrence les policiers, de ces différentes communautés reste cependant marginal dans l'historiographie.

En réalité, les représentations des conduites et comportements, qui sont au coeur de la présente analyse, ont rarement été employées pour écrire non seulement l'histoire des Juifs mais également l'histoire en général. Celles-ci permettent de comprendre des modes de pensées en étudiant les jugements portés sur un groupe ou un individu et non uniquement les actes réellement posés à leur endroit. Il s'agit d'un outil intéressant car, comme ce sont les pensées des gens qui dictent leurs comportements, une vue de l'intérieur peut être atteinte. Et, une fois qu'on sait la façon dont les gens se représentent un groupe, les comportements prennent une toute autre dimension³³. L'histoire des Juifs fait appel à d'innombrables représentations. La majorité concernent les occupations des Juifs car c'est par leur travail que les Juifs sont jugés et admis dans leur environnement.

L'organisation du travail à Paris a été un sujet longuement étudié, notamment avec l'histoire des corporations, mais, dans le cas des Juifs, cette histoire est peu importante parce que, comme nous le verrons plus loin, les Juifs sont exclus du système corporatif. Elle permet cependant de mieux connaître les métiers concurrentiels aux activités juives et l'organisation qui leur était interdite³⁴. Pour ce qui est des métiers libres que les Juifs exercent, peu d'archives

33

En histoire et en psychologie, les auteurs ayant alimenté la réflexion sur les possibilités de l'approche par les représentations sont notamment Roger Chartier, Denise Jodelet, Simona Cerutti et Hanna Fenichel Pitkin (R. Chartier, "Le monde comme représentation", *Annales E.S.C.*, vol.44, no. 6, nov.-déc., 1989, p. 1505-1520; D. Jodelet, *Les représentations sociales*, Paris, P.U.F., 1989; D. Jodelet, *Folies et représentations sociales*, Paris, P.U.F., 1989; S. Cerutti, "La construction des catégories sociales", dans *Passés recomposés: Champs et Chantiers de l'histoire*, Autrement, Paris, nos. 150-151, janvier 1995, p. 224-234; H.-F. Pitkin, *The Concept of Representation*, Los Angeles, University of California Press, 1972 (c1967)).

subsistent à leur sujet car ils n'ont pas de statut et ne sont pas institués en corporations. De plus, les Juifs pratiquent dans l'illégalité parce qu'ils ne sont pas Français, ce qui restreint encore davantage les possibilités d'études à leur sujet faute de trace dans les archives du fonctionnement de leurs activités. C'est ce qui explique que les études sur le commerce et les Juifs dans la Capitale manquent. Or, quelques-unes portent sur les activités marchandes des diverses communautés juives dans les autres régions françaises et peuvent être utiles dans la mesure où les Juifs de Paris proviennent de ces endroits. Elles concernent surtout les Juifs des territoires nouvellement annexés à la France que sont l'Alsace et la Lorraine, où ils sont majoritaires en France³⁵. Cette prépondérance explique d'ailleurs aussi le fait que l'historiographie des Juifs en France a surtout focalisé sur ces régions. Le traitement réservé aux Juifs peut varier d'un endroit à l'autre en France et ici le pouvoir policier est décisif dans l'attitude adoptée. La présente analyse implique donc une bonne compréhension de l'appareil policier de l'Ancien Régime, sujet

³⁴ Voir notamment L. Hunt et George Sheridan, "Corporatism, Association, and the Language of Labor in France, 1750-1850", *The Journal of Modern History*, The University of Chicago Press, vol. 58, no 4, déc. 1986, p. 813-844; S.-L. Kaplan, "La lutte pour le contrôle du marché du travail à Paris au XVIIIe siècle", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 36, juillet-sept. 1989, p. 361-412; S.-L. Kaplan, "Réflexions sur la police du monde du travail, 1700-1815", *Revue historique*, vol. 261, 1979, p. 17-77; S.-L. Kaplan, *Work in France: Representations, Meaning, Organization and Practice*, Ithaca, Cornell University Press, 1986; É. Coornaert, *Les corporations en France avant 1789*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1968 (c1941); F. Piwnica, "Les résistances à l'introduction du libéralisme en France: le témoignage des mémoires des corporations [parisiennes] en 1776", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 40, no 1, janvier-mars 1993, p. 30-48.

³⁵ R. Mandrou, *La France aux XVIIe et XVIIIe siècles*, Paris, P.U.F., coll. "Nouvelle Clio: l'histoire et ses problèmes", 1974, p. 187. Voir notamment J. Daltroff, "Les Juifs de Niedervisse au XVIIIe siècle", *Revue des études juives*, vol. 150, fasc. 3-4, juillet-déc. 1991, p. 419-439; F. Job, *Les Juifs de Lunéville aux XVIIIe et XIXe siècles*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1989; L. Lapointe, "Transactions entre Juifs et paysans dans les environs de Saverne [Bas-Rhin]", *Société, Histoire, Archéologie*, cah. 158, 1992, p. 9-12; H. See, "Note sur le commerce des Juifs en Bretagne au XVIIIe siècle", *Revue des études juives*, vol. 61, 1911, p. 270-78.

sur lequel plusieurs auteurs se sont penchés³⁶.

Atteindre l'univers mental des policiers doit se faire en observant les relations qu'ils entretiennent avec la population, en l'occurrence ici les Juifs. Dans les archives, on voit le policier comme un acteur parce que c'est dans ces relations en développement constant que germent les représentations. Arlette Farge favorise cette approche dans ses écrits, faisant en quelque sorte de l'histoire des représentations avant la lettre³⁷. Elle perçoit en effet les acteurs -- les policiers et les populations surveillées -- en dialogue et en conflit les uns avec les autres, faisant ainsi ressortir les images émanant des intervenants. Elle explique que c'est à partir des peurs et des obsessions des autorités policières que peut être portée à notre connaissance leur idéologie³⁸. Cette auteure qui a largement exploité les archives de la Bastille est également l'historienne ayant le plus démystifié le personnage de l'inspecteur de Police au XVIIIe siècle³⁹, acteur important pour cette étude car l'inspecteur chargé des Juifs est celui qui, à Paris, a le

³⁶ Voir notamment Cameron, "The Police of Eighteenth-Century France", p. 47-75; P.-F. Riley, "Hard Times and the Making of Public Policy in the Paris of Louis XIV", *Historical Reflexion*, vol. 10, no.2, 1983, p. 313-334; A. Lebigre, *La police, une histoire sous influence*, Paris, Gallimard, 1993; Williams, *The Police of Paris, 1718-1789*; G. Carrot, *Histoire de la police française*, Paris, Tallandier, 1992; M. Boulet-Sautel, "Police et administration en France à la fin de l'Ancien Régime: observations terminologiques", dans Werner Paravicini et Karl Ferdinand Werner, dir., *Histoire comparée de l'administration (Ive-XVIIIe siècles)*, München, Artemis, 1980, p. 47-51; J.-C. Hervé, "L'ordre à Paris au XVIIIe siècle: Les enseignements du "recueil de règlements de Police"", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 34, avril-juin 1987, p. 185-214.

³⁷ Voir surtout A. Farge, "La répression à Paris au XVIIIe siècle", *L'homme et la société*, nos. 67-68, janvier-juin 1983, p. 51-57; A. Farge, H.-P. Jeudy et M. Guillaume, "imaginaires de l'insécurité et idéologies sécuritaires", *Temps Libre*, no. 10, 1984, p. 35-67.

³⁸ Farge, "La répression à Paris au XVIIIe siècle", p. 52.

³⁹ A. Farge, *La vie fragile: violence, pouvoirs et solidarités à Paris au XVIIIe siècle*, Paris, Hachette, c1986, p. 7-13. Les inspecteurs de Police sont des acteurs visiblement négligés par les historiens. Outre les explications de Farge et celles de Chassaigne, tout au plus trouve-t-on quelques renseignements dispersés dans des livres à leur sujet (M. Chassaigne, *La Lieutenance générale de Police de Paris*, Genève, Slatkine-Megariotis Reprints, [réimpression de l'édition de Paris, 1906] 1975).

véritable pouvoir sur le contrôle de la nation juive⁴⁰. Pour le joindre, il fallait se tourner vers les Archives de la Bastille.

Deux séries de sources manuscrites tirées de ces archives forment la base du corpus utilisé pour cette recherche⁴¹. Elles n'auraient pu être étudiées avec autant de facilité sans l'aide des recueils de référence de Frank Brentano, qui s'est attardé au classement de ces archives, et de Bernhard Blumenkranz qui a repéré de nombreux documents d'archives relatifs aux Juifs dans plusieurs centres de recherche parisiens, notamment à la bibliothèque de l'Arsenal⁴².

Puisque les Archives de la Bastille voient le jour en 1667 afin de servir la Lieutenance générale de Police nouvellement créée⁴³, y sont conservés, entre autres, tous les dossiers des inspecteurs de Police⁴⁴. Puisque, depuis l'apparition des inspecteurs, en 1721, l'un d'entre eux a pour tâche de surveiller les Juifs à Paris, c'est ainsi aux Archives de la Bastille que peuvent être

⁴⁰ Kahn, *Histoire de la communauté israélite de Paris: Les Juifs de Paris au XVIIIe siècle...*, p. 18.

⁴¹ Ces archives sont en dépôt à la Bibliothèque de l'Arsenal (Paris). Aujourd'hui, les divisions des Archives de la Bastille -- d'ailleurs semblables à ce qu'elles étaient au XVIIIe siècle -- apparaissent comme suit: I. administration du Lieutenant général de Police; II. dossiers individuels et documents biographiques; III. administration de la Bastille, de la prison de Vincennes et de quelques autres prisons. La première série de sources exploitée prend place dans la section I alors que la seconde consiste en de nombreux dossiers de la section II (Brentano, *Arsenal: Archives de la Bastille...*, p. 9-11). D'autres sources en provenance des Archives nationales, des Archives des affaires étrangères, de la Bibliothèque nationale et de la Bibliothèque de la ville de Paris sont également utilisées à titre complémentaire. Elles seront identifiées au fur et à mesure.

⁴² Brentano, *Arsenal: Archives de la Bastille...*; B. Blumenkranz, *Documents modernes sur les Juifs (XVIe-XXe siècles)*, Toulouse, Privat, coll. "Franco-judaïca", 1979.

⁴³ Le poste du Lieutenant général de Police relève directement du Roi. Magistrat et administrateur, il multiplie les pouvoirs, devenant responsable de l'ordre dans son sens le plus large pour la généralité de Paris. Ce poste est créé en 1667 et les Archives de la Bastille naissent avec lui. Voir A. Farge, *Vivre dans la rue à Paris au XVIIIe siècle*, Paris, Gallimard, 1992 (c1979), p. 200-202; A. Farge, "La répression à Paris au XVIIIe siècle", p. 51-57; Brentano, *Arsenal: Archives de la Bastille...*, p. 9-11; Kahn, *Histoire de la communauté israélite de Paris: Les Juifs de Paris au XVIIIe siècle...*, p. 1-2.

⁴⁴ Chassaigne, *La Lieutenance générale de Police de Paris*, p. 197.

retrouvés les dossiers qui concernent les affaires se rapportant aux Juifs dans la capitale⁴⁵. Or, la prise de la Bastille lors de la Révolution française a malheureusement entraîné une destruction partielle des documents conservés de sorte que certains dossiers demeurent incomplets depuis⁴⁶.

Pour cette recherche, la correspondance des inspecteurs sur les Juifs à Paris laisse apparaître les visions à la fois du centre (les policiers) et de la marge (les Juifs). Elle a aussi l'intérêt d'englober la panoplie des activités qui incombent à la Police au XVIIIe siècle. Bien interpréter l'archive judiciaire peut s'exécuter à l'aide d'une compréhension toujours globale des dossiers étudiés, de rapprochements constants au contexte historique dans lequel ils sont nés et d'un rappel à leur rôle originel qui est de servir de correspondance entre les policiers.

Sept relevés des Juifs à Paris, dressés de 1755 à 1759 par l'inspecteur de Police Buhot spécialement chargé de la surveillance des Juifs, constituent la première source retenue⁴⁷. Ils contiennent bon nombre d'informations sur les Juifs de Paris: noms, demeures, pays d'origine, motifs déclarés pour séjourner à Paris, dates des passeports et observations sur leur conduite. Au total, ces relevés sont constitués de 258 cellules (cas). La plupart concerne un seul Juif (ou

⁴⁵ Les postes d'inspecteur s'intègrent à la nouvelle organisation née au siècle précédent. En plus de l'inspection d'un des quartiers de Paris, chaque inspecteur, sous l'oeil du Lieutenant général, est chargé d'un secteur de la Police (ex. Juifs, protestants, filles galantes, étrangers, etc). Ces dossiers étaient autrefois à la charge des commissaires de quartier qui en avaient un contrôle souvent partiel voire inefficace, situation à laquelle l'arrivée des inspecteurs tend à remédier. Chaque inspecteur devait tenir des dossiers sur les affaires qu'il régissait. À ce propos, il était aussi tenu de rencontrer le Lieutenant général de Police environ une fois par semaine, fréquence qui s'est toutefois accélérée vers la fin du siècle. Voir Farge, *Vivre dans la rue...*, p. 204-206; Riley, "Hard Times...", p. 314; Carrot, *Histoire de la police française*, p. 83; Chassaing, *La Lieutenance générale de Police de Paris*, p. 206.

⁴⁶ Brentano, *Arsenal: Archives de la Bastille...*, p. 29.

⁴⁷ A.B., 10 230, Rapports au Lieutenant de Police Berryer sur la surveillance des Juifs, 2 janvier-16 juillet 1756; A.B., 10 231, Tableaux des Juifs domiciliés à Paris..., 1756-1759. Les tableaux contenus dans ces deux dossiers ont été publiés dans L. Kahn, "Les Juifs de Paris de 1755 à 1759", *Revue des études juives*, vol. 49, 1904, p. 121-145.

Juive). Par contre, quelquefois, plusieurs individus sont impliqués dans la même cellule, ce qui apparaît surtout pour les membres de la même famille ou pour des Juifs accompagnés d'un domestique. En bout de ligne, 282 Juifs sont ainsi recensés⁴⁸.

Ces relevés sont commandés au milieu du XVIIIe siècle par le Lieutenant général de Police Berryer mais l'entreprise s'est poursuivie pendant le séjour de Bertin de Bellisle à ce poste. Berryer est soucieux de bien contrôler la machine policière comme l'avait fait au départ d'Argenson, le deuxième Lieutenant général de Police, mais dont les successeurs avaient négligé d'éprouver les ressorts⁴⁹. Le contexte dans lequel il exerce son métier permet aussi de comprendre les raisons qui le conduisent à demander à Buhot d'effectuer des relevés de la population juive à Paris afin de mieux l'encadrer. D'une part, si les Juifs n'étaient, depuis le début du XVIIIe siècle, souvent que de passage et en petit nombre à Paris, ils sont plus nombreux à se rendre à Paris à partir du milieu du siècle et Berryer, aidé de Legrand, à l'époque inspecteur des Juifs, ont peine à les contenir. D'autre part, à l'époque, bien que ces deux officiers soient les plus concernés par la surveillance des Juifs, de nombreux autres personnages s'y appliquent

⁴⁸ Certaines cellules réfèrent visiblement au même individu. Pour la compilation des données (voir annexe 1), elles ont ici été regroupées afin d'obtenir des conclusions plus justes. Deux cellules étaient, à l'origine, destinées à: Vidal père et Vidal fils de Bordeaux, Philippe Samuel et Abraham Salomon d'Altonat, Salomon Jacob Hadamar de Metz, Israël Abraham d'Angleterre, Joseph Cahin de Metz, Israël Dalpuget de Bordeaux, Mary Jacob de Brouteville en Alsace et Samuel Oppenheim de Presbourg. D'autres Juifs du même nom apparaissent plus d'une fois dans les tableaux mais, ne présentant pas des indications identiques (appartenance, occupation...), leur cas continue ici à être traité de façon individuelle. Il s'agit de Joseph Astruc (2), Salomon Benjamin (2), Salomon Cahin (2), Jacob Dalpuget (2), Israël Dalpuget (2), Mayer (2), Joseph (2), Isaac Lévi (2), Moyse L'évi (2), Jacob Lévy (3), Jacob Moyse (2), Jonas Nathan (2), Moyse Oppenheim (2), Jacob de Paul (2), Israël Sazia (2). Enfin, quelquefois, il y a mention d'un Juif dans une cellule qui concerne un autre Juif. Dans ce cas, les informations ont été complétées dans la cellule de chacun des Juifs. C'était le cas pour Isaac Limbourg, Garçon Limbourg, Seimach David Dalpuget, Azur Mayer et Joseph Worms.

⁴⁹ Il consolide et clarifie notamment les rôles et affectations des commissaires et inspecteurs qui travaillent à son service (Chassaing, *La Lieutenance générale de Police de Paris*, p. 67-69).

-- exempts, commissaires, magistrats, ministres, etc. -- et les Juifs profitent de cette pluralité en entraînant les policiers dans plusieurs confusions.

Buhot, à qui l'entreprise des relevés est donnée pour informer le Lieutenant général de Police sur la situation des Juifs à Paris, devient l'inspecteur des Juifs en 1754⁵⁰. Modéré, il cherche à comprendre les abus qu'il constate de la part des Juifs et fait des observations précises sur eux. Le contrôle consigné dans les relevés qu'il effectue sur la nation juive parisienne semble avoir été réalisé deux fois par année à environ six mois d'intervalle entre 1755 et 1759, si on se fie à ce qu'il en reste dans les archives. Une seule irrégularité apparaît dans cette constante, soit l'absence d'un rapport à l'été 1757. Nul ne sait s'il a déjà existé et, si oui, quel a été son sort (égaré? brûlé? volé lors de la prise de la Bastille?). Aussi, toujours en raison de l'histoire du fond d'archives consultées, il est impossible de savoir si l'inspecteur Buhot est le seul à avoir procédé à un véritable contrôle de la présence des Juifs. Cela semble toutefois être le cas selon les dépôts actuels des Archives de la Bastille car aucune loi ni demande à l'effet de dresser ces tableaux ne semble présente dans les correspondances entre officiers de justice. Leur élaboration n'est cependant certainement pas étrangère à quelques listes de Juifs dressées au cours de la seconde moitié du XVIIIe siècle⁵¹. Or, à la différence des relevés de Buhot, ces listes sont partielles, ne répertoriant que les Juifs jugés indésirables à Paris et n'apportant de ce fait point de renseignements sur leurs confrères qui étaient mieux considérés dans la capitale. Il semble

⁵⁰ Kahn, *Histoire de la communauté israélite de Paris: Les Juifs de Paris au XVIIIe siècle...*, p. 32.

⁵¹ Deux dossiers précèdent de peu les relevés de Buhot et ont pu encourager l'action de relevés plus globaux. Il s'agit de listes de Juifs suspects à Paris (A.B., 11 777, dossier Dalpuget, 1752-1756: "Etat des Juifs qui sont actuellement à Paris sans passeport et qui n'ont point fait renouveler ceux qui leur avoit été accordés quoiqu'ils soient expirés depuis longtemps", Lettre d'un inspecteur au Lieutenant général de Police, 2 nov. 1752; A.B., 11 844, dossier Worms, 1753: "Etat des Juifs qui se rendent suspects en cette ville [de Paris] faute par eux d'avoir des passeports", 15 février 1753).

qu'elles aient toutefois avivé un intérêt, un besoin chez les officiers de justice de connaître la situation juive parisienne dans son ensemble, ce à quoi Buhot s'est alors attaqué.

La procédure suivie par Buhot pour rassembler les renseignements sur les Juifs reste à ce jour inconnue. Le contraire aurait permis, entre autres, de saisir la capacité des relevés à représenter l'ensemble de la population juive parisienne. Les Juifs avaient-ils eu ordre de se présenter au bureau de Buhot? Était-ce l'inspecteur qui se promenait de demeure en demeure? Demandait-il plutôt à des Juifs particuliers -- par exemple les représentants des nations juives à Paris -- de lui fournir une liste complète des Juifs à Paris? Se référait-il surtout -- ou uniquement -- sur le livre qu'il tenait des entrées et des sorties des Juifs? Une certitude est cependant établie: c'est bien l'inspecteur Buhot qui commente les comportements des Juifs. Il ne néglige cependant point les notes de Dumont, son prédécesseur au poste d'inspecteur des Juifs, pour connaître ses impressions sur certains membres de la nation juive et être mis au courant de leurs antécédents judiciaires.

La seconde série de sources exploitée ici consiste en tous les dossiers individuels des Archives de la Bastille qui concernent des Juifs à Paris durant la période 1716-1773⁵². Ils sont au nombre de 166⁵³. Léon Kahn soulignait avec exactitude que ces "dossiers ne visent pas, comme

⁵² Aucun dossier n'est postérieur à 1773 ou antérieur à 1716 dans ce fond d'archives (Brentano, *Arsenal, Archives de la Bastille*).

⁵³ En réalité, 176 dossiers concernant des Juifs sont présents parmi la section II des Archives de la Bastille. Pour cette analyse, dix de ces dossiers ne sont cependant pas utilisés, un parce qu'il est en hébreux (dossier sur un Juif étranger qui avait proposé par écrit au roi d'Angleterre de lui livrer le prince Edouard pour 500 louis d'or (no 11 581)) et les autres parce qu'ils sont absents ou égarés (dossier Schwab (no 10 283), dossier Cahen (no 10 914), dossier Levy (no 10 977), dossier Mayer de Vienne (no 10 980), dossier Frenkel (no 11 613), dossier Worms (no 11 626), dossier Coblenz (no 11 668), dossier David (no 11 748), dossier Mayer (no 12 373). Une description de ces dossiers qui sont classés selon l'année, comme le veut cette division des Archives de la Lieutenance générale de Police, apparaît dans le catalogue de Brentano et dans la bibliographie de B. Blumenkranz (Brentano, *Arsenal: Archives de la Bastille...*, p. 428-442; Blumenkranz, *Bibliographie des Juifs en France*).

on pourrait le croire, des délits ou des crimes commis par les Juifs; ils se rapportent à tous les incidents de leur existence dans la capitale"⁵⁴. Cette diversité marque d'une part leur contenu -- bien que la plupart des interventions soient de nature économique, certaines sont d'ordres différents (religieux, social...) -- et, d'autre part, les types de documents utilisés (requêtes, lettres entre officiers de justice, placets, interrogatoires, etc.). Individuels pour la plupart, quelques dossiers (quarante-quatre) réfèrent cependant à plus d'un Juif, situation qui apparaît généralement dans les cas où plusieurs Juifs sont liés à la même affaire.

Comme les deux séries de sources utilisées ici concernent le XVIIIe siècle et couvrent le même espace géographique⁵⁵, elles sont complémentaires d'abord au niveau des renseignements sur certains Juifs mais également sur la nature des informations qu'elles nous transmettent: l'une focalise sur l'ensemble de la communauté juive et l'autre, sur les Juifs en tant qu'individus. Elles ont aussi l'attrait de permettre la combinaison d'une approche aussi bien qualitative que quantitative, ce qui ne peut qu'être favorable à une compréhension plus globale et raffinée de la situation juive parisienne du XVIIIe siècle. En effet, concernant la première série de sources utilisées, soit les relevés de l'inspecteur Buhot sur les Juifs à Paris, l'approche quantitative permet d'examiner, d'une part, la place tenue par les Juifs de Paris au milieu du XVIIIe siècle et, d'autre part, celle que les représentants de l'ordre -- en l'occurrence Buhot -- souhaitent leur laisser. Mais, ces sources ont aussi l'intérêt de permettre de broser un tableau plus matériel, plus

⁵⁴ Kahn, *Histoire de la communauté israélite de Paris: Les Juifs de Paris au XVIIIe siècle...*, p. 1.

⁵⁵ Un autre dossier assez volumineux des Archives de la Bastille recoupe certaines informations contenues dans les deux séries de sources exploitées et est utilisé dans ce travail. Il touche la période 1721-1755 (A.B., 10 229, Rapports, placets et procès-verbaux concernant la surveillance des Juifs, 1721-1755).

objectif de la nation juive de Paris au XVIIIe siècle⁵⁶. Les données factuelles qu'elles procurent (les déplacements, les occupations, les façons des Juifs de se conformer aux règles...) permettent en effet d'accéder, de manière complémentaire aux représentations, à un portrait de cette population. Quant à la seconde série de sources exploitées, soit les dossiers individuels des Juifs, en raison de la grande diversité des documents contenus, c'est en suivant une approche qualitative qu'il est possible de cibler les représentations policières à l'endroit des Juifs⁵⁷. Chaque dossier a été analysé en partageant les arguments selon qu'ils soient de nature économique, sociale et/ou religieuse, ou administrative. Cette façon de procéder permet, d'une part, de saisir l'ampleur et la virulence de chaque thème et, d'autre part, parce que les divisions sont les mêmes pour les fiches concernant les écrits des Juifs et des policiers, de comparer globalement l'argumentation tenue dans les deux camps à partir des dossiers individuels.

Cette analyse a permis de dégager cinq profils fondateurs de la représentation du "mauvais" Juif qui modèlent les rapports entre les Juifs et les policiers au XVIIIe siècle. Il s'agit du Juif "rebelle à l'autorité", du Juif "fripon", du Juif "usurpateur" et du Juif "grégaire" donc dangereux. En fait, la marginalité des Juifs se situe bien au-delà de la simple désignation. La force de l'image des représentations est importante car même si elle n'est pas un reflet de la réalité, elle signifie une façon de voir qui se traduit dans les faits comme la base, l'inspiration de tous les comportements. Les pensées des policiers ont une influence sur leur attitude adoptée

⁵⁶ Tous les Juifs des relevés ont été soumis à une fiche qui nous a permis la compilation des données (voir annexe 1). Pour ce qui concerne les quelques cellules qui comportent plus d'un individu (voir note de renvoi no 48), une fiche individuelle leur a été adressée afin d'obtenir une compilation plus exacte. Quant à l'absence d'un relevé à l'été 1757, comme l'objectif ici est de tirer un portrait global de la situation juive et non une étude de son évolution, cette irrégularité n'affecte pas les conclusions.

⁵⁷ Une fiche pour chaque dossier permet l'organisation de cette analyse (voir annexe 2).

envers les Juifs. Les approcher nous permet surtout de comprendre la façon dont s'ancre petit à petit la marginalité des Juifs dans la société française. Mais avant d'expliquer tour à tour ces images négatives que les Juifs reflètent chez les policiers parisiens, il est pertinent de se questionner sur ce qui, d'abord, fait qu'un Juif peut être considéré "bon".

Chapitre 1

Le "bon" Juif

D'emblée, les Juifs ne sont pas les bienvenus à Paris au XVIIIe siècle. En fait, le "bon" Juif est un Juif qui n'est tout simplement pas encore mauvais, c'est-à-dire que certains Juifs, même s'ils sont considérés comme "bons", restent tout de même en marge de la société et sont traités avec méfiance par les policiers. Peu présent dans la correspondance policière, le "bon" Juif tient essentiellement en celui qui ne fait aucun remous, ce qui le fait tolérer à Paris contrairement au Juif ayant un mauvais comportement qui, indésirable, est rapidement pris en chasse par les autorités policières. Celles-ci considèrent que le statut des Juifs à Paris doit être maintenu et réduit à la simple tolérance. En réalité, si au XVIIIe siècle, en France, les Juifs ne sont pas ouvertement persécutés comme par le passé, la liberté laissée aux Juifs n'est toutefois pas aussi soutenue qu'elle l'est à la même période aux Pays-Bas et en Angleterre, par exemple¹. Effectivement, comme l'explique H. Monin, dans la capitale française, "il est trop clair que l'objet des exigences administratives de l'ancien régime n'était pas le perfectionnement moral de la *nation juive* à Paris". Ce qui importait, c'était plutôt de garder le contrôle pour que cette nation demeure bien maîtrisée par l'autorité policière².

¹ Aux Pays-Bas, l'attitude envers les Juifs semble alors plus ouverte qu'en France mais, "même né aux Pays-Bas, un Juif demeurait un étranger qui, en théorie, pouvait être expulsé sans violation des lois". L'Angleterre aussi donne plus de libertés aux Juifs notamment en minimisant la censure et les lois péjoratives envers les Juifs. Voir Katz, *Hors du ghetto*, p. 20; Neher-Bernheim, "Un savant Juif engagé...", p. 399.

² Monin, "Les Juifs de Paris à la fin de l'Ancien Régime", p. 86.

Pour comprendre la situation du "bon" Juif, il faut d'abord savoir que peu de contacts modèlent les relations Juifs-policiers. Puis, il faut s'arrêter sur les rapports de pouvoir et les abus des policiers à l'endroit des Juifs car ils font ressortir les rapports d'iniquité entre les partis. Enfin, c'est dans la faiblesse -- autant qualitative que quantitative -- des arguments énoncés pour l'élargissement de Juifs emprisonnés qu'on peut voir que les policiers sont surtout préoccupés de faire respecter leurs propres intérêts.

1.1 Des policiers distants

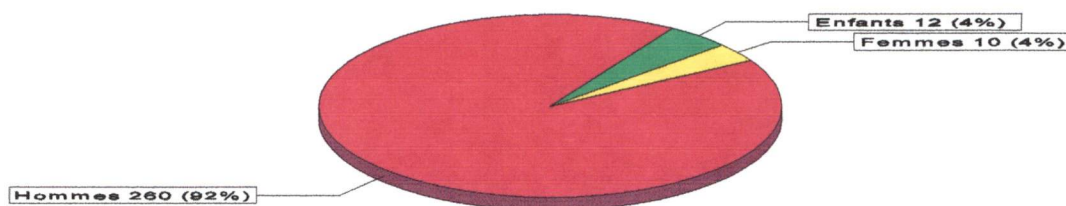
Les sources judiciaires permettent de constater l'éloignement qui existe entre Juifs et policiers. Une distance est effectivement apparente entre ces groupes, écart certainement renforcé par les nombreux déplacements qui caractérisent les Juifs à Paris, qui empêche les deux entités de bien se connaître (voir Tableau 1)³. Paris n'est en effet au XVIII^e siècle qu'un lieu commercial de passage pour les Juifs qui n'y sont que tolérés. Cette situation explique que les Juifs qui viennent dans la capitale sont majoritairement des hommes seuls (92%), la plupart ayant leur famille établie dans l'une des villes françaises où leur présence est admise (voir Graphique 2).

³ Seuls huit Juifs figurent à tous les appels dans les relevés de Buhot (voir Tableau 1).

Tableau 1
Fréquence de la présence des Juifs à Paris au milieu du XVIIIe siècle

présences dans les rapports vs présences possibles	1 fois à Paris	2 fois à Paris	3 fois à Paris	4 fois à Paris	5 fois à Paris	6 fois à Paris	7 fois à Paris	8 fois à Paris	TOTAL
13 juin 1755	26	20	23	8	9	15	7	8	116 (41%)
2 janvier 1756	22	7	6	3	5	1	1		45 (16%)
décembre 1756	7	7	1	3	3	1			22 (8%)
16 juillet 1756	6	7	1	2	2				18 (6,5%)
30 décembre 1757	8	7	1	4					20 (7%)
30 juin 1758	18	6	7						31 (11%)
29 décembre 1758	13	5							18 (6,5%)
6 juillet 1759	12								12 (4%)
									282 (100%)

Graphique 2
**Répartition des Juifs à Paris au milieu du XVIIIe siècle selon qu'ils soient
hommes, femmes⁴ ou enfants**
(Total: 282 Juifs)



4

L'activité des femmes à Paris au XVIIIe siècle est rarement précisée dans les relevés de Buhot. Elles figurent surtout en tant qu'accompagnatrices.

Cette distanciation vient-elle surtout des Juifs? des policiers? Probablement que tant les Juifs que les policiers y trouvent des avantages. Les Juifs ont intérêt à passer le plus inaperçu possible pour pouvoir continuer leurs activités à Paris et ceci vaut autant pour celui qui a un passeport que pour son coreligionnaire illégalement entré dans la ville. Tous deux ont en commun un avenir incertain dans Paris. Quant aux policiers, s'ils s'appliquent à surveiller les allées et venues des Juifs à Paris, ils n'éprouvent pas de sympathie pour ceux-ci et, manifestement, ne voient pas d'utilité à leur présence dans la ville. Bien au contraire, désirant garder un ferme contrôle sur les gens de ce peuple qu'ils considèrent comme des intrus, ils s'appliquent à sévir au moindre faux mouvement et, pour cette raison, tous les Juifs -- qu'ils soient réputés comme ayant un bon comportement ou non -- demeurent sous surveillance. Les règles qui régissent les Juifs à Paris valent en effet pour tous. Les policiers du XVIIIe remplissent ainsi leur rôle qui est de faire respecter une réglementation visant à maintenir l'ordre et à contribuer ainsi à la prospérité de l'État⁵. En témoignent, par exemple, les contrôles faits de nuit dans les maisons de chambre et les auberges qui logent des Juifs en 1789⁶, approximativement au nombre de deux par mois qui, bien qu'ils révèlent presque toujours qu'il ne "s'est rien trouvé de suspect", continuent malgré tout d'avoir lieu et, surtout, font l'objet d'une inscription spécifique pour les Juifs⁷.

⁵ Boulet-Sautel, "Police et administration en France...", p. 47-51.

⁶ Girard, *La Révolution française et les Juifs*, p. 39.

⁷ Deux seules infractions apparaissent dans ces rapports. Il s'agit de Jonas Leon Paul et de Simon Abraham qui, le 9 mars, sont envoyés en prison parce qu'ils sont suspectés de vol. Une déclaration de vol, par Lyon Elcan, est également survenue le 3 avril (Archives Nationales, dorénavant A.N., Y1 6005, "Procès verbaux de visites de nuits et autres concernant les Juifs", Visites de nuit du commissaire Vanglenne chez les logeurs des Juifs, 21 janvier 1789 au 30 juin 1789).

Les patrouilles de nuit et les descentes chez les logeurs sont toutefois communes au XVIII^e siècle⁸. Elles ont pour objectif de détecter la moindre illégalité, surtout la nuit, quand on s'y attend le moins. La chose est de conséquence, notamment pour les Juifs. Les données recueillies par Buhot montrent que, même si plus de la moitié (57,1%) des Juifs recensés sont désignés comme des "bons" sujets par les policiers, ces Juifs sont néanmoins surveillés et maintenus dans une situation précaire où souvent un seul accroc, un seul faux pas suffirait à les faire basculer parmi les Juifs indésirés à Paris et à qui on tente de fermer l'accès à la capitale (voir Graphique 3). Citons par exemple le cas du Juif messin Joseph Worms, commerçant en quincaillerie. À la date du 2 janvier 1756, il reçoit une mention favorable sur sa conduite, mais dans le rapport du 30 juin 1758, il est considéré par les policiers comme un "mauvais" sujet "à la suite de plusieurs affaires qu'il a en cette ville", ce qui lui vaut un avis l'obligeant à quitter la ville⁹.

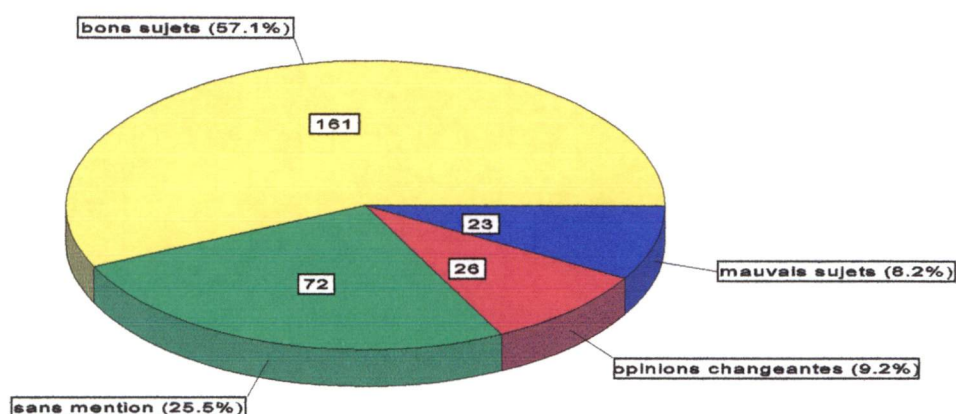
La ligne de partage entre les "bons" et les "mauvais" Juifs apparaît également frêle et incertaine du fait que 9% des Juifs inscrits dans les relevés ont vu l'opinion des autorités policières changer à leur égard (voir Graphique 3). Il est cependant intéressant de constater que ces variations ne se font pas uniquement suivant un cheminement allant du positif au négatif; l'évolution inverse se produit autant. Ainsi, certains Juifs à qui l'on attribue une mauvaise attitude deviennent de meilleurs sujets aux yeux des policiers en se comportant mieux. Ces Juifs à qui on a laissé une seconde chance jouissent cependant pour la plupart d'une protection extérieure assez puissante pour qu'on continue de les tolérer à Paris comme on le verra plus loin. Certains Juifs bénéficient même

⁸ Chassaigne, *La lieutenance générale de Police de Paris*, p. 215.

⁹ A.B., 10 231, Tableaux des Juifs domiciliés à Paris..., 1756-1759: "Joseph Worms", 2 janvier 1756, 16 juillet 1756, 30 juin 1758 et 29 déc. 1758.

de l'appui de personnages très influents tels que le Procureur général Joly de Fleury, le comte de Saint Florentin ou le Lieutenant général de Police Berryer¹⁰.

Graphique 3
Répartition des comportements qui sont attribués aux Juifs à Paris au milieu du XVIIIe siècle
(Total: 282 Juifs)



À nulle part dans la correspondance policière étudiée n'apparaît comme positive la présence de la nation juive dans la capitale. Il semble qu'on ne lui attribue aucune utilité, ce dont résulte vraisemblablement la position si fragile qu'elle tient à Paris et qui la rend si vulnérable aux décisions des autorités. Ainsi perçue collectivement, il en va sensiblement de même avec les visions individuelles. En effet, seules cinq mentions chaleureuses sur un total de 282 Juifs apparaissent dans les relevés. Qui sont ces personnes, figures d'exception? Trois critères les réunissent. D'abord, à l'exception des frères Peyrere, tous ont légalisé leur séjour à Paris, attitude conforme aux règles qui

¹⁰ A.B., 10 231, Tableaux des Juifs domiciliés à Paris..., 1756-1759; Kahn, *Histoire de la communauté israélite de Paris: Les Juifs de Paris au XVIIIe siècle...*, p. 101-113.

plaît évidemment aux autorités policières. Ensuite, ils ont déclaré un statut de non-commerçant, ce qui les situe en dehors des images négatives les plus virulentes véhiculées auprès des policiers par le commerce et les manipulations d'argent. Enfin, à l'exception d'un Juif d'Italie, tous affichent une présence assez stable à Paris, ce qui va en leur faveur car les policiers ont ainsi eu plus de temps pour les connaître et attester de leur bonne conduite¹¹.

Dans les dossiers de la Bastille, les mentions en faveur des Juifs, que ce soit sur une base individuelle ou collective, sont également marginales. Certaines ont même l'intérêt de nous faire comprendre qu'outre quelques exceptions, la nation juive n'avait point bon accueil à Paris. L'une de ces mentions provient de Buhot qui prend position en faveur de deux Juifs, Mardochée Ravel et Moyse Perpignan, qui ont usé d'une stratégie malhonnête pour faire leur commerce. Ces Juifs proposaient à des dames Ursulines des vieilles robes d'or et d'argent en retour de vieux ornements qu'ils disaient souhaiter obtenir pour les pauvres des églises de Lisbonne. Leur supercherie ayant été surprise, ils ont été conduits en prison d'où ils furent libérés trois jours plus tard car, comme l'écrit alors Buhot, "la docilité avec laquelle ils se sont conformés aux ordres du Roy, leur jeunesse et leur bonne conduite militent en leur faveur". Le même inspecteur, voulant servir le cas de ces Juifs, prétend cependant que ces jeunes gens "sont à Paris depuis plusieurs années, [et ayant] toujours tenu une bonne conduite, [ils sont] les seuls peut-être de leur nation contre lesquels il n'a

¹¹ Il s'agit de Raphaël Rachi, de Turin, peintre en miniature qui a une "bonne conduite et beaucoup de talent"; d'Abraham Salomon et de Philippe Samuel, d'Altonat, "de très habiles graveurs et qui ont une très bonne conduite"; de Manuel de Léon avec une fille et un garçon nommé Raphaël de Léon, de Salamanque, ayant une fabrique de chocolat et que "M. Berryer l'a exempté de la loi générale; c'est un honnête homme, pour lequel on a beaucoup de considération"; de Salomon Benjamin, d'Amsterdam, de Cerf Benjamin, son fils, et de sa femme, tailleur à la manufacture de tabac à la tête de laquelle "il est par ordre de MM. les fermiers généraux", dont il fut dit que "le magistrat a décidé qu'il n'avait pas besoin de passeport" et que "c'est un des plus honnêtes hommes du monde"; enfin de David Pereire et de son frère Rodriguez, de Manheim, qui sont d'"honnêtes gens qui ont du mérite", "à Paris pour apprendre à parler aux muets" (A.B., 10 231, Tableaux des Juifs domiciliés à Paris..., 1756-1759).

point eu de plaintes"¹². L'antipathie des policiers envers les Juifs est ainsi fort enracinée, l'idée générale voulant que le "bon" Juif fait figure d'exception parmi la nation juive. Ceci explique la relation généralement distante entre les Juifs et les policiers, qui peut aussi être comprise à la lumière des sentiments de pouvoir qui existaient entre eux au XVIIIe siècle.

1.2 Pouvoir et abus de pouvoir

Si la majorité des policiers, surtout les commissaires, ont, sous l'Ancien Régime, un rôle paternel pour de nombreux sujets parisiens¹³, ce lien ne semble point lier les Juifs aux policiers chargés de les surveiller. Au contraire, tout porte à croire qu'un fort sentiment d'iniquité guide leurs relations. Les Juifs s'adressent à l'inspecteur avec beaucoup de méfiance parce qu'ils sont conscients de leur grande vulnérabilité et du pouvoir de ce policier à leur endroit. Effectivement, c'est le Lieutenant général de Police qui les a sous sa charge, mais c'est l'inspecteur chargé de leur contrôle qui rapporte à son supérieur la conduite des Juifs en lui envoyant des rapports concernant chaque cas. Ce rôle lui confère un énorme pouvoir sur tous les Juifs à Paris, d'autant que c'est également l'inspecteur qui propose les solutions dans le dénouement des affaires impliquant des Juifs. Dans la majorité, sinon la totalité des cas, le Magistrat s'en tient à ces suggestions¹⁴, sa tâche lui donnant

¹² A.B., 12 135, dossier Ravel et Moyse Perpignan, 1761: Lettre de Buhot au Lieutenant général de Police, août 1761.

¹³ Farge, *Vivre dans la rue...*, p. 224-225.

¹⁴ Arlette Farge explique le problème: "Les inspecteurs de police qui occasionnent un grand nombre de détentions (car ils y sont intéressés) ne devraient être qu'instigateurs des délits et captateurs; mais, faute d'une procédure exacte, ils deviennent juges pour ainsi dire, puisque c'est sur leur simple déposition que l'on établit la preuve et la punition du délit. Or, comme ces inspecteurs frappent le plus souvent sur la portion du peuple qui n'a ni voix, ni défense, ni réclamation, et qu'ils sont intéressés à trouver des coupables, il est aisé d'imaginer ce que l'erreur peut produire d'attentatoire à la rigide équité" (Farge, *Vivre dans la rue...*, p. 217).

bien d'autres préoccupations que la cause des Juifs. C'est d'ailleurs l'ampleur de sa fonction qui donnait tant de pouvoir réel aux commissaires et inspecteurs¹⁵. Certains inspecteurs abusent ainsi de leur autorité auprès des Juifs, considérant qu'on leur fait déjà une indulgence en les tolérant à Paris. Cette situation prend place dans un XVIII^e siècle où il n'est pas rare de voir des inspecteurs être tentés d'augmenter de leur propre chef leur salaire¹⁶, les Lieutenants généraux éprouvant certaines difficultés à s'entourer de subordonnés qui soient honnêtes et fiables¹⁷. C'est particulièrement le cas de Legrand, inspecteur des Juifs au milieu du siècle. Celui-ci, conseillé par Morange et Rubens, deux Juifs jugés de "mauvaise" conduite, développe l'habitude de remplir ses fonctions auprès des Juifs en retour de services rendus ou, le plus souvent, d'argent sonnante. Plusieurs Juifs¹⁸ contestent les comportements douteux de l'inspecteur dans un grief, soutenant qu'"il n'est point venu de Juifs à Paris pendant la commission du Sieur Legrand dont il n'ait tiré quelque bénéfice"¹⁹. Legrand a même agi sur un plan collectif, n'hésitant pas à choisir des Juifs qu'il charge de rassembler dans les communautés juives de Paris des sommes d'argent qu'il s'approprie

¹⁵ Chassaigne, *La Lieutenance générale de Police de Paris*, p. 203.

¹⁶ Chaque inspecteur recevait 29,500 livres par année. Ce salaire est un peu moins élevé que celui des commissaires qui se voyaient attribuer 32 000 livres par année (Chassaigne, *La lieutenance générale de Police de Paris*, p. 278).

¹⁷ Lebigre, *La police, une histoire sous influence*, p. 52; Chassaigne, *La Lieutenance générale de Police de Paris*, p. 202-203.

¹⁸ On sait qu'ils sont au moins au nombre de vingt car dans le grief, en plus d'un reproche formulé de façon commune contre Legrand, vingt Juifs expliquent leur cas sur une forme individuelle.

¹⁹ Les Juifs responsables du grief porté contre l'inspecteur expliquent ainsi le procédé déloyal qu'il utilise: "Il faisoit entendre à ceux qui avoient de l'aisance qu'il connoît parfaitement leurs facultés, les caressoit, et vouloit entrer adroitement dans le détail de leur commerce, et brutalisoit ceux dont il ne croyoit pas tirer une grande ressource" (A.B., 10 231, Tableaux des Juifs domiciliés à Paris..., 1756-1759: "Grieffe dont est chargé le Sieur Le Grand...", milieu du XVIII^e siècle).

illégalement; elles lui sont délivrées à quelques reprises entre 1749 et 1751²⁰.

Dans le grief, les Juifs disent même ne plus pouvoir "faire un pas hors de Paris, sans préalablement l'en avertir". Ils expriment aussi leur vulnérabilité, expliquant que l'inspecteur a régulièrement recours au chantage afin de leur nuire et ce, nonobstant leur conduite à Paris.

Ces formes de pression consistaient surtout à retenir le passeport d'un Juif, papier essentiel pour être légalement à Paris, pour ensuite l'emprisonner et/ou le renvoyer sous prétexte qu'il n'était pas en règle. Par exemple, Elie Worms, à Paris pour recevoir le paiement des viandes qu'il a fournies aux malades d'un hôpital, figure parmi les victimes de Legrand. Ayant déjà séjourné trois mois en prison en raison de cette manoeuvre déloyale de l'inspecteur, il rapporte que ses ennuis n'en sont pas pour autant terminés car, son passeport ne lui étant toujours pas rendu, il "reste en proie au caprice et à la mauvaise humeur du sieur Legrand qui l'a même menacé de l'arrêter de nouveau, s'il ne sortoit de Paris (...)"²¹.

Un épisode dans lequel Assure Mayer et Legrand s'affrontent montre encore l'abus de pouvoir et l'animosité de l'inspecteur envers les Juifs. Ayant reçu l'ordre de quitter la ville de Paris où il se trouve sans autorisation, Mayer tente néanmoins de se soustraire à cette règle et demande à plusieurs reprises de légaliser son séjour dans la capitale. Or, Legrand répond toujours négativement à ses instances et prétend que Mayer l'aurait "insulté en disant que sil avoit eû cent mil louis à m'offrir [à Legrand] qu'il auroit été plus tranqui". Et Legrand d'expliquer qu'il veut tirer

²⁰ Jonas et Vidal sont désignés par l'inspecteur pour remplir cette fonction. Le premier fait ses interventions auprès de la communauté allemande et le second, à l'endroit des Portugais et des Avignonnais (A.B., 10 231, Tableaux des Juifs domiciliés à Paris..., 1756-1759: "Grieffe dont est chargé le Sieur Le Grand...", milieu du XVIIIe siècle).

²¹ A.B., 11 728, dossier Worms, 1750-1755: Lettre d'Élie Worms au Lieutenant général de Police, nov. 1750.

les choses au clair non pour se protéger des menaces de Mayer mais plutôt pour "prouver [au Lieutenant général de Police] la mechanceté de cette nation et ce que peut produire l'impunité à l'égard de tels gens"²².

En fait, tant d'abus de cet inspecteur l'ont conduit à être appelé par trois fois pour justifier, notamment, des contributions qu'il n'était point en droit d'exiger. Il s'en est toujours tiré indemne, soutenant d'abord qu'"on ne devoit point le mettre en comparaison vis a vis un tas de Juifs errants, et vagabons, sans feux, ni patrie qui consequemment ne pouvoient être que des canailles à qui on ne devoit point ajouter foy"²³. Cependant, voyant par la suite que tous les Juifs déposant contre lui étaient unanimes dans leurs propos et qu'il ne pourrait s'en sauver en niant, il a alors pris le parti de dire que ces sommes d'argent reçues étaient des présents annuels volontaires, stratagème qui trouva l'appui de l'inspecteur Meunier chargé de régler cette controverse. La culpabilité de Legrand a toutefois été reconnue, notamment suite à une lettre de Moyse Blien, Juif à Paris, qui précise que jamais par le passé, les Juifs de la capitale n'avaient eu pour usage de donner des "étrennes" à l'inspecteur chargé de leur inspection, ce qui montrait bien la manigance de l'inspecteur. Legrand a été révoqué suite à ce jugement²⁴.

En somme, ces abus de pouvoir qui apparaissent avec Legrand, dont quelques pratiques douteuses se retrouvent chez les autres inspecteurs des Juifs au fil de la lecture des Archives de la Bastille, montrent que le "bon" Juif est docile et se doit d'être réceptif aux exigences de la Police,

²² A.B., 10 229, Rapports, placets et procès-verbaux concernant la surveillance des Juifs, 1721- 1755: Lettre de Legrand au Lieutenant général de Police, 26 nov. 1751.

²³ A.B., 10 231, Tableaux des Juifs domiciliés à Paris..., 1756-1759: "Grieffe dont est chargé le Sieur Le Grand...", milieu du XVIIIe siècle.

²⁴ Kahn, *Histoire de la communauté israélite de Paris: Les Juifs de Paris au XVIIIe siècle...*, p. 30.

que celles-ci soient abusives ou non. À la lumière de ces relations de pouvoir, on peut s'interroger sur ce qu'il advient des Juifs emprisonnés à Paris, à savoir ce qui leur rend la liberté. Les arguments qu'utilisent les policiers pour signifier qu'un Juif est à leurs yeux assez puni se prêtent à cette analyse.

1.3 L'attitude des policiers à l'endroit des Juifs emprisonnés

Dès l'abord, très peu d'arguments favorables sont prononcés par la Police afin de justifier la libération de Juifs emprisonnés. Il y a bien sûr des cas rares où la sensibilité du policier intervient pour des motifs tels que la jeunesse, la maladie ou la pauvreté des Juifs. Il est ainsi dit d'Israël Cerf, écroué le 27 sept 1749 et libéré deux semaines plus tard, que "ce Juif est chargé de famille, et est très pauvre"²⁵. Quant à Mardoché Bernheim, arrêté pour absence de passeport, l'inspecteur Legrand ne demandait pas moins d'indulgence à son égard au Lieutenant général de Police, lui écrivant: "si vous le pouvés faire sortir pour jedy prochain ce sera une charité que vous lui ferés attendû qu'il n'est assisté de qui que ce soit"²⁶. Il faut aussi se rappeler l'intervention favorable que Buhot avait eue à l'égard des deux Juifs avignonnais qui avaient tenté de tromper les Dames Ursulines par un commerce qui n'allait point profiter aux pauvres comme ils le prétendaient²⁷. Les énoncés compatissants et compréhensifs des inspecteurs à l'égard des Juifs en détention semblent toutefois s'arrêter ici. Hormis ces cas, les arguments apportés pour préciser la mise en libération des Juifs

²⁵ A.B., 11 666, dossier Cerf, 1749: Lettre de Legrand au Lieutenant général de Police, 27 février 1749.

²⁶ Il sera libéré mais à la condition de sortir de Paris (A.B., 11 664, dossier Bernheim, 1749: Lettre de Legrand au Lieutenant général de Police, 18 février 1749).

²⁷ A.B., 12 135, dossier Ravel et Perpignan, 1761: Lettre de Buhot au Lieutenant général de Police, août 1761.

incarcérés ont tous en commun d'être fortement liés aux intérêts de la Police. Les Juifs recouvrent leur liberté principalement lorsque, d'une part, la situation qui a prévalu au moment de leur arrestation s'est corrigée et que, d'autre part, des personnes de considération intercèdent en leur faveur. Pour tout résultat, dans le premier cas, l'ordre est de nouveau rétabli et, dans le second, il s'agit plutôt d'éviter de faire du bruit.

Il est étonnant de constater à quel point les policiers s'occupent surtout de voir à ce que les Juifs leur donnent le moins de soucis possible. C'est sous cet angle que peuvent être comprises les nombreuses libérations des Juifs conséquemment au retour à l'ordre de la situation qui avait entraîné leur emprisonnement. À ce titre, citons d'abord l'histoire de Joseph Lops dit Franc, de Bordeaux, "escroc, joueur et libertin" dont l'élargissement n'est certainement pas étranger à un témoignage écrit en sa faveur par des Juifs portugais influents à Bordeaux et à Paris. Buhot le considère suffisamment puni, notamment parce que Lops a pris une entente satisfaisante avec un créancier qu'il avait tenté d'escroquer et qui s'en était plaint à la Police²⁸. L'épisode de deux Juifs brocanteurs et ambulants, Abraham Kinne et Levy, arrêtés pour ne pas respecter les règlements auxquels doivent se plier les Juifs à Paris vient aussi, parmi de nombreux cas semblables, confirmer l'objectif rigoureux des policiers qui est de maintenir l'ordre à Paris. L'inspecteur propose leur libération après un mois de prison car "ils ont promis de se conformer a lavenir aux reglements"²⁹.

Le plus souvent, toutefois, le retour à l'ordre s'effectue tout simplement par l'expulsion de Paris. Tel est, par exemple, le cas de David Leon d'Hambourg, Juif mis au cachot près de deux mois pour ne pas avoir pris de passeport malgré des avertissements préalables, pour avoir changé

²⁸ A.B., 12 370, dossier Lops, 1769: Lettre d'un inspecteur au Lieutenant général de Police, juin 1769.

²⁹ A.B., 11 901, dossier Kinne, 1755: Lettre d'un inspecteur au Lieutenant général de Police, mai 1755.

d'adresse sans en avoir informé la Police et être parti de Paris à la sauvette sans en faire davantage lors d'un séjour antérieur. Jugé "assés puny", c'est parce qu'"il a promis de quitter Paris" qu'on le laisse recouvrir sa liberté³⁰. Or, ces promesses arrachées, même posées sur papier, ne sont pas toujours respectées par ces Juifs qui aspirent à rester à Paris, que ce soit pour des motifs personnels ou pour affaires. En témoigne l'incident d'Israël Dalpuget, Juif qui foule encore le sol parisien bien qu'il n'ait "obtenu sa liberté qu'a la charge de partir"³¹. Conscients du poids que cet argument peut avoir sur les policiers, certains Juifs l'utilisent d'emblée pour obtenir leur propre libération ou encore celle de leurs parents ou amis. C'est en effet en promettant aux policiers que leurs fils ne reviendront pas à Paris que les mères d'Élie Worms et de Bernard Levy dit Salomon parviennent à les faire sortir de prison où ils sont incarcérés, l'un pour être illégalement dans la ville et pour escroquerie, l'autre pour "friponneries"³².

Protégé, le Juif de Paris a davantage de chances d'être, d'abord, toléré à Paris, mais aussi élargi s'il est emprisonné car les policiers sont parfois intimidés par l'intervention d'une personne influente et, par conséquent, plus enclins à se soumettre à sa volonté. C'est du reste souvent grâce à ces protecteurs, ces personnes de considération, que les Juifs peuvent s'intégrer dans la société française. Leur appui témoigne ainsi tout autant de l'acceptation du Juif dans son milieu. Les Juifs

³⁰ A.B., 11 901, dossier Hambourg, 1755: Lettre d'un inspecteur au Lieutenant général de Police, 1755.

³¹ A.B., 10 230, Rapports au Lieutenant de Police Berryer sur la surveillance des Juifs, 2 janvier-16 juillet 1756: Lettre de Buhot au Lieutenant général de Police, 17 sept. 1757 (date de la lettre postérieure au dossier).

³² A.B., 11 728, dossier Worms, 1750-1755: Lettre d'un inspecteur au Lieutenant général de Police d'Argenson, janvier 1755; A.B., 11 573, dossier Bernard Levy dit Salomon, 1745: Lettre d'un inspecteur au Lieutenant général de Police, sept. 1755.

ayant des protecteurs sont rarement pauvres et ambulants³³. Les archives montrent plutôt qu'il s'agit surtout de Juifs impliqués dans le commerce et qui jouissent d'une assez grande notoriété³⁴. Il peut s'agir de gens d'affaire négociant avec eux qui leur viennent en aide, lesquels protègent ainsi leurs propres activités. C'est ce qui explique, par exemple, le fait que trois Juifs de Metz arrêtés et emprisonnés pour séjour non autorisé à Paris sont délivrés plus tôt que leurs coreligionnaires de voyage, pourtant tous arrêtés en même temps et pour le même motif; les premiers avaient pour avantage d'être utiles au sieur Perin, entrepreneur de la fourniture des chevaux, qui demande leur libération parce qu'"ils sont en correspondance avec les Juifs des pays étrangers d'où ces chevaux doivent estre tirez"³⁵.

De plus, comme il importait de ne pas froisser les gens influents qui s'impliquaient dans des affaires concernant des Juifs, il était parfois nécessaire d'agir à leur égard avec des gants blancs. C'est ce qui fut ordonné dans l'affaire de Samuel Lévy et de son frère Salomon qui, avec plusieurs banquiers et gens préoccupés d'affaires d'argent, ont eu l'idée de former une société protégée et soutenue par la princesse de Rohan. Un complot sur des actions de la Compagnie des Indes a été organisé et a fait éclat dans Paris en 1723. Or, à l'éclatement du scandale, en raison du rang de la plupart des gens impliqués, l'enquête a été menée par le Lieutenant général de Police lui-même "afin

³³ Par exemple, Peyrere, le Juif probablement le plus estimé et intégré à la société parisienne au XVIII^e siècle, particulièrement en raison de sa renommée comme instituteur pour les sourds et muets et de titre d'agent de la nation portugaise à Paris, doit son introduction dans la bonne société française surtout au Duc de Chaulnes et au Comte de Saint-Florentin (Neher-Bernheim, "Un savant juif engagé...", p. 393).

³⁴ Kahn, *Histoire de la communauté israélite de Paris: Les Juifs à Paris au XVIII^e siècle...*, p. 101-113.

³⁵ A.B., 10 661, dossier Lion Isaac Halfen, Nathan Maret, Joseph Levy, Cerf Carribac (ou Carlebar), Salomon Halfen, Jacob Worms et Salomon Lion Halfen, 1719: Lettre d'un inspecteur au Lieutenant général de Police, 3 oct. 1719.

que cela se passe tranquillement". Dans cette affaire, les Juifs ont servi, comme le souligne Kahn, de "victimes toutes désignées". Les derniers libérés, ils ont effectivement été emprisonnés de 1724 à 1726³⁶.

Des raisons religieuses pouvaient également motiver certains protecteurs assidus auprès des Juifs. Le cas d'Isaac Hambourg peut servir d'exemple car ce Juif doit sa libération aux efforts faits par le curé de St-Sulpice qui a accepté de le prendre sous son aile protectrice, désirant l'aider dans son cheminement vers la conversion à la religion catholique³⁷. D'autres sont soutenus financièrement par des intervenants cléricaux, comme Marc Levy, Juif converti emprisonné pour dettes et vol et ayant déjà fait usage de faux, qui est libéré parce que les Dames de la charité ont offert de payer son dû. Cependant, les policiers ne mettent pas un terme à sa réclusion sans qu'il n'ait préalablement signé une lettre de relégation hors de la ville³⁸.

Ainsi, le "bon" Juif est celui qui est le plus tranquille possible à Paris. Mais cette présence discrète que désirent les autorités policières n'autorise toutefois pas les Juifs à leur cacher leurs faits et gestes. Bien au contraire, comme le "bon" Juif est toujours en voie de devenir "mauvais" et que le "mauvais" Juif est la représentation la plus virulente qui caractérise l'esprit des autorités policières du XVIIIe siècle, la surveillance rigoureuse de tous les Juifs s'impose. Ce contrôle se fait notamment parce que les policiers considèrent que de nombreux Juifs à Paris sont rebelles à leur autorité.

³⁶ A.B., 10 863, dossier Samuel Levy, 1724-1726; Kahn, *Histoire de la communauté israélite de Paris: Les Juifs de Paris au XVIIIe siècle...*, p. 66-70.

³⁷ A.B., 10 734, dossier Joseph (ou Lazare) Ottolingu, Abraham Mayer, Salomon Dhambourg et Isaac Hambourg, 1721: correspondance policière, juin 1721.

³⁸ A.B., 10 841, dossier Marc Levy, 1724: Lettre de Langlade au Lieutenant général de Police, 29 déc. 1724.

Chapitre 2

Le Juif "rebelle à l'autorité"

Les policiers de Paris considèrent que de nombreux Juifs ne veulent pas se conformer aux règlements imposés par la Police et perçoivent ces désobéissances comme une atteinte à leur autorité et à l'indulgence qu'ils manifestent à leur endroit. Leur politique est de ne tolérer aucun Juif à Paris sans auparavant en accepter la demande de séjour déposée en bonne et due forme¹. Cette politique les motive dans leur travail; elle les incite à accorder une grande importance à la réglementation des Juifs à Paris. Cette situation s'insère dans le mouvement de contrôle accru des marginaux qui est mis en oeuvre en France avec la progression de la monarchie centralisatrice sous l'Ancien Régime et particulièrement au XVIIIe siècle².

Pour comprendre toutes les facettes du Juif "rebelle à l'autorité" tel qu'il se présente dans l'esprit des policiers du XVIIIe siècle, il faut interroger le passeport. Ce moyen de contrôle est une démarche obligatoire pour les Juifs, à laquelle les policiers tiennent et qu'ils s'appliquent à valoriser. Il agit en quelque sorte tel un outil dans leur travail car il est un indice au niveau du comportement des Juifs. Enfin, du côté des Juifs, le passeport peut servir d'opportunité à certains d'entre eux qui sont à Paris en vue de faire de mauvaises actions. Voyons d'abord en quoi consiste la réglementation des Juifs à Paris.

¹ Monin, "Les Juifs de Paris à la fin de l'Ancien Régime", p. 85.

² R. Mandrou (présentation de), *Problèmes socio-culturels en France au XVIIe siècle*, Paris, Édition Klincksieck, 1974, p. 7-8.

2.1 Le passeport: une démarche obligatoire

Les Juifs ayant été exclus de Paris depuis le début de la période d'Ancien Régime, ce n'est qu'aux premières années du XVIII^e siècle que les portes de Paris s'ouvrent à eux, bien timidement et non sans règle pour surveiller leur présence. C'est surtout Berryer, le Lieutenant général de Police qui a commandé à Buhot les relevés de la nation juive à Paris, qui, se plaignant de la trop grande liberté des Juifs, sollicite vivement du roi des consignes sévères à leur endroit³. Dans un contexte où tous les groupes dits marginaux sont l'objet d'une politique de répression qui vise à mieux les encadrer voire à mieux les isoler au XVIII^e siècle⁴, il les obtient sans peine de Louis XV. Les passeports obligatoires qui visent le contrôle des Juifs sont dès lors définitivement rétablis à Paris.

Voici l'ordre du roi:

Mon intention [Louis XV] est que vous obligiez tous les Juifs qui sont actuellement à Paris, de même que tous ceux qui s'y rendront par la suite, sous quelque prétexte qu'ils y soient ou qu'ils y viennent, à prendre des passeports dans les formes ordinaires, que vous vous les fassiez représenter, pour être par vous visés, que vous en fassiez tenir registre, et qu'en cas de refus de leur part ou qu'il vous viendrait des plaintes contre quelques-uns d'entre eux, vous les fassiez arrêter et conduire, soit en prison, soit à Bicêtre, d'où vous pourrez ensuite les faire sortir quand bon vous semblera; s'il vous était même nécessaire de mettre leurs effets en sûreté, vous y ferez apposer les scellés par un commissaire au Châtelet, lesquels vous ferez aussi lever sans qu'il soit besoin d'un nouvel ordre de votre part (...) ⁵.

Les devoirs des Juifs à Paris se résument en trois obligations: d'abord se munir d'un passeport et le présenter à l'inspecteur des Juifs lors de l'entrée à Paris, ensuite informer l'autorité policière de

³ A.B., 10 229, Rapports, placets et procès-verbaux concernant la surveillance des Juifs, 1721-1755 : Lettre de Legrand à M. le Comte de Maurepas, milieu du XVIII^e siècle.

⁴ Farge, "La répression à Paris au XVIII^e siècle", p. 54.

⁵ A.B., 10 229, Rapports, placets et procès-verbaux concernant la surveillance des Juifs, 1721-1755: Lettre du Roi au Lieutenant général de Police Berryer, 11 janvier 1750.

tout changement d'adresse au cours du séjour dans la ville et enfin lui faire connaître la date du départ. Bref, les déplacements des Juifs doivent être connus de la Police afin que celle-ci puisse mieux les encadrer, d'une part en tant qu'individu, d'autre part, en tant que nation.

Comment se procurer un passeport

Puisque l'entrée légale dans la ville tient à un passeport, quelles sont les conditions pour s'en procurer un? Il est clair qu'un Juif de mauvaise réputation ou connu pour ses mauvaises actions doit éprouver des difficultés à s'en prémunir. En fait, les trois communautés fonctionnent de manière très indépendante les unes des autres. Chacune a son propre syndic⁶ à Paris, appelé "l'agent de la nation" qui, depuis le milieu du XVIII^e siècle, reçoit les ordres de la Police pour les notifier par la suite à ses compatriotes. Le but de cette procédure est d'obtenir une organisation efficace des groupements juifs parisiens⁷. Cette situation témoigne aussi du statut "organisé" qu'a la nation juive à Paris, ce qui n'est pas le lot de tous les groupes marginaux⁸. Une première démarche pour l'obtention d'un passeport consiste pour le Juif à se procurer un certificat des syndics juifs de la communauté de sa

⁶ Ces chefs (un par communauté) sont désignés au XVIII^e siècle au sein de leur communauté et nommés par l'État (C. Piette, *Les Juifs de Paris (1808-1840): la marche vers l'assimilation*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1983, p. 10).

⁷ Chassaigne, *La Lieutenance générale de Police de Paris*, p. 220. Parmi les Juifs ayant été agents de leur nation figurent notamment Pereyre pour les Portugais, Calmer pour les Allemands et Salomon Perpignan, remplacé à sa mort par Israël Salom, pour les Avignonnais (Roblin, *Les Juifs de Paris: démographie, économie, culture*, p. 45, 48; Nahon, "La nation juive dans l'ancienne France (XVIII^e siècle)", p. 127).

⁸ La marginalité ne correspond ainsi pas toujours à une absence de réglementation sociale comme en témoigne le cas des Juifs qui, bien que considérés en marge de la société, doivent respecter des règles sociales qui leur sont imposées par leurs communautés. L'influence des communautés varie en fait selon l'époque et l'endroit mais, règle générale, plus l'isolement des Juifs est élevé dans une ville --notamment par l'existence des ghettos--, plus les communautés sont influentes sur leurs membres (Schmitt, "L'histoire des marginaux", p. 295).

ville d'origine, par lequel ils attestent de sa bonne conduite et des affaires qui l'appellent dans la capitale⁹. Ce sont également eux qui indiquent la durée de validité désirée du passeport. Une fois le certificat obtenu auprès des syndics, il est ensuite acheminé à Paris, à l'inspecteur qui, s'étant informé de la conduite dudit Juif, le recommande ou non au Lieutenant général de Police. Le cas échéant, le secrétaire de ce dernier fait alors parvenir le passeport au Juif conformément, dans la majorité des cas, à l'avis de l'inspecteur. Enfin, à son entrée à Paris, il ne reste plus au Juif qu'à le présenter et à le faire viser par l'inspecteur¹⁰. Quant aux renouvellements des passeports, ils sont en principe possibles à l'infini mais ils ne sont accordés qu'aux Juifs dont la bonne conduite est connue, ce qui souligne encore ici le désir de maintenir un pouvoir décisionnel sur les présences de la population juive à Paris¹¹. Mais ici, tous les groupes de Juifs ne sont pas tenus exactement aux mêmes devoirs pour légaliser leur présence à Paris.

Les Portugais, privilégiés

Concernant cet usage qui régleme l'arrivée des Juifs à Paris, ceux de la nation portugaise bénéficient au cours de la seconde moitié du XVIII^e siècle d'un traitement moins contraignant qui diminue leur vulnérabilité face à l'inspecteur. Cette nation est privilégiée parce qu'il s'agit de Juifs expulsés de la péninsule ibérique en 1492 qui, devenus pour la plupart marranes, c'est à dire qu'ils

⁹ On peut voir une copie d'un certificat délivré par le syndic de la nation portugais de Bordeaux dans G. Nahon, "La nation juive portugaise en France, XVI^eme-XVIII^eme siècle: espaces et pouvoirs", *Revue des études juives*, vol. 153, fasc. 3-4, juillet-déc. 1994, p. 354-382: p. 373-374.

¹⁰ Pour la procédure, voir notamment le *Dictionnaire universel de police* par M. des Essarts, Nicolas-Toussaint le Moine (avocat, membre de plusieurs academies, secretaire ordinaire de M. et depute de la ville de Cherbourg), Paris, Moutard, t. 5, 1788, p. 610-638: p. 619.

¹¹ *Dictionnaire universel de police* par M. des Essarts..., p. 618.

continuent à pratiquer secrètement leur religion, ont été introduits en France comme des "Nouveaux chrétiens"¹², une situation qui leur vaudra d'ailleurs l'obtention de la citoyenneté française près de deux ans avant leurs coreligionnaires¹³. Étant les seuls Juifs à avoir un passé marrane, ils apparaissent très au fait des réalités de la société parisienne, ce qui favorise leurs relations avec leur entourage. De plus, certainement le plus prospère, ce groupe est aussi le plus stable de tous. Les privilèges que leur procure leur position de "Nouveaux chrétiens", bien qu'ils ne s'appliquent que pour la région de Bordeaux malgré les efforts de ces Juifs à vouloir les élargir à Paris, ne sont certainement pas étrangers à cette situation¹⁴. Ce groupe se considère d'ailleurs lui-même comme l'aristocratie des Juifs de France¹⁵. Il y a bien sûr les Juifs avignonnais, en provenance surtout du Comtat et d'Avignon, qui visent à se rapprocher des Juifs portugais, considérant qu'à Bordeaux même, les deux communautés se fréquentent. Or, de façon générale, bien que Portugais et Avignonnais font parfois marche commune¹⁶, les Juifs portugais cherchent à se démarquer des Juifs

¹² Avant d'atteindre la Capitale, ils sont généralement passés par des villes et provinces contrôlées par la couronne d'Espagne telles que Bordeaux, Bayonne, la Hollande et l'Espagne (Roblin, *Les Juifs de Paris: démographie, économie, culture*, p. 42).

¹³ Les Juifs "portugais, espagnols et avignonnais" accèdent en France à l'émancipation complète dès le 28 janvier 1790 et les Juifs des autres communautés, le 27 septembre 1791 (A.N., T 930 / 13, Recueil de Lettres patentes et autres pièces en faveur des Juifs portugais, contenant leurs privilèges en France, Paris, XVIIIe siècle; Monin, "Les Juifs de Paris à la fin de l'Ancien Régime", p. 85).

¹⁴ Roblin, *Les Juifs de Paris: démographie, économie, culture*, p. 43-44; A.N., T 930 / 13, Recueil de Lettres patentes et autres pièces en faveur des Juifs portugais..., Paris, XVIIIe siècle. Au XVIIIe siècle, les Juifs portugais ont "la permission de résider, de commercer, acquiescer et succéder que pour la ville de Bordeaux" (Affaires étrangères, dorénavant A.É., Affaires diverses politiques, France, Note du Ministère à l'intention de Vergennes, carton 10, no. 241, pièce 11, août 1783).

¹⁵ Szajkowski, "Relations among Sephardim, Ashkenazim...", p. 173.

¹⁶ Piette, *Les Juifs de Paris (1808-1840)...*, 108.

avignonnais dont les nombreuses banqueroutes contractées à Paris ont vite terni la réputation¹⁷. Les Portugais cherchent encore davantage à conserver leurs distances vis-à-vis les Juifs allemands qui ignorent pour la plupart la langue française et les traditions parisiennes. Ceux-ci sont les plus éloignés de la société chrétienne qui les entoure¹⁸ notamment en raison de deux traits qui leur sont particuliers et qui leur valent une marginalité plus importante par rapport à leurs coreligionnaires, soit leur religiosité marquée et leur langue parlée (le yiddich, sorte de vieil allemand écrit en caractère hébreux). Là où les Juifs portugais disposent d'une réglementation atténuée à leur égard à Paris, c'est qu'ils ne sont tenus qu'à présenter à l'agent de leur nation, dans la huitaine suivant leur arrivée dans la ville, un certificat des syndics qui les envoient. Les mêmes déclarations que leurs coreligionnaires sont alors enregistrées mais les étapes liées au passeport sont évitées. Le registre de l'agent de la nation doit toutefois être mis à la disposition de l'inspecteur à la demande de celui-ci, ce qui témoigne que le souci du contrôle de cette population reste le même¹⁹. Il est cependant beaucoup plus souple car il repose sur l'honnêteté des Juifs. Or, il apparaît qu'aux réglementations policières, la réponse juive n'est pas toujours celle que voudraient les autorités.

2.2 La différence entre la théorie et la pratique

En réalité, l'obligation du passeport se vivait de manière beaucoup plus embrouillée car de

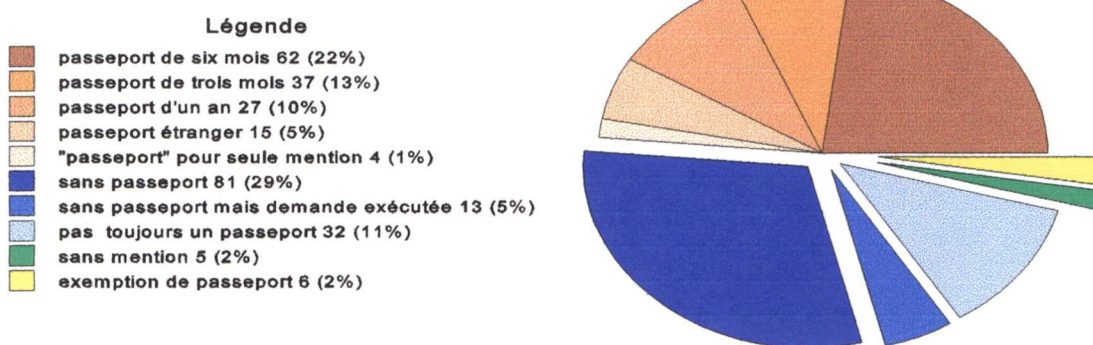
¹⁷ Lambert, "À Paris, l'effet "capitale"", p. 89.

¹⁸ Roblin, *Les Juifs de Paris: démographie, économie, culture*, p. 38, 46-47. Les Juifs allemands peuvent être de Metz, d'Alsace, de Lorraine, mais aussi de pays étrangers tels que l'Allemagne, les Pays-Bas ou la Pologne (Lambert, "À Paris, l'effet "capitale"", p. 88).

¹⁹ Les Juifs portugais qui sont des chefs ou des membres de grandes maisons de banque ou de commerce sont dispensés de cette déclaration. L'agent de la nation doit uniquement les présenter au magistrat à leur arrivée à Paris (*Dictionnaire universel de police par M. des Essarts...*, p. 637; Neher-Bernheim, "Un savant juif engagé...", p. 437).

multiples Juifs y portaient une attention négligée, au grand déplaisir des inspecteurs. Selon les relevés de Buhot, à peine la moitié des Juifs se conforment fidèlement à l'obligation du passeport (51%). Plusieurs (11%), après s'en être munis pour entrer dans la capitale, ne semblent plus juger essentiel de l'acheminer à l'inspecteur à la date d'expiration pour demander un renouvellement. Enfin, près du tiers (29%) des Juifs se promènent tout simplement sans passeport à Paris (voir Graphique 4). Une relative souplesse à l'égard de certains Juifs est manifestée mais il y a aussi certaines mesures qui permettent aux Juifs de se soustraire aux règlements.

Graphique 4
Répartition des passeports²⁰ des Juifs à Paris au milieu du XVIIIe siècle
(Total: 282 Juifs)



²⁰

Dans 5% des cas, la seule indication donnée sur le passeport dans les relevés de Buhot est "passeport étranger" et dans 1% des cas, il n'est inscrit que "passeport". Bien qu'il ne s'agisse pas d'une référence à la durée du passeport, ces informations ont ici fait l'objet de catégories distinctes. Des recherches ultérieures permettront peut-être de découvrir la durée qu'avaient à l'époque ces types de passeports.

Une certaine souplesse

Certains Juifs arrivent à séjourner très longtemps à Paris sans être muni d'un passeport. Abraham Marchand, Juif faisant le commerce de quincaillerie, est dans ce cas. Il est resté à Paris pas moins de sept ans sans passeport et ce, même s'il s'était mérité une réputation de "mauvais" sujet et de "fripon", en raison de "plusieurs escroqueries qu'il a fait à différents particuliers". Sommant ce commerçant de se mettre en règle, Buhot se heurte à un refus catégorique. Ce comportement persistant de Marchand lui vaut l'ordre de quitter Paris mais il n'en fait toujours rien, ce qui se traduira finalement par deux mois de prison. Malgré cela, il n'en demeure pas moins qu'il a occupé Paris durant sept années de manière illégale et ce, au su de l'inspecteur²¹. En fait, les inspecteurs ne cessent de se plaindre de leurs difficultés à contraindre les Juifs à l'obligation du passeport. Ils voient d'un très mauvais oeil les Juifs réfractaires qui échappent ainsi à leur contrôle et, disent-ils, c'est pour "les maintenir dans l'ordre et prévenir mainte friponneries" qu'ils s'attachent à l'application des consignes à leur égard, même si elles ne sont pas toujours efficaces²².

Bien sûr, la souplesse, quand vient le temps d'appliquer les règles, peut varier selon l'inspecteur en place. Il est clair que des cinq inspecteurs chargés des Juifs au cours du XVIIIe siècle -- en ordre chronologique: Langlade, Tapin, Legrand, Dumont et Buhot --, certains étaient plus irascibles, par exemple Tapin et Legrand, en ce qui concerne la soumission des Juifs. Mais, en général, on peut voir que le discours des inspecteurs demeure le même tout au long du XVIIIe siècle. Il vise le renforcement des mesures de contrôle. Par exemple, dans la première moitié du

²¹ A.B., 11 907, dossier Abraham Marchand, 1755: Lettre de Buhot au Lieutenant général de Police, 17 janvier 1755.

²² A.B., 10 230, Rapports au Lieutenant de Police Berryer sur la surveillance des Juifs, 2 janvier-16 juillet 1756: Lettre d'un inspecteur au Lieutenant général de Police Berryer, date incertaine.

siècle, soit en 1729, Dumont se plaint qu'une "partie des Juifs deloge, partent et quitte la ville sans en faire leur declaration et ne se conforme en aucune façon aux ordonnances". Il désapprouve également qu'en dépit de nombreux rapports qu'il a envoyés au Magistrat, aucun Juif n'ait encore été arrêté pour cette offense. C'est, dit-il, par cette démarche que "l'on contiendra dans ce pays cette nation qui ne fait qu'augmenter le nombre de fripons et gens extrêmement suspects"²³.

Au milieu du siècle, quand sont produits les relevés de Buhot, les récriminations des policiers sont au plus fort et tous s'entendent pour raffermir leurs actions à l'égard des Juifs, se fixant pour objectif la répression de leurs comportements frondeurs, à commencer par l'indiscipline concernant les passeports. En témoigne Legrand qui, soutenant que l'usage a toujours été d'emprisonner ou de chasser de Paris les Juifs suspects et/ou qui ne se conforment pas aux règlements, s'insurge contre leur désobéissance: "Quelqu'attention que j'apporte a les faire mettre en regle, et quoy que je leur aye donner des ordres réitérés de s'y mettre au plus tôt, ils ne peuvent s'y déterminer"²⁴. Enfin, même à la veille d'acquérir la citoyenneté, les Juifs sont soumis à un fort contrôle, comme en témoigne la surveillance accrue exercée sur eux pendant les années 1774-1776²⁵ et les propositions de Lenoir, Lieutenant général de Police, qui visent à sélectionner les Juifs réglementaires, qui gagnent leur vie légalement, des autres qu'il faut chasser car, justifie-t-il:

²³ A.B., 11 777, dossier Dalpuget, 1752-1756: Lettre de Dumont au Lieutenant général de Police, 2 nov. 1752. Les mêmes visées de renforcement des mesures sur les Juifs de Paris apparaissent notamment dans le "Projet pour ne laisser aucun Juif a Paris sans passeport" de 1721 (A.B., 10 229, Rapports, placets et procès-verbaux concernant la surveillance des Juifs, 1721-1755: Lettre d'un inspecteur au Lieutenant général de Police, 1721).

²⁴ A.B., 10 229, Rapports, placets et procès-verbaux concernant la surveillance des Juifs, 1721-1755: Lettre de l'inspecteur Legrand au Comte de Maurepas, 1749 ou 1750.

²⁵ A.É., Affaires diverses politiques, France, Note du Ministère à l'intention de Vergennes, carton 10, no 241, pièce 11, août 1783.

Depuis quelques temps, le nombre des Juifs qui viennent à Paris est considérablement augmenté, et presque tous sont en contravention aux loix qui les concernent, et notamment aux reglemens d'après lesquels aucun d'eux ne peut séjourner à Paris qu'a la faveur d'un passeport signé du ministre; j'ai oui qu'il étoit essentiel de prévenir les abus qui peuvent résulter d'une telle licence qui ne manqueroit pas d'attirer dans la Capitale beaucoup de gens tres suspect²⁶.

Afin de réduire les Juifs irascibles aux règlements à Paris, les policiers se dotent de moyens. L'un d'eux consiste à leur donner des avis pour qu'ils se mettent en règle. L'efficacité recherchée par cette procédure n'est pas toujours atteinte. On dirait que certains Juifs y voient un geste de clémence qui leur évite en fait la prison immédiate, sans plus.

Les avertissements

De simples avertissements à l'effet de se mettre en règle précèdent quelquefois l'emprisonnement. Malgré cela, certains Juifs persistent dans leur indocilité, comme en témoignent les mentions nombreuses et réitérés des inspecteurs à ce propos dans les archives. Par exemple, en 1729, l'inspecteur Dumont envoie à son supérieur une liste de Juifs sans passeport qui doivent remédier à leur état, soulignant que "plusieurs n'en ont jamais eu [de passeports] malgré qu'ils ayent ete avertys plusieurs fois"²⁷. L'inspecteur Legrand se plaint aussi à son supérieur, au milieu du siècle, que "plusieurs Juifs contrevoient journellement" à ses ordres. Il fait ici surtout référence à Hayem Byrier, emprisonné pour absence de passeport et pour être entré et sorti de Paris sans déclaration. Mais il a eu auparavant un avertissement de l'inspecteur Legrand qui rapporte que Byrier lui avait

²⁶ A.É., Affaires diverses politiques, France, Note de Lenoir, Lieutenant général de Police à Paris, à Vergennes, carton 10, no. 241, pièce 10, août 1783.

²⁷ A.B., 11 777, dossier Dalpuget, 1752-1756: Lettre de Dumont au Lieutenant général de Police, 2 nov. 1752.

alors répondu en "terme meprisant" que si on le mettait en prison, il en sortirait aussitôt²⁸.

Parfois, lorsque plusieurs individus sont avisés en même temps de régulariser leur situation, certains, plutôt que de se conformer, se retirent de Paris alors que d'autres y restent et se font emprisonner à défaut de s'être pliés aux sollicitations des policiers. C'est ce qu'explique Buhot dans un papier où il rend compte à son supérieur de ses arrestations d'Alexandre Jacob, d'Alexandre Leon, de Leon Moyse, et d'Elie Worm, des Juifs qui avaient été sommés de partir avec d'autres de leurs coreligionnaires, mais qui n'ont point quitté Paris comme il leur avait été ordonné²⁹.

La décision d'opter pour un avertissement plutôt que pour ces emprisonnements immédiats vient la plupart du temps du Lieutenant général de Police qui semble généralement capable d'une attitude légèrement plus souple que les inspecteurs. Cette tolérance plus grande à l'égard des Juifs vient-elle du fait que les Lieutenants généraux de Police sont ordinairement, plus que les inspecteurs, cultivés et acquis aux idées dites "éclairées"³⁰ d'égalité qui amènent une attitude de bienveillance envers notamment les minorités et les marginaux, là même où se situent les Juifs³¹? ou est-ce parce que leur contact avec les Juifs est plus indirect, moins fréquent que dans le cas de l'inspecteur, ce qui leur fait voir d'un autre oeil l'indocilité des Juifs aux règlements? La réponse est possiblement dans la combinaison de ces deux réalités.

Malgré les lois qui servent à encadrer les Juifs à Paris et qui permettent d'intervenir auprès d'un Juif insoumis à l'autorité, les policiers se plaignent ainsi de ne pas toujours avoir l'influence

²⁸ A.B., 11 700, dossier Byrier, 1750: Lettre du Lieutenant général de Police, 19 déc. 1750.

²⁹ A.B., 11 896, dossier Joseph Élias, Alexandre Jacob, Alexandre Leon, Leon Moyse, et Élie Worm, 1755-1756.

³⁰ Farge, *Vivre dans la rue...*, p. 201.

³¹ Blumenkranz, *Histoire des Juifs en France*, p. 265.

requis sur certains Juifs. Le cas est particulièrement vrai des Juifs qui ont recours à un permis spécial, le sauf-conduit, et de ceux qui se retirent à un endroit particulier, le Temple.

Le Temple et les saufs-conduits

Le sauf-conduit et le Temple donnent la chance à une personne, juive ou non, de mettre de l'ordre dans ses affaires pendant une durée déterminée, en restant à Paris sans être inquiétée par les gens avec qui elle fait affaire et qui aimeraient la poursuivre, notamment pour dettes³². Ces deux moyens dont disposent les Juifs posent problème aux inspecteurs qui ne peuvent mettre sous arrêt les Juifs ayant recours à ces procédés. Les policiers s'insurgent ainsi souvent lorsqu'un sauf-conduit est accordé à un Juif qui dit vouloir reprendre ses affaires en main. Seul le Lieutenant général de Police est en mesure de retirer un sauf-conduit des mains de son détenteur. Tant qu'on ne lui enlève pas, celui-ci est protégé des poursuites éventuelles concernant ses activités commerciales³³. Par exemple, Saul Vidal nommé aussi Joseph de Valabreque s'est procuré des saufs-conduits à l'aide de personnages influents qu'on soupçonne être des prête-noms dans ses affaires. Indiscipliné, il porte l'épée malgré l'interdiction et ne signale pas ses déplacements à la Police, ce qui laisse croire aux autorités qu'il trompe toute personne ayant la faiblesse de lui faire confiance, notamment en affaires. Se faisant passer pour un catholique et s'étant enfui avec des effets considérables suite à une banqueroute suspecte, il réussit malgré tout à obtenir un nouveau sauf-conduit. L'inspecteur Buhot informe le Lieutenant général de Police, protestant que "c'est à l'abri de cette nouvelle grâce qu'il

³² Kahn, *Histoire de la communauté israélite de Paris: Les Juifs de Paris au XVIIIe siècle...*, p. 34-35.

³³ Kahn, *Histoire de la communauté israélite de Paris: Les Juifs de Paris au XVIIIe siècle...*, p. 34.

va continuer à surprendre et tromper la bonne foi de ceux qui auront la facilité de faire affaires avec eux". Le magistrat donne alors l'ordre de retirer le sauf-conduit des mains de ce Juif³⁴. Le plus simple par conséquent pour les inspecteurs est de s'appliquer à prévenir l'émission des sauf-conduits. Tel est le cas pour Hélié Praque que l'inspecteur juge rebelle parce qu'il n'a point voulu se munir d'un passeport malgré son injonction. L'inspecteur Langlade le fait emprisonner, soulignant dans son rapport que "ce particulier doit a Paris des sommes considerables" et que "son intention est d'avoir un sauf-conduit pour se garantir de ses creanciers sois par puissance ou par argens"³⁵.

Le Temple, quant à lui, est un lieu privilégié au XVIII^e siècle où les débiteurs peuvent se retirer afin de se soustraire aux poursuites de leurs créanciers; ils y jouissent du droit d'asile et de la franchise. Au coeur de Paris, cet enclos qui atteignait cent vingt-cinq hectares en 1792 était, depuis la destruction de l'ordre des Templiers en 1312, sous la dépendance des Grands Prieurs de France³⁶. N'entraient au Temple que les gens endettés ayant un passé non frauduleux. La vie qu'ils y menaient ne semblait pas trop les pénaliser, comme nous l'apprennent les créanciers d'un Juif nommé Francia. Ils laissent entendre qu'on y jouissait d'une certaine liberté puisque Francia, affirment-ils, sort "tous les soirs pour aller visiter ses amis et connoissances"³⁷. Buhot a tenté une fois de pénétrer dans le Temple pour aller chercher ce Saul Vidal qui lui avait filé entre les doigts.

³⁴ La suite de l'histoire nous apprend que, l'inspecteur ayant reçu l'autorisation de reprendre son sauf-conduit, Vidal a vite trouvé refuge au Temple (A.B., dossier Vidal, 12 138, 1761-1765, Lettre de Buhot au Lieutenant général de Police, juin 1765).

³⁵ A.B., 10 853, dossier Pracque, 1724: Lettre de Langlade au Lieutenant général de Police, 8 mars 1724.

³⁶ *Grand dictionnaire encyclopédique Larousse*, Paris, Librairie Larousse, t. 10, 1984, p. 10 122; G. Pascal, *Nouvelle encyclopédie Bordas*, Paris, Éditions Bordas, t. 9, 1985, p. 5415.

³⁷ A.B., 12 308, dossier Francia, 1767: Lettre du sieur Gilles Lejeune au Lieutenant général de Police, 19 mars 1767.

L'exempt a fait quelques tentatives pour entrer mais s'est fait fort reprocher ce comportement illicite par le prince de Conti, alors Grand Prieur de France. Il n'a pu obtenir ce qu'il voulait³⁸. En fait, aucun exempt de la ville ne pouvait intervenir dans les affaires des gens qui étaient réfugiés dans le Temple. Seul le roi était autorisé à y faire expédier des ordres d'arrestation. Et encore, s'il le faisait, il fallait qu'il en informe au préalable le Prieur³⁹.

Les procédés accessibles aux Juifs à Paris tels que l'acquisition d'un sauf-conduit et le refuge au Temple restreignent l'exercice du pouvoir des policiers auprès des Juifs à Paris. Ces libertés ont pour conséquence d'alimenter l'écart entre les aspirations des policiers et la réalité vécue. Or, si les gens du Temple ou les détenteurs d'un sauf-conduit échappent aux autorités, il s'agit ici d'une minorité de Juifs, les autres étant surveillés de près à l'aide du passeport.

2.3 L'utilité du passeport

Le passeport a d'abord pour les policiers l'avantage de permettre la sélection des Juifs de Paris. Contrôlant par ce moyen les entrées, venues et sorties des Juifs, les autorités favorisent l'accès à Paris des Juifs conformes à l'image qu'ils se font du "bon" Juif. Très utile aux policiers chargés du contrôle des Juifs dans la capitale, le passeport est en réalité un facteur de marginalisation des Juifs. En effet, une corrélation apparaît entre l'assujettissement d'un Juif au passeport et son appréciation par le policier dans les relevés de Buhot, ce qui permet d'observer que les policiers n'apprécient guère les Juifs indociles aux règlements. Un regard porté sur la situation des "mauvais" sujets

³⁸ A.B., 12 138, dossier Vidal, 1761-1765; Kahn, *Histoire de la communauté israélite de Paris: Les Juifs de Paris au XVIIIe siècle...*, p. 33-35.

³⁹ Kahn, *Histoire de la communauté israélite de Paris: Les Juifs de Paris au XVIIIe siècle...*, p. 34.

montre que la grande majorité (70%) d'entre eux sont dépourvus de passeport. À ce chiffre peuvent également être ajoutés les 13% de Juifs qui, étant venus plus d'une fois à Paris, n'ont pas pris la peine de s'en munir pour chacun de leurs séjours. Or, si l'on observe le cas des "bons" sujets, il faut nuancer la corrélation précédemment établie. En effet, bien que d'une grande importance, la détention d'un passeport ne forge pas de manière systématique l'opinion de l'exempt à l'égard des sujets qu'il surveille car si 69% des "bons" sujets ont un passeport, 16% en sont tout de même dépourvus en tout temps. Cette situation reste cependant bien plus positive que la moyenne générale (respectivement 29% et 51%) (voir Tableau 2).

Tableau 2
Répartition des passeports des Juifs à Paris au milieu du XVIII^e siècle
selon le comportement qui leur est attribué

types de passeport vs comportement	bons sujets	mauvais sujets	opinions changeantes	sans mention	TOTAL
trois mois	33 (20,5%)	-	1 (3,5%)	3 (4%)	37 (13%)
six mois	46 (29%)	-	3 (12%)	13 (18%)	62 (22%)
un an	17 (11%)	3 (13%)	6 (23%)	1 (1%)	27 (10%)
étranger	11 (7%)	-	1 (4%)	3 (4%)	15 (5%)
"passeport" pour seule mention	3 (2%)	-	1 (3,5%)	-	4 (1%)
sous-total (avec passeport)	110 (69%)	3 (13%)	12 (46%)	20 (27%)	145 (51%)
exemption	4 (2,5%)	-	-	2 (3%)	6 (2%)
sans passeport	26 (16%)	16 (70%)	5 (19%)	34 (47%)	81 (29%)
sans passeport mais demande exécutée	4 (2,5%)	-	-	9 (13%)	13 (5%)
pas toujours un passeport	17 (10%)	3 (13%)	9 (35%)	3 (4%)	32 (11%)
sans mention	-	1 (4%)	-	4 (6%)	5 (2%)
TOTAL	161 (100%)	23 (100%)	26 (100%)	72 (100%)	282 (100%)

Ainsi, le passeport n'agit pas comme moyen d'exclusion immédiate, d'où la relative souplesse à l'égard de certains Juifs sans passeport à Paris. Le fait d'en être muni -- ou de ne pas l'être -- est avant tout un outil d'identification des "bons" et des "mauvais" Juifs pour ensuite pouvoir adopter leurs stratégies, orienter leurs comportements.

Un moyen pour faire obstacle aux "mauvais" Juifs

Les passeports et les déclarations relatives aux déplacements des Juifs dans la ville sont des mesures qui permettent de repérer plus facilement les Juifs indésirables. La missive d'un inspecteur ayant reçu du Lieutenant général de Police D'Argenson l'ordre d'arrêter les Juifs non conformes aux règlements et qui persistent à le demeurer, témoigne de la façon dont ces règlements facilitent la tâche de l'exempt: "Ils [les Juifs] sont tenus de représenter ce passeport à la police pour y être enregistrés avec déclaration de leur demeure, au moyen de quoy il est aisé de trouver ceux qui donnent quelques sujets de plaintes"⁴⁰. Or, bien qu'utiles, ces enregistrements ont tout de même leurs limites car, comme pour le cas du passeport, théorie et pratique ne se marient pas toujours et, certains Juifs esquivant ces contrôles, les policiers ne sont alors guère avancés dans leurs actions de repérage⁴¹.

L'insoumission aux règlements sert aussi de "prétexte" à l'emprisonnement lorsqu'il y a un doute quelconque sur un Juif. Par exemple, en 1742, Joseph Lallemand, Jacob Wel et Cerf d'Ambourg se plaignent d'avoir été emprisonnés sans en connaître la cause, alors qu'ils faisaient avec

⁴⁰ A.B., 11 565, dossier Cahen, 1744-1745: Lettre d'un inspecteur de Police, date incertaine.

⁴¹ Un Lieutenant général de Police se plaignait au milieu du siècle que "quoy qu'il soit enjoint à tous les Juifs qui viennent à Paris et qui en sortent, de donner avis de leur arrivée et de leur départ, ils y contreviennent pour la plus part" (A.B., 11 700, dossier Byrier, 1750: Lettre du Lieutenant général de Police, 19 déc. 1750).

probité leur commerce à Paris depuis dix ans. Bien qu'arrêtés pour absence de passeport, leur détention tient en réalité au fait qu'on les soupçonne d'avoir acheté des effets volés. L'inspecteur Tapin propose en effet à son supérieur de les maintenir en prison un certain temps afin de permettre aux personnes qu'ils ont pu escroquer de venir déposer leurs plaintes au Lieutenant général de Police et, par cette démarche, espérer que justice soit rendue⁴².

Enfin, si l'absence du passeport devient une arme utilisée par le policier pour refuser l'accès à Paris aux "mauvais" Juifs, elle sert également, en cas de séjour non autorisé, à les expulser et/ou les emprisonner. Il faut ici voir le passeport comme un outil de répression. C'est notamment le cas dans le dossier d'Assure Mayer, Juif perçu par la Police comme un "intrigant propre à toutes sortes de métiers [...qui] a même servi d'espion à plusieurs ministres étrangers". La Police s'entend pour qu'une fois son passeport échu, il soit expulsé de Paris⁴³. Ce cas montre que les réactions punitives des policiers ne sont pas toujours immédiates, ce qu'illustrent également les avis que les policiers préfèrent parfois donner aux Juifs plutôt que de les expulser ou de les emprisonner promptement.

Les Juifs indésirés parce qu'ils ne se conforment pas aux règlements policiers sont surtout des Juifs qui exercent un métier précaire à Paris. C'est le cas des Juifs dits "ambulants" dans les relevés de Buhot.

La marginalité des Juifs itinérants

Bien que la règle ne soit nullement infaillible, un lien concluant existe entre l'absence d'un

⁴² A.B., 11 508, dossier Cerf d'Ambourg, Joseph Lallemand et Jacob Wel, 1742.

⁴³ A.B., 10 229, Rapports, placets et procès-verbaux concernant la surveillance des Juifs, 1721-1755: Lettre de Puysieux au Lieutenant général de Police, 31 oct. 1750.

passport et le fait d'exercer un métier instable qui appelle à des déplacements fréquents. Il s'agit en fait de l'opposition entre les métiers installés et ceux de la rue. La marginalité des seconds se trouve dans l'instabilité de leur travail. D'abord, il faut savoir que brocantage et pratique ambulante se côtoient et s'entrecoupent intimement au XVIII^e siècle⁴⁴. Les relevés de Buhot montrent que les Juifs ambulants sont présents dans Paris à 12,4% du total de la nation juive, soit 4,6 % se consacrant à la vente itinérante et 7,8 % combinant cette activité à celle du brocantage (voir Graphique 5). Ces Juifs sont majoritairement sans passport, soit respectivement à 85% et 63.5%, comparativement à 22% pour les Juifs qui ne pratiquent aucune de ces activités (voir Tableau 3). Cette situation survient dans le contexte du XVIII^e siècle où apparaît chez les policiers français une volonté de contrôler l'univers de la rue, dessein qui pousse nécessairement les activités difficilement contrôlables telle que la vente itinérante vers une marginalisation accrue⁴⁵. Des mesures sont même prises au XVIII^e siècle pour limiter le nombre de vendeurs ambulants à Paris⁴⁶. Il est alors probable que certains vendeurs de rue, qu'ils soient Juifs ou non, aient été tentés de taire leurs mouvements critiqués. On peut ainsi avancer que certains Juifs ont pu camoufler leurs activités ambulantes afin d'obtenir, peut-être, une attitude plus favorable à leur égard de la part de l'exempt.

⁴⁴ Si au XVII^e siècle, les brocanteurs représentaient des marchands de curiosités, au XVIII^e siècle ils sont redevenus surtout des ambulants tels qu'ils l'étaient d'ailleurs avant le XVII^e siècle. Le commerce en boutique leur est interdit et ils ne peuvent exercer leur métier ailleurs que "dans les rues, halles et marchés". Il leur est permis de vendre "toutes sortes de marchandises de friperie, meubles et ustensiles de hasard, qu'ils porteront sur leurs bras, sans qu'ils puissent les déposer ni étaler en place fixe" (*Déclaration du Roy portant règlement pour les fripiers-brocanteurs*, 29 mars 1778, tirée de A. Franklin, *Dictionnaire des Arts, Métiers et Professions*, New-York, Burt Franklin, 1906, p. 645-647).

⁴⁵ Lebigre, *La Police, une histoire sous influence*, p. 26-27, 46-50; Farge, *La vie fragile...*, p. 154.

⁴⁶ Farge, "La répression à Paris au XVIII^e siècle", p. 57.

Graphique 5
Répartition des Juifs brocanteurs et ambulants parmi la population juive à
Paris au milieu du XVIIIe siècle
(Total: 282 Juifs)

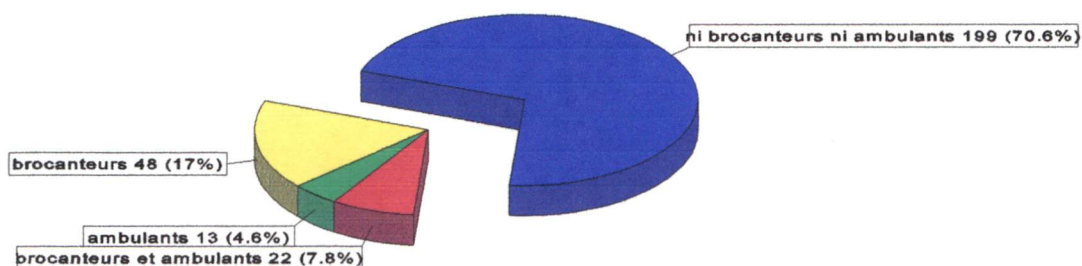


Tableau 3
Répartition des types de passeports des Juifs à Paris au milieu du XVIIIe
siècle selon la pratique de la brocante et la pratique itinérante

états vs types de passeports	avec passeport	exemption	sans passeport	sans passeport mais demande exécutée	pas toujours un passeport	sans mention	TOTAL
ambulants	1 (7,5%)	-	11 (85%)	-	1 (7,5%)	-	13 (100%)
brocanteurs	23 (48%)	-	12 (25%)	4 (8%)	9 (19%)	-	48 (100%)
ambulants et brocanteurs	5 (23%)	-	14 (63,5%)	-	3 (13,5%)	-	22 (100%)
autres	116 (58%)	6 (3%)	44 (22%)	9 (5%)	19 (9,5%)	5 (2,5%)	199 (100%)
TOTAL	145 (51%)	6 (2%)	81 (29%)	13 (5%)	32 (11%)	5 (2%)	282 (100%)

À Paris, les Juifs ambulants sont encore plus marginaux que leurs coreligionnaires et il est probable que même si la majorité d'entre eux avaient voulu avoir un passeport, des obstacles auraient enfreint leur démarche. Effectivement, ils se présentent comme bien moins nombreux (31%)⁴⁷ que les autres (65%) à se voir reconnaître un "bon" comportement et, conséquemment, ils sont en plus grand nombre parmi les "mauvais" sujets (15%⁴⁸ comparativement à 8,5% des Juifs ne pratiquant ni l'itinérance ni le brocantage) (voir Graphique 6). La pauvreté est en réalité le lot de plusieurs d'entre eux, les métiers itinérants rapportant généralement de faibles revenus, notamment parce qu'ils ne nécessitent point d'apprentissage et de qualification⁴⁹. Les métiers ambulants sont ainsi marginalisés, certainement en raison des modes de subsistance de ceux qui les pratiquent, qu'on associe souvent à des moyens contraires à une vie honnête en société⁵⁰, mais aussi parce que leurs déplacements fréquents ne permettent pas le contrôle adéquat de leurs mouvements par la Police⁵¹. En fait, c'est une double démarche qui attaque progressivement le marchand nomade. D'une part, des marchands sédentaires désirent affermir leur pouvoir auprès des communautés locales et dévalorisent ainsi l'identité sociale des marchands itinérants à leur avantage. D'autre part, les autorités politiques classent les vendeurs itinérants parmi les classes dangereuses, les transformant en boucs émissaires des problèmes sociaux. Les marchands sédentaires évitent cette marginalisation

⁴⁷ 27% pour les Juifs qui sont à la fois brocanteurs et ambulants.

⁴⁸ 14% pour les Juifs qui sont à la fois brocanteurs et ambulants.

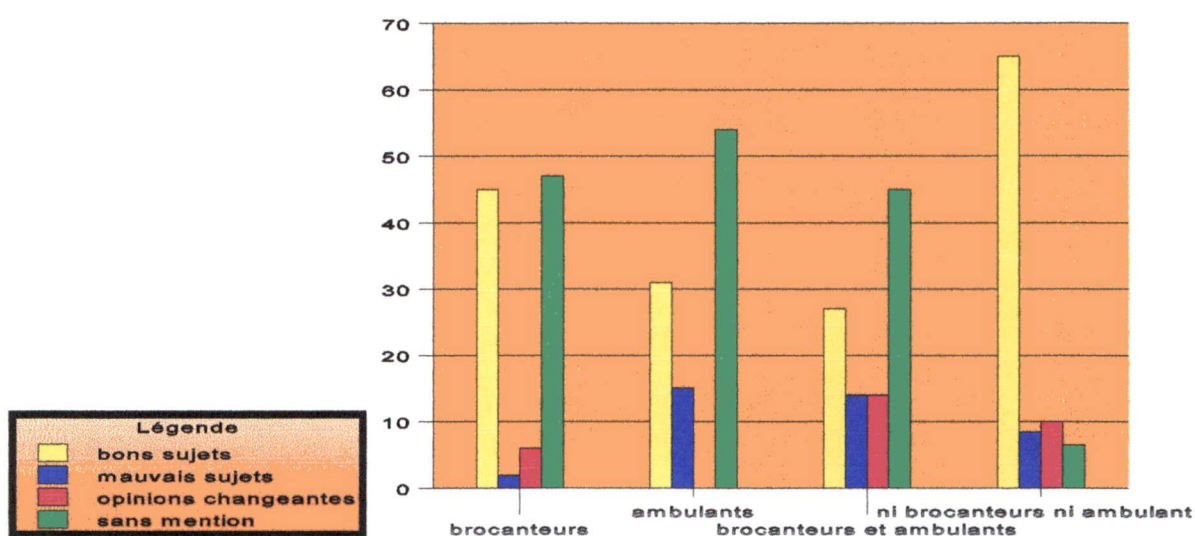
⁴⁹ A. Farge, *Le vol d'aliments à Paris au XVIIIe siècle*, Paris, Plon, 1974, p. 175.

⁵⁰ Farge, *Vivre dans la rue...*, p. 20-21.

⁵¹ Farge, *Vivre dans la rue...*, p. 163-164.

notamment par leur appartenance familiale et leur crédibilité⁵².

Graphique 6
Conduite des Juifs à Paris au milieu du XVIIIe siècle selon la pratique de la
brocante et la pratique itinérante
(Total: 282 Juifs)



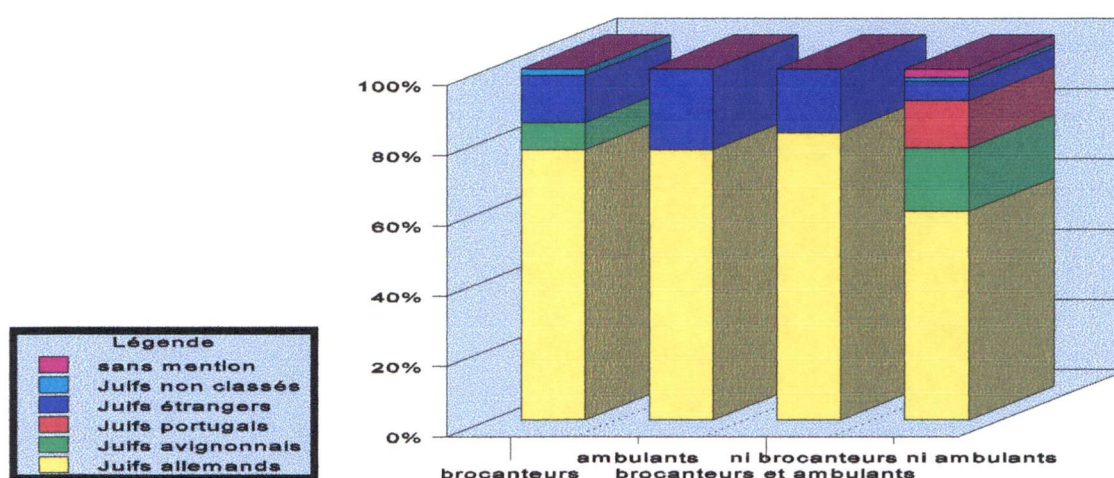
Mais qui sont ces vendeurs de rue? À ce niveau apparaît une grande divergence entre les communautés. Toujours d'après les relevés de Buhot, aucun membre ni de la communauté juive portugaise ni de la communauté avignonnaise n'est dit "ambulant". La brocante et la vente de rue sont plutôt le lot des Juifs allemands et des Juifs étrangers (respectivement 77% et 23% des vendeurs itinérants juifs, 77% et 13% des brocanteurs juifs et 82% et 18% des Juifs qui combinent les deux activités) (voir Graphique 7). Cette situation n'est certainement pas étrangère à la tendance plus élevée des Juifs de cette catégorie à ne pas avoir de passeport. Effectivement, si toutes les communautés juives présentes à Paris sont composées à la fois de Juifs munis de passeport et de

⁵²

Szajkowski, *Les Juifs dans la littérature française au XVIIIe siècle*, p. 5.

confrères illégaux, les Juifs étrangers (36% de leur nombre) et les Juifs allemands (31% de leur nombre) sont un peu plus nombreux que les autres à se trouver sans passeport et comptent également plusieurs membres qui ne sont pas en règle à chacun de leurs séjours à Paris (respectivement 16% et 11%) (voir Graphique 8)⁵³.

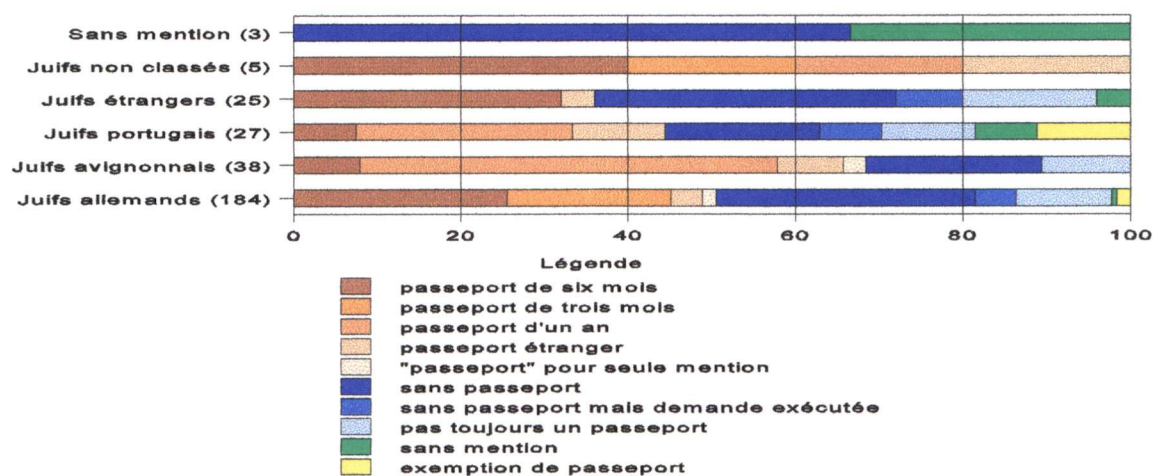
Graphique 7
Répartition de la pratique de la brocante et de la pratique itinérante au milieu du XVIII^e siècle selon l'origine des Juifs à Paris
(Total: 282 Juifs)



53

Les Avignonnais apparaissent dans le graphique 7 comme le groupe qui se conforme le plus à la règle du passeport. Or, ceux en provenance de la ville de Bordeaux sont à ce niveau plus indociles que les autres membres de cette communauté. À l'intérieur de la catégorie des Avignonnais, bien que le tableau ne présente pas cette sous-division, 16% des Juifs de Bordeaux n'ont pas de passeport et un autre 16 % n'en sont pas toujours munis à toutes leurs présences à Paris. Cela les présente comme étant moins désobéissants que les Juifs allemands et étrangers, mais ils ne sont tout de même pas très loin derrière eux.

Graphique 8
Répartition des passeports des Juifs à Paris au milieu du XVIIIe siècle
selon leur provenance
(Total: 282 Juifs)



Ainsi, les Juifs qui exercent un métier à statut précaire, comme c'est le cas des brocanteurs et des itinérants, sont marginalisés à Paris car ils incarnent l'instabilité, situation qui est intimement liée au nombre élevé de ces Juifs à ne pas être munis de passeports. Ils sont désignés comme étant des sujets suspects comme le sont tous les Juifs qui tentent de détourner la réglementation, à commencer par l'obligation du passeport, d'autant plus que les policiers sont conscients que des stratégies ont été développées par quelques Juifs illégaux afin de détourner la surveillance policière.

Les ruses et manoeuvres des Juifs à l'endroit de la réglementation (passeport et autres)

Les policiers considèrent que les Juifs désobéissent aux règlements afin d'éviter d'être surveillés de trop près, ce qui leur nuirait dans leurs mauvaises actions. Bref, ils voient là une façon

de camoufler des déplacements et des activités douteuses. Un officier souhaitant renforcer le contrôle des passeports soulignait d'ailleurs que "les gens de cette religion estant tres suspects, ceux qui passent pour honnestes gens parmy eux, l'ont [le passeport] eux mesme désiré affin d'estre distinguez des mauvais qui sont en grand nombre. Et l'Interrest publiq a engagé dans tous les temps a incerrer cette clause"⁵⁴.

Les manoeuvres qu'utilisent les Juifs pour détourner les règlements ou s'y soustraire sont multiples et les policiers tentent, si ce n'est de les réprimer, du moins de les prévenir, afin d'éviter ainsi les "désordres" et contrer l'affront fait à leur autorité. Les changements d'adresse sans déclaration figurent parmi ces ruses. Par exemple, à propos de Ruben D'Altrof, Juif de Metz, poursuivi pour dettes non payées, l'inspecteur Langlade écrit que "comme il scavoit que plusieurs particuliers avoit donné des mémoires contre luy, il delogea". Il est alors arrêté car l'officier avait l'"ordre d'arrester tous les Juifs qui delogeroient sans en avertir"⁵⁵.

Certains Juifs tentent de contourner le contrôle policier en logeant dans les environs de Paris tout en commerçant dans la capitale. Par exemple, Marc Cerf, un Juif polonais, est emprisonné un mois en 1756 parce qu'il habite à Chaillot alors qu'il fait son commerce à Paris, sans passeport. Ne logeant point à Paris, "il avoit cru etre dispensé de se faire enregistrer". Son arrestation veut en fait servir à "intimider les autres et les obliger de prendre le parti de s'en aller". Aussi, Buhot reçoit l'approbation du Lieutenant général de Police à sa demande d'arrêter tous les individus dans le même cas afin de pouvoir mieux surveiller les activités commerciales juives, soutenant que "plusieurs Juifs

⁵⁴ A.B., 10 230, Rapports au Lieutenant de Police Berryer sur la surveillance des Juifs, 2 janvier-16 juillet 1756: Lettre d'un inspecteur au Lieutenant général de Police, date incertaine.

⁵⁵ A.B., 10 764, dossier D'Altrof, 1723-1726: Lettres de Langlade au Lieutenant général de Police, 14 mai 1726 et 17 janvier 1726.

ambulans et sans passeport se retiroient a Chaillot pour se soustraire aux ordonnances de faire la declaration de leur arrivée, vont et viennent journellement a Paris et y font souvent de mauvaises manoeuvres"⁵⁶.

Faire de fausses déclarations de départ afin de jouir soit d'un séjour prolongé à Paris ou encore d'un anonymat pendant un certain temps est aussi une perfidie qui ne plaît guère aux policiers. Ceux-ci considèrent d'ailleurs cette pratique comme fort répandue à Paris. C'est du moins ce que rapporte Buhot dans le dossier de Samuel Levy, Juif ambulant qui n'a pas quitté Paris malgré l'avis de départ qu'il a donné: "Plusieurs autres Juifs sans passeports font les memes choses [que Samuel Levy], disent qu'ils partent et tres souvent restent un mois ou six semaines apres avoir fait leur declaration, abbus qui s'est introduit parmy eux depuis quelques temps, croyant quaprès avoir fait cette demarche on doit ignorer qu'ils soient encore a Paris"⁵⁷. Ici, ayant été surpris, Levy semble ne pas avoir eu la même chance que plusieurs de ses coreligionnaires.

Entrer légalement à Paris et se soustraire par la suite au contrôle en ne renouvelant pas le passeport tout en restant à Paris est une autre cautèle qui déplaît fort aux autorités policières. Elle fait d'ailleurs l'objet de plainte d'un policier en 1763. Celui-ci propose des mesures plus fermes à l'endroit des Juifs sans passeport, déplorant que "l'abus devient si grand parmi cette nation de n'avoir point de passeport, qu'une très grande partie ne daigne pas s'en pourvoir de nouveaux lorsqu'ils sont expirés"⁵⁸.

⁵⁶ A.B., 11 924, dossier Marc Cerf, 1756: Lettre de Buhot au Lieutenant général de Police, juillet 1756.

⁵⁷ A.B., 11 905, dossier Samuel Levy, 1755: Lettre de Buhot au Lieutenant général de Police, 18 mars 1755.

⁵⁸ A.B., 12 177, dossier Simon Cerf et Raphaël Jonas, 1763: Lettre d'un inspecteur au Lieutenant général de Police, juillet 1763.

Les Juifs dont le séjour n'est pas autorisé vont parfois même jusqu'à fronder puissamment les policiers. Tel est le cas de Franc Celiman, Juif soupçonné d'être un espion plutôt qu'un marchand. Point désiré à Paris, comme en témoignent les notes à son sujet lors du renouvellement de son dernier passeport, il devait quitter Paris. Lorsque l'inspecteur Langlade constate sa présence dans la ville malgré l'interdiction qui lui avait été donnée, il l'interroge à ce propos. Celiman se défend alors, lui disant qu'il vient tout juste de porter son passeport à Versailles afin qu'il soit renouvelé. Désirant vérifier ces dires, l'inspecteur lui demande donc de le suivre à son bureau. À cet instant, se sentant pris au piège, le Juif prend alors la fuite avant d'être capturé, emprisonné et ensuite chassé du Royaume avec "deffences dy rentrer sous peine de la vie"⁵⁹.

Toutes ces ruses, décriées par les policiers parce qu'elles restreignent la surveillance et favorisent du même coup l'exercice d'activités interlopes attribuées au peuple juif nous introduisent à une représentation des Juifs répandue chez les policiers: le juif "fripon". Cette image du marchand juif malhonnête est la plus virulente. Elle justifie à elle seule que tant d'efforts soient mis à contraindre les Juifs aux règlements.

⁵⁹

A.B., 10 814, dossier Celiman Franc, 1724: Lettre de relégation hors du Royaume fait par Langlade sous les ordres de Phelippeaux et le Roi et signée (en français) par Celiman Franc, 29 déc. 1724.

Chapitre 3

Le Juif "fripon"

Attribuer aux Juifs des comportements frauduleux dans leurs activités commerciales est un préjugé lointain et tenace qui a encore toute sa place au XVIII^e siècle. Cette image apparaît notamment dans l'esprit des policiers, ce qui renforce leur position qui est de considérer la nation juive comme étant néfaste à la société. Ce jugement défavorable à l'égard des Juifs s'explique dans un XVIII^e siècle où les policiers exercent une surveillance sans cesse renforcée à l'égard des activités commerciales qui ont lieu dans la ville. Ils s'appliquent à éloigner toutes les formes d'écart à la probité et, ici, les représentations négatives à l'endroit des Juifs qui oeuvrent dans le commerce ne peuvent que jouer contre ces derniers¹.

Cette image préjudiciable peut d'abord être comprise avec un regard sur l'exclusion des Juifs du système corporatif car cette mise à l'écart contribue à orienter les Juifs vers des métiers marginaux. Ceux-ci sont par contre indispensables pour les Juifs qui veulent entrer dans Paris car les policiers entendent bien ne donner accès à la ville qu'aux Juifs ayant des moyens de subsistance bien visibles. Il faut voir que ces activités exercées par les Juifs à Paris sont inégalement marginalisées et le sont notamment principalement en fonction du type de commerce et de sa sur-représentation dans l'ensemble des activités commerciales juives parisiennes. Enfin, les nombreuses visions des policiers qui laissent croire que le Juif est forcément fourbe modèlent l'acceptation ou le refus des Juifs à Paris. Mais voyons d'abord la façon dont les Juifs ont été dirigés dans des activités commerciales qui les marginalisent.

¹ Hervé, "L'ordre à Paris au XVIII^e siècle...", p. 205.

3.1 Des activités commerciales en dehors des Corps de métiers

Les sociétés d'Ancien Régime sont organisées suivant le modèle corporatif, système socio-économique qui consiste en des corps de métiers où chacun se voit montrer sa profession par apprentissage². Dans ce régime, chaque Corps a une réglementation qui, en plus de lui assurer son existence et son développement, l'aide à se prémunir des coups de toute concurrence³. Les Juifs n'ont pas accès à ce système corporatif, comme en sont également exclus les forains, les étrangers et les protestants pendant presque tout l'Ancien Régime. C'est toutefois dans le cas des Juifs que les barrières se montrent les plus élevées⁴. Par leur interdit, celles-ci modèlent les occupations permises aux Juifs.

L'association du Juif à l'argent

En fait, les activités autorisées aux Juifs de France varient légèrement selon les villes. Dans les principaux centres où les Juifs sont admis, il leur est permis d'exercer "le commerce de la banque, de la joaillerie, de la friperie et des marchandises en gros, comme aussy des entreprises pour l'achapt des chevaux et des bestiaux", comme le montre une loi du bureau du commerce à propos des Juifs de la principauté d'Orange dans le midi de la France. Ce cas est significatif de la

² É. Coornaert définit une corporation comme étant un "groupement économique de droit quasi public (ou semi-public), soumettant ses membres à une discipline collective pour l'exercice de leur profession" (Coornaert, *Les corporations en France avant 1789*, p. 32).

³ R. Anchel, *Les Juifs de France*, [s.l.], J.-B. Janin Éditeur, 1946, p. 166. Outre le monopole d'exercice, les métiers jurés ont une identité juridique (la personnalité, le serment, les assemblées de métier et leurs pouvoirs, l'existence de jurés et le mode de leur institution, la juridiction corporative, le droit de sceau) mais aussi un caractère technique (le droit de visite, le chef d'oeuvre) (Coornaert, *Les corporations en France avant 1789*, p. 28, 32).

⁴ Coornaert, *Les corporations en France avant 1789*, p. 185.

marginalisation de l'ensemble des Juifs d'Europe sous l'Ancien Régime. Les Juifs d'Orange ont, au XVIIIe siècle, considérablement étendu leurs champs d'activités, ce pourquoi les autorités les forcent à renoncer à l'"excédent" soit "à fabriquer des étoffes et des toiles, à avoir des Estocs et des boutiques, et à faire en détail quelque commerce que ce soit". Ces Juifs sont ainsi ramenés à oeuvrer dans les domaines professionnels habituels pour la nation juive, c'est-à-dire la brocante, le prêt sur gages, le commerce d'argent, la banque, la joaillerie, la friperie, la vente en gros et le maquignonage⁵.

La mise à l'écart graduelle que subissent les Juifs, ajoutée à l'interdiction de posséder et de s'adonner aux travaux manuels et agricoles, a pour effet dans l'ensemble de les diriger dans des activités marginales souvent jugées avilissantes⁶. Elles sont généralement liées à la manipulation d'argent. Comme l'explique Szajkowski, "du changeur au revendeur, de l'usurier de petite envergure à l'usurier puissant, du trafiquant au financier, sommet de la pyramide, un dénominateur commun: l'argent". C'est en référence à cet élément qu'Usbek, au théâtre, lance comme boutade à son interlocuteur: "tu me demandes s'il y a des Juifs en France? Sache que partout où il y a de l'argent, il y a des Juifs"⁷.

⁵ D. Wolson, "Le bureau du commerce et les réclamations contre les commerçants juifs (1726-1746): Notes préliminaires et pièces justificatives", *Revue des études juives*, vol. 60, 1910, p. 73-106: p. 105; Piette, *Les Juifs de Paris (1808-1840)*..., p. 10.

⁶ Par exemple, le colportage, le commerce de bestiaux et le commerce de l'argent sont des occupations estimées dégradantes (F. Raphaël, "Les Juifs de l'Ancien Régime", dans Jacques Le Goff et René Rémond, dir., *Histoire de la France religieuse: du roi très chrétien à la laïcité républicaine*, Paris, Seuil, t. 3, 1991, p. 62-71: p. 62).

⁷ L'auteur, l'année et le titre de la pièce ne sont pas précisés par Szajkowski (citation tirée de Szajkowski, *Les Juifs dans la littérature française au XVIIIe siècle*, p. 139).

L'association du Juif à l'argent remonte à un lointain passé. Aussi tôt qu'au début de leur dispersion, les Juifs développent le négoce. Ils se lancent dans l'investissement et aiguillent progressivement leur sens des finances, conformément aux transformations économiques des pays dans lesquels ils évoluent⁸. Leur lien avec l'argent est sans cesse alimenté, surtout au Moyen Âge et sous l'Ancien Régime car, à l'exclusion graduelle des Juifs de plusieurs champs d'activités, vient se greffer l'utilité du commerce d'argent dans ces siècles d'économie naturelle et autorégulée. Puisque dans la politique d'un État centralisé, comme c'est le cas de la France du XVIIIe siècle, le crédit n'est possible que par l'intermédiaire d'individus, les capitalistes juifs remplissent en effet des fonctions nécessaires à l'État, ce qui favorise leur tolérance⁹. Or, le commerce d'argent sous l'Ancien Régime se trouve au carrefour de plusieurs contestations car, si l'emprunt à des particuliers représente le seul moyen d'obtenir un crédit et ce, pour toutes les classes sociales, il est peu réglementé, ce qui laisse plus ample place à la malhonnêteté. C'est ainsi qu'au XVIIIe siècle, quoique en forte transformation dans les mœurs des sociétés occidentales, ce commerce, malgré tout essentiel, reste vilain, considéré comme déloyal et immoral.

Le libéralisme économique et les Juifs

La situation économique du XVIIIe siècle change aussi le visage des échanges, ce qui aura une influence sur les Juifs. Au système corporatif vient s'opposer un autre modèle qui prend de

⁸ Katz, *Hors du ghetto*, p. 23-24.

⁹ Le problème de l'argent est notable dans les sociétés préindustrielles et, à défaut d'un réseau bancaire efficace, la difficulté de s'en procurer à des taux raisonnables et constants laisse peu de place aux innovations et accentue les moments problématiques alors que le rôle du crédit est d'aider justement à les franchir (N. Castan, *Les criminels de Languedoc*, Toulouse, Association des publications de l'Université de Toulouse-le-mirail, 1980, p. 282).

l'expansion notamment parce qu'il répond bien à un individualisme grandissant: le libéralisme économique¹⁰. Ces deux systèmes sont incompatibles¹¹: le nouveau système libéral veut centrer l'économie sur la consommation plutôt que sur la production, au contraire du système corporatif. Ainsi, l'objectif à atteindre pour les libéraux n'est plus d'exposer le meilleur produit mais davantage de l'offrir au moindre coût. Les corporations n'ont que dégoût pour ce nouveau modèle car les critères de qualité des produits qui existaient avec leur système sont abolis afin de parvenir à produire en fonction des goûts et des moyens financiers des consommateurs. Or, si les partisans de l'ancien système estiment que l'application de ces idées ne peut mener qu'à la ruine économique et à la désorganisation sociale, les libéraux y voient au contraire une grande ouverture au progrès, soutenant que ce sont les nouvelles valeurs de liberté et d'égalité associées au libéralisme qui peuvent engendrer une société plus saine¹².

Ces idées d'une organisation plus libérale de la société semblent, au XVIIIe siècle, plutôt appuyées du public. Or, généralement, plus les idées libérales sont acceptées dans un milieu, mieux se portent les Juifs qui sont, après tout, des acteurs, des témoins malgré eux des bases de ce nouveau système en vertu de leur position en dehors des corporations tout au long de l'Ancien Régime. À l'inverse, là où les membres et les partisans du système corporatif sont actifs, les Juifs voient leur

¹⁰ Castan, *Les criminels de Languedoc*, p. 258. Les luttes entre ces systèmes constituent une base importante de la Révolution française (Piwnica, "Les résistances à l'introduction du libéralisme en France...", p. 31-33).

¹¹ F. Piwnica explique la distance infranchissable qui sépare les deux partis: "Les conceptions économiques et sociales des maîtres sont aux antipodes de celles des libéraux. À des novateurs qui affirment que le prix d'un produit lui tient lieu de qualité, et qui considèrent que l'organisation de la vie économique doit être conforme au droit naturel, les maîtres répondent que la qualité n'a pas de prix et que cette organisation se doit d'être en accord avec l'ordre politique" (Piwnica, "Les résistances à l'introduction du libéralisme en France...", p. 47).

¹² Piwnica, "Les résistances à l'introduction du libéralisme en France...", p. 34; Coornaert, *Les corporations en France avant 1789*, p. 148.

marginalisation s'élever, leurs adversaires s'appliquant à leur nuire afin de conserver leur pouvoir sur l'économie. Ce phénomène explique d'ailleurs qu'au XVIII^e siècle, alors que l'influence réelle des Corps de métiers tend à s'effriter, ils font des Juifs leurs boucs émissaires afin de raffermir leur emprise économique et de conserver leurs privilèges. Sont alors véhiculés des propos anti-judaïques tel que "libérer le commerce, c'est prendre le risque de le livrer aux Juifs, cette nation toujours proscrite et toujours redoutée, qui semble dans tous les temps en avoir étudié les écarts plutôt que la marche et ne l'avoir cultivé que pour l'avilir"¹³. Ce désir de nuire aux Juifs, soit par jalousie ou malversation, est d'ailleurs parfois pris en considération par les autorités. Colbert notamment ne manque pas d'en aviser M. Rouillé, intendant de Provence, lorsqu'il le charge d'enquêter sur les nombreuses plaintes des commerçants de Marseille à l'égard des Juifs. Il lui demande de "bien prendre garde de la jalousie du commerce qui portera toujours les marchands à être d'avis de les [les commerçants juifs] chasser"¹⁴.

La rivalité qui se traduit parfois par de l'envie chez les commerçants non-Juifs provient notamment de la position que les Juifs ont acquise dans les échanges économiques. Leur situation qui prévaut hors les cadres corporatifs leur permet d'être moins empêtrés dans la réglementation. Développant leurs propres méthodes de travail, qui sont souvent simplifiées en comparaison à celles des marchands qui sont membres des corporations, ils sont également très actifs et entreprenants. Comme l'explique Szajkowski, l'indépendance et la clandestinité des Juifs "permettaient des initiatives audacieuses (crédit, facilités de tous genres, troc, etc.) que les corporations archaïques,

¹³ Citation tirée de Piwnica, "Les résistances à l'introduction du libéralisme en France...", p. 45.

¹⁴ Bourdrel, *Histoire des Juifs de France*, p. 72.

sévèrement réglementées et imbues de traditions, ne pouvaient reprendre à leur compte"¹⁵. Le contexte d'expansion économique du XVIII^e siècle leur est de plus favorable car il exige des ajustements rapides en matière d'économie que la souplesse professionnelle des Juifs est capable de fournir¹⁶. Pour tout résultat, l'opposition persistante des corporations aux activités économiques des Juifs attise la polémique anti-juive¹⁷, leurs perceptions judéophobes se reflétant dans les populations où évoluent les Juifs au XVIII^e siècle¹⁸. Jusqu'à leur émancipation à la fin de l'Ancien Régime, il leur faut cependant s'accrocher à ces occupations car ce sont elles qui leur servent malgré tout de porte-étendard pour se voir acceptés en France, et notamment dans la capitale, en dépit de leur non-existence légale¹⁹.

3.2 Avoir des moyens de subsistance

Afin d'être tolérés à Paris, les Juifs doivent d'abord démontrer qu'ils ont des moyens de

¹⁵ Szajkowski, *Les Juifs dans la littérature française au XVIII^e siècle*, p. 5.

¹⁶ Anchel, *Les Juifs de France*, p. 176; P. Butel, *L'économie française au XVIII^e siècle*, Paris, Sedes, 1993, p. 43, 122.

¹⁷ Raphaël, "Les Juifs de l'Ancien Régime", p. 66.

¹⁸ Szajkowski, *Les Juifs dans la littérature française au XVIII^e siècle*, p. 5.

¹⁹ Mandrou, *La France aux XVII^e et XVIII^e siècles*, p. 188. Les efforts continus afin d'éviter que les Juifs chevauchent les activités commerciales qui leur sont interdites ont des répercussions sur le plan politique. En 1787, un édit autorise les personnes qui ne sont pas catholiques à s'adonner au "commerce et aux arts, métiers et professions mécaniques", activités qui leur étaient interdites et qui, comme on l'a vu, les empêchaient par le fait même d'être égaux aux autres Français en matière professionnelle. Or, bien que théoriquement non-catholiques, les Juifs sont exclus de cet édit. Les oppositions -- surtout économiques -- sont trop fortes à leur endroit. Ils doivent ainsi attendre que les corporations soient définitivement abolies durant la Révolution française pour accéder à l'égalité économique qu'ils acquièrent en même temps que leur émancipation politique. Il ne faut cependant pas croire que, suite à cette réforme, les résistances et préjugés à leur égard s'éteignent pour autant. Voir Monin, "Les Juifs de Paris à la fin de l'Ancien Régime", p. 92, 98; Piette, *Les Juifs de Paris (1808-1840)*..., p. 12.

subsistance. Dans le cas contraire, les policiers leur refusent l'accès à la ville car les Juifs mendiants et sans argent, étant soupçonnés de vivre de moyens contraires au bon ordre de la société, sont suspects. Les non-Juifs dans les mêmes conditions sont tout aussi jugés indésirables et pris en chasse mais il n'est pas exclu de penser que les mendiants juifs aient pu attirer une marginalité légèrement plus tenace que les autres sujets français en raison de la rapacité qu'on attribue à cette nation.

Le contrôle des mendiants

La mendicité est répandue au XVIIIe siècle, beaucoup de mendiants occasionnels apparaissant parmi les travailleurs dont la position est instable (artisans, manoeuvres, travailleurs saisonniers, émigrants temporaires, pratiquants de petits métiers libres...). Elle est néanmoins interdite et visée par les répressions policières car on voit une délinquance en puissance cachée sous cette activité²⁰. Au XVIIIe siècle, le mendiant n'est plus perçu par les autorités avec la même tolérance qu'à certaines époques du Moyen Âge où il tendait à être "reçu comme un homme de Dieu"²¹.

Très peu de mentions de Juifs mendiants se retrouvent dans les sources consultées et ceci porte à croire que les policiers s'appliquent à entraver leur entrée à Paris comme tous les autres Juifs. Une seule trace d'un Juif dit réellement "mendiant" nous est connue. Il s'agit de Jacob Souza, âgé de 61 ans et mis sous verrous un mois pour avoir falsifié son nom et ne pas détenir de passeport. Il

²⁰ Schmitt, "L'histoire des marginaux", p. 289-292; S. Pillorget, *Claude-Henri Feydeau de Marville: Lieutenant général de Police de Paris: 1740-1747*, Paris, Éditions Pedone, 1978, p. 130-131.

²¹ A. Abbiateci, "Les incendiaires devant le Parlement de Paris: essai de typologie criminelle (XVIIIe siècle)", dans P. Peveri, dir., *Crimes et criminalité en France sous l'Ancien Régime: 17e-18e siècles*, Paris, A. Colin, 1971, p. 13-32: p. 22.

mendiait à Paris depuis un an au moment de son arrestation²². Quelques autres Juifs semblent sans ressource à Paris et sont aussi pris en chasse par les policiers. Par exemple, Simon Cerf et Raphaël Jonas, bien qu'ils soient emprisonnés pour absence de passeport à Paris, sont surtout indésirables dans la mesure où, "comme ils sont pauvres et ambulans, des gens de cette espece ne peuvent qu'être fort suspects"²³. Un jeune Juif en fugue est aussi trouvé fautif à Paris. Il s'agit de Seligman Hertz, Juif de Hambourg. Le questionnant, les policiers se rendent compte qu'en plus de se donner un faux nom, "il n'a ni hardes, ni linge, ni un sol dans ses poches, ni papiers instructifs, et par les questions que nous luy avons faites sur son etat, ses connoissances à Paris, et ses ressources pour payer son hôte et vivre, nous nous sommes aperçus par ses reponses que c'est un jeune libertin qui n'a ni etat, ni ressource". Il est arrêté et sa sortie de prison n'est autorisée qu'après que son père ait dédommagé les gens auprès de qui son fils avait accumulé des dettes²⁴.

Afin d'éviter ces Juifs indésirés à Paris, les policiers portent un grand souci à l'occupation que les Juifs disent avoir pour accéder à la capitale. C'est ce qui explique d'ailleurs que, selon les relevés de Buhot, seuls 6% des Juifs sont à Paris sans que la Police ne soit informée du motif qui justifie leur présence à Paris (voir Graphique 9). C'est le commerce surtout qui leur ouvre les portes de la capitale qui, ne l'oublions pas, est attirante parce qu'elle domine la France au niveau de l'économie²⁵.

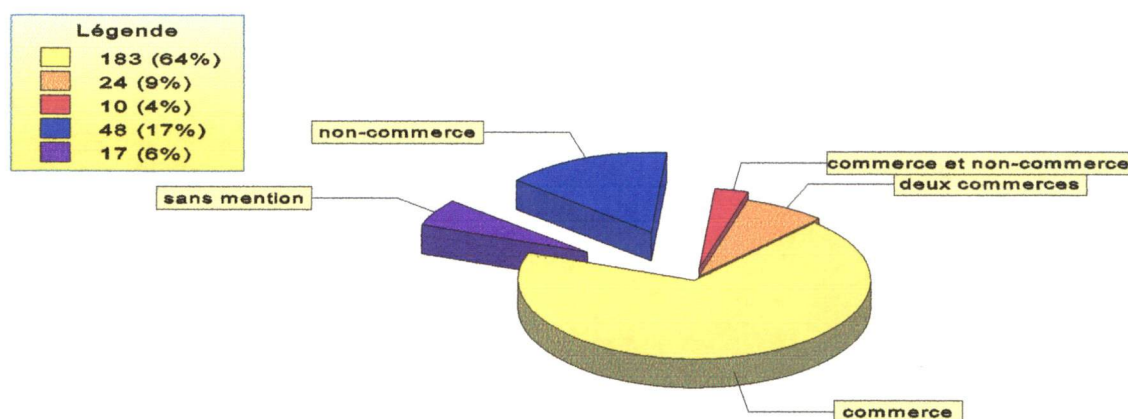
²² A.B., 12 136, dossier Souza, 1761.

²³ A.B., 12 177, dossier Simon Cerf et Raphaël Jonas, 1763: Lettre d'un inspecteur au Lieutenant général de Police, juillet 1763.

²⁴ A.B., 12 377, dossier Hertz, 1769: Lettre d'un inspecteur au Lieutenant général de Police, mars 1763.

²⁵ P. Lavedan, *Nouvelle histoire de Paris*, Paris, Hachette, 1975, p. 202.

Graphique 9
Répartition des Juifs à Paris au milieu du XVIII^e siècle selon le motif
déclaré de leur séjour dans la capitale²⁶
(Total: 282 Juifs²⁷)



²⁶ Dans la catégorie "non-commerce" se retrouvent les Juifs qui figurent sous ces mentions (48): "graveur" (8), "fait [ou donne] à manger aux Juifs [ou à ses camarades]" (4), "pour apprendre la langue françoise" (3), "fait la banque" (3), "pour solliciter les payement de fournitures qu'il a faites pour l'armée du Rhin"(2), "travaille en crayons" (2), "ont fourny les troupes de l'armée de Bavière" (2), "à la tête de la manufacture de tabac" (il a été nommé par messieurs les fermiers généraux) (1), "pour y suivre un procès" (1), "pour faire un procès" (1) "pour se faire l'opération de la fistule" (1), "syndic de la communauté des Juifs de la Lorraine" (1), "boucher pour les Juifs" (1), "pour y recueillir des sommes qui luy sont dues" (1), "domestique" (1), "pour des affaires de Justice" (1), "vient proposer l'établissement d'une manufacture de Calamande façon d'Angleterre imitant les toiles peintes" (1), "apprendre à parler aux muets" (1), assistant du précédent (1) "affaires en fournitures de viande" (1), "peintre en miniatures" (1), "pour se faire traiter de la vue et est entre les mains du spécialiste Dariel, oculiste du Roy" (1), accompagnateur (1) et domestique (1) du précédent, "pour vaquer à ses affaires" (1), "conseiller secretaire à la bibliothèque du roi" tout comme "interprète à la bibliothèque du roi" (1), "pour y faire des affaires pour le régiment des grenadiers de France" (1), "pour faire emplette de plusieurs marchandises et ensuite s'en retourner" (1), "rabin" (1), prostitution visible (1), "employé pour des affaires connues du Ministère de France" (1).

²⁷ Des 282 Juifs recensés, 217 pratiquent le commerce. Parmi eux, 24 en pratiquent deux, que ce soit de manière simultanée ou alternative. Dix autres Juifs disent pratiquer un commerce mais ont également mentionné être à Paris pour une raison qui ne touche pas le commerce. Ces exceptions, bien que surtout présentes chez les Juifs allemands, se retrouvent dans toutes les communautés (un Portugais, quatre Avignonnais, 27 Allemands et deux Juifs dont n'est pas mentionné l'origine). Elles touchent aussi tous les commerces pratiqués par les Juifs (soyeries (10), bijouterie (19), quincaillerie (12) et autres (17)).

Le commerçant accepté mais suspect

Sur l'ensemble des Juifs qui sont acceptés par les policiers parisiens, 77% prétendent commercer (voir Graphique 9). Cette situation est d'ailleurs proportionnelle à celle qui généralement prévaut en France, l'exclusion des Juifs de plusieurs champs d'activités ayant fait du commerce leur principale source de revenu²⁸.

Afin de comprendre la marginalisation du Juif qui oeuvre dans le commerce, il faut savoir qu'au XVIII^e siècle, la Police voit dans le personnage du marchand, qu'il soit Juif ou non, un être à surveiller. Alors que le libéralisme économique s'installe, les policiers ressentent le besoin de protéger la population vis-à-vis ces gens dont ils se méfient, comme l'explique S.-L. Kaplan:

La police saisissait dans ses grands traits la logique de ce principe de marché [libéralisme économique], mais elle s'en écartait par crainte. Elle s'inquiétait de cette apologie du chacun pour soi dont dépendait cette logique dénuée de tout esprit de responsabilité sociale. L'animosité de cette logique à l'encontre de l'autorité publique paraissait suspecte à la police qui faisait probablement sien, dans une certaine mesure, le point de vue immémorial et largement répandu selon lequel il y avait en la personne du marchand quelque chose d'odieux²⁹.

Or, malgré cette méfiance qu'attirent les commerçants et les échanges commerciaux au XVIII^e siècle³⁰, les Juifs se comportent comme si le commerce était un élément favorisant leur accès

²⁸ Anchel, *Les Juifs de France*, p. 167-168.

²⁹ S. Kaplan, *Les ventres de Paris*, Fayard, juillet-sept. 1993, p. 15-30: p. 17.

³⁰ Près du quart (24,2%) des textes réglementaires qui ont vu le jour au cours de la première moitié du XVIII^e siècle à Paris, selon les recueils du commissaire Dupré qui en a fait la cueillette, touchent le commerce. Il s'agit du principal sujet d'attention. Une catégorie plus large englobant le "commerce" (24,2), les "vivres" (21,28%) et l'"artisanat" (13,56%) sous l'appellation de l'"approvisionnement de Paris" englobe au total 59,4% des motifs des sources réglementaires à Paris. C'est donc dire que la fonction de la "Police" consistait largement à un encadrement économique. Il s'agissait de bien assurer l'approvisionnement de la ville et voir à la bonne marche des activités attirées par les milieux urbains que sont la production artisanale et les échanges commerciaux (Hervé, "L'ordre à Paris au XVIII^e siècle...", p. 205).

à la capitale. Certains Juifs semblent même avoir caché leurs véritables activités derrière cette façade jugée plus sûre parce qu'elle désigne une occupation typique des Juifs. En fait, si ce type de comportement existe, c'est certainement que les Juifs sont conscients que le commerce est devenu une de leurs caractéristiques. Mayer Wolf, par exemple, tente de se cacher sous la couverture d'un commerce de quincaillerie. La police découvre cependant que "sa profession ordinaire est de jouer des gobelets". Mentant également quant à son origine, se disant de Prague alors qu'il provient en vérité de la Pologne, il est alors vite renvoyé de Paris, d'autant plus qu'il compte un frère pendu pour vol³¹.

Le commerce semble aussi donner une certaine assurance aux Juifs face à la réglementation qu'ils sont tenus de respecter. C'est ce dont se plaint Dumont dans une lettre adressée au Lieutenant général de Police. Il lui écrit que "des l'instant qu'ils [les Juifs] arrivent en cette ville, il sont fait enregistres et ont déclaré que c'est pour faire le commerce de bijouterie ou clincaillerie ils se croient à l'abry de tout et ne font aucune demarche pour avoir un passeport"³². Une fois entrés dans Paris par la voie habituelle du commerce, légaliser leur présence par l'acquisition d'un passeport semble ainsi être d'un intérêt moindre pour les Juifs qui s'imaginent ne plus être suspects étant donné qu'ils ont déclaré leurs activités à Paris. Ils le demeurent toutefois non seulement pour la Police mais aussi aux yeux des commerçants non-Juifs en raison de la réputation désobligeante qu'ils ont dans les domaines liés à l'argent. Cette marginalité varie cependant selon le métier exercé.

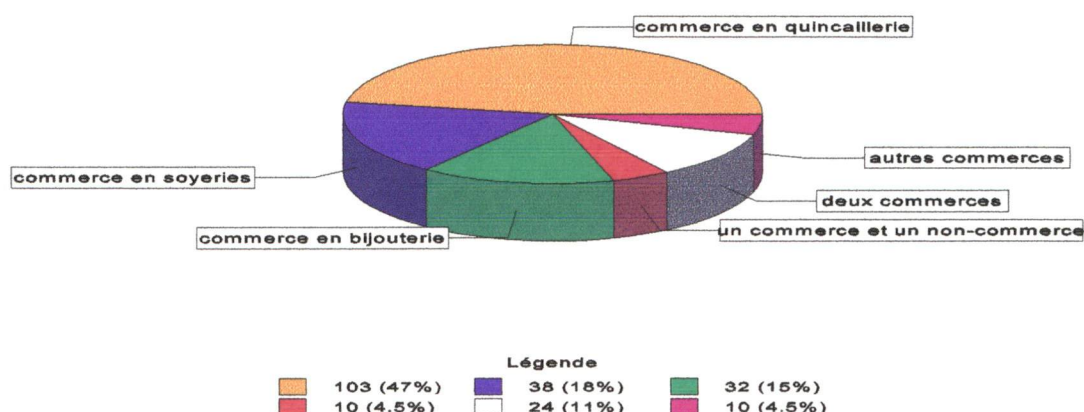
³¹ A.B., 11 880, dossier Wolf, 1754: Lettre de Buhot au Lieutenant général de Police, 23 nov. 1754.

³² A.B., 11 777, dossier Dalpuget, 1752-1756: Lettre de Dumont au Lieutenant général de Police, 2 nov. 1752.

3.3 Des commerces d'inégales valeurs

Très peu de diversité apparaît dans les commerces juifs à Paris. Trois domaines principaux les accueillent en majorité, soit la quincaillerie (47%), la bijouterie (15%) et la soyerie (18%). Seuls 9%³³ des Juifs exercent un commerce dans d'autres secteurs (voir Graphique 10). Ces occupations sont différemment perçues à Paris.

Graphique 10
Identification des commerces des Juifs à Paris au milieu du XVIIIe siècle
(Total: 217 Juifs se mêlant au commerce)



Des particularités pour chaque métier

Trois facteurs semblent agir sur la marginalité des commerçants juifs: le type de commerce pratiqué, la proportion que celui-ci représente parmi l'ensemble des commerces des juifs parisiens et la concurrence qu'il attire. En fait, un regard exclusif sur les Juifs commerçants connus comme

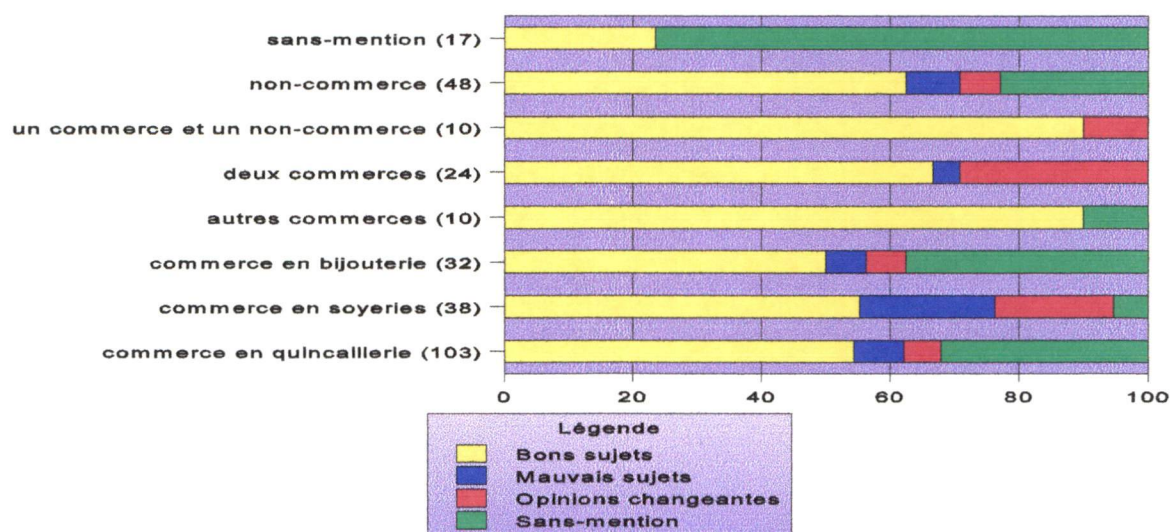
³³ 4,5 % des Juifs exercent un commerce différent des trois principaux identifiés et 4,5 % des Juifs combinent ces commerces différents à une activité non commerciale (voir Graphique 10).

de "bons" sujets dans les relevés de Buhot pourrait laisser croire que l'appréciation favorable des policiers ne varie pas selon l'occupation des Juifs à Paris car, qu'ils pratiquent la soyerie, la quincaillerie ou la bijouterie, ils semblent acceptés plutôt également par les policiers, soit respectivement à 55%, 54% et 50%. Or, l'analyse des Juifs commerçants dits "mauvais" sujets rend compte d'une réalité toute différente. Effectivement, si l'on prend en considération le taux élevé d'absence de mention du comportement des commerçants en quincaillerie et en bijouterie, l'analyse montre que ce sont plutôt les commerçants en soyeries qui apparaissent les moins appréciés à Paris. Plus du quart d'entre eux sont en effet jugés indésirables, soit près de trois fois plus que pour les commerçants quincailliers et bijoutiers (voir Graphique 11). Comme on verra plus loin c'est surtout les banqueroutes qu'ils font et la forte concurrence des Parisiens oeuvrant dans le même domaine qu'eux qui les marginalisent ainsi. Quant aux quincailliers juifs, comme ils pratiquent le métier le plus répandu chez les Juifs de Paris, ils sont aussi marginalisés (voir Graphique 10)³⁴. À l'inverse, les quelques commerçants qui oeuvrent dans des commerces inhabituels pour des Juifs sont ceux qui paraissent les mieux intégrés, les moins marginalisés par les policiers. Bien qu'il s'agisse d'un groupe faible en nombre et que, par conséquent, la validité des statistiques se trouve réduite, il apparaît tout de même qu'aucun Juif ayant un commerce dans un secteur inhabituel à la nation juive ne soit connu comme "mauvais" sujet (voir Graphique 11). Cette situation peut s'expliquer par une présence à titre individuel qui semble les rendre moins "dérangeants", plus discrets (voir Graphique 10). Leur travail étant situé en dehors des occupations typiques des Juifs, ils semblent en quelque sorte être moins touchés par les préjugés qui attaquent la nation juive.

34

Kahn, *Histoire de la communauté israélite de Paris: Les Juifs de Paris au XVIIIe siècle...*, p. 72-73.

Graphique 11
Conduite des Juifs à Paris au milieu du XVIII^e siècle selon le motif déclaré
de leur séjour dans la capitale
(Total: 282 Juifs)



Des particularités professionnelles pour chaque communauté juive

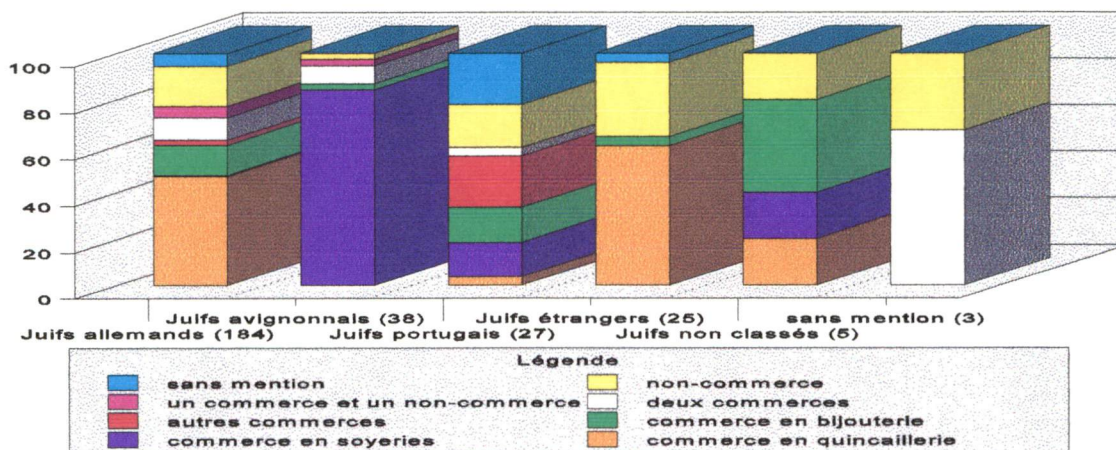
Pour ce qui concerne les types de commerces exercés par les Juifs à Paris, les communautés juives sont encore ici distinctes voire divisées. À deux exceptions près, la totalité des quincailliers sont des Juifs allemands et étrangers (respectivement 47% et 60% de chaque catégorie) (voir Graphique 12). Un avocat du XVIII^e siècle rendait compte de la marginalité de ces Juifs quincailliers en écrivant qu'à Paris, ils "sont en plus grand nombre, [et] sont presque tous pauvres. Ils commercent & brocantent dans les rues & dans les lieux publics. Cette classe doit être soumise à l'inspection la plus rigoureuse; car c'est celle qui est la moins difficile sur le choix des moyens pour gagner de l'argent"³⁵. Cette situation explique d'ailleurs sans doute pourquoi ce sont surtout les

³⁵

Dictionnaire universel de police par M. des Essarts..., p. 610-638, p. 637-638, p. 637.

Juifs allemands et les Juifs étrangers qui sont considérés comme des "mauvais" sujets par Buhot (voir Tableau 4). Les Avignonnais pratiquent quant à eux presque tous la soyerie (84%). Ce commerce attire également quelques Portugais (15% d'entre eux) (voir Graphique 12). Ces derniers sont aussi proportionnellement les plus nombreux (22% d'entre eux) à se diriger vers un commerce différent de ceux qui dominent parmi les Juifs, ce qui pourrait expliquer leur meilleure acception sociale à Paris; un seul de ces Juifs a une fois été considéré "mauvais" sujet (voir Graphique 12 et Tableaux 4). Quant au commerce de la bijouterie qui occupe 15% de la population juive de Paris, il est unique parce qu'il est pratiqué assez uniformément par les Juifs nonobstant la communauté d'appartenance (voir Graphiques 10 et 12). Il est aussi intéressant de voir que ce sont surtout les Juifs allemands, les plus pauvres, qui cumulent plus d'un commerce (voir Graphique 12). Cette situation peut être attribuée à des difficultés financières plus criantes qui les obligent à s'ouvrir à plusieurs activités afin de subvenir à leurs besoins³⁶.

Graphique 12
Occupation des Juifs à Paris au milieu du XVIII^e siècle selon leur origine
(Total: 282 Juifs)



36

Hagege, "Les Juifs dans la section parisienne "Beaubourg"...", p. 45-46.

Tableau 4
Conduite des Juifs à Paris au milieu du XVIII^e siècle selon leur origine

Origine vs comportement	Bons sujets	Mauvais sujets	Opinions changeantes	Sans mention	TOTAL
Juifs allemands	106 (57,5%)	12 (7%)	15 (8%)	51 (27,5%)	184 (100%)
Juifs avignonnais	21 (55%)	8 (21%)	8 (21%)	1 (3%)	38 (100%)
Juifs portugais	17 (63%)	-	1 (4%)	9 (33%)	27 (100%)
Juifs étrangers	12 (48%)	3 (12%)	1 (4%)	9 (36%)	25 (100%)
Juifs non classés	1 (33,3%)	-	1 (33,3%)	1 (33,3%)	3 (100%)
sans mention	4 (80%)	-	-	1 (20%)	5 (100%)
TOTAL	161	23	26	72	282

L'acceptation des Juifs commerçants dépend en réalité beaucoup du contexte dans lequel ils travaillent. Plus la concurrence se fait forte dans des domaines régis par des corps de métiers, plus les Juifs concernés semblent avoir de la difficulté à se faire accepter³⁷. Le cas des Juifs commerçants en soierie est ici notable.

La concurrence des merciers

La mercerie³⁸, notamment celle de luxe, est un champ d'activités où la compétition est élevée en France, ce qui rend les commerçants juifs travaillant en soierie parmi les plus contestés à Paris³⁹.

³⁷ Monin, "Les Juifs de Paris à la fin de l'Ancien Régime", p. 87.

³⁸ Les merciers ont le "droit de vendre toute espèce d'objets et de produits, quelles que fussent leur nature et leur provenance". Il leur est cependant défendu de toucher à leur fabrication (Franklin, *Dictionnaire des Arts, Métiers et Professions*, p. 478-480).

³⁹ Kahn, *Histoire de la communauté israélite de Paris: Les Juifs de Paris sous Louis XV*, p. 63.

La soierie est surtout l'apanage des Avignonnais. On leur reproche d'abord d'utiliser des manoeuvres déloyales dans leurs activités:

Les Avignonois font le commerce de la mercerie & de la soie. La plupart ne s'occupent qu'à découvrir les marchands qui sont prêts à faire banqueroute. Ils s'empressent de leur fournir des secours perfides, pour avoir leurs marchandises à bon marché, & ils finissent souvent par consommer la ruine de ceux qui ont le malheur de leur donner la confiance. Si cette classe n'est pas aussi dangereuse que celle des brocanteurs, elle doit exciter l'attention du Magistrat, pour arrêter les abus qui peuvent porter atteinte à la sûreté du commerce⁴⁰.

Cette image négative du commerçant Juif "fripon" est alimentée, du moins pour ce qui concerne les Juifs pratiquant la soierie, par les commerçants auxquels ils font concurrence. Il y a bien certaines personnes qui considèrent que ces Juifs jouissent d'une liberté d'action peu commune, tel le chevalier Coudray qui prétend que "les Juifs ne sont point persécutés en France; ils y trafiquent; ils y commercent sous la protection des Loix. Ce sont eux à Paris qui achettent toutes nos vieilles soiries, dont ils tirent un profit immense"⁴¹. Or, règle générale, les Juifs qui font le commerce des soieries voient se dresser contre eux une opposition assidue. C'est d'ailleurs sans répit qu'ils sont confrontés à une résistance de la part, notamment, des marchands merciers, important Corps de plus de 3 000 membres⁴². Celui-ci fait partie des Six-Corps de marchands de Paris, regroupant les plus puissants et prestigieux métiers du système corporatif; les marchands merciers se situent de ce fait à l'avant-garde du combat engagé contre tout adversaire du système corporatif, qu'ils vilipendent en raison des nombreux avantages qu'eux-mêmes tirent de la situation telle qu'elle

⁴⁰ *Dictionnaire universel de police par M. des Essarts...*, p. 637-638.

⁴¹ Coudray, *Nouveaux essais historiques sur Paris pour servir de suite et de supplement à ceux de M. de Saint Foix*, Paris, Belim, t. 4, in 12, 1781-1786, p. 93-100: p. 96.

⁴² Coornaert, *Les corporations en France avant 1789*, p. 34.

est⁴³. Les merciers acquièrent même de l'assurance au XVIII^e siècle, profitant du désordre qui règne dans le système corporatif pour se hisser au premier rang des Six-Corps des marchands de Paris en 1776⁴⁴.

En fait, même en ces temps où le système corporatif éprouve des difficultés de tout genre, les résistances de ses partisans se font très tenaces. Elles s'effectuent entre autre en attisant les préjugés, notamment à l'endroit des Juifs. Comme l'explique Blumenkranz, "l'opposition résolue des corps de métier à toute extension des activités juives avait entraîné un véritable réveil de la polémique antijuive. À chaque incident, d'obscurs libelles reprenaient pêle-mêle les vieilles accusations religieuses et économiques"⁴⁵. Parmi ces protestations prend place la célèbre "requête des marchands et négociants de Paris contre l'admission des Juifs (1767)". Elle est formulée suite aux lettres patentes du 22 juin 1767 qui permettent aux étrangers de lever des brevets dans les arts et métiers. Or, l'ordre ayant été donné par préterition à l'endroit des Juifs, certains d'entre eux ont rusé en soutenant qu'ils sont en fait des étrangers, ce qui les rendait sujets aux nouvelles permissions⁴⁶. Cinq Juifs avignonnais tentent alors de s'"infiltrer" dans le Corps des marchands

⁴³ Piwnica, "Les résistances à l'introduction du libéralisme en France...", p. 35; G. Bossenga, "Protecting Merchants: Guilds and Commercial Capitalism in Eighteenth-Century, France", *French Historical Studies*, vol. 15, 1988, p. 693-703, p.702.

⁴⁴ Tout au long de l'Ancien Régime, les marchands merciers se disputent les troisième et quatrième places avec les bonnetiers, derrière les drapiers et les épiciers. En 1629, cependant, les merciers, en raison de leur dynamisme, s'acquièrent plutôt la troisième place au détriment des bonnetiers. Un autre élément qui favorise leur ascension est le fait que jusqu'à la Révolution, "tout trafic, tout travail manuel étaient regardés comme une marque de servage". La fabrication étant interdite aux merciers (tout au plus étaient-ils autorisés à enjôler leurs marchandises), leurs comportements étaient alors considérés comme "nobles" (Franklin, *Dictionnaire des Arts, Métiers et Professions*, p. 645, p. 478-480).

⁴⁵ Blumenkranz, *Histoire des Juifs en France*, p. 268.

⁴⁶ A.N., H2 2119, no. 17, Établissement et commerce des Juifs, "Requête des marchands et négociants de Paris contre l'admission des Juifs", Paris, 1767.

merciers de Paris et obtiennent succès par l'achat des lettres de merciers. Il s'agit de cinq Juifs résidant à Paris depuis plus de 30 ans⁴⁷. L'affaire a engendré une vive protestation des Six-Corps de marchands de Paris. Ceux-ci argumentent sur la malveillance des Juifs dans le commerce et en concluent que des désordres irréparables ne manqueraient pas d'être provoqués par l'intrusion des Juifs dans les Corps de métiers.

Leurs protestations sont présentées dans la Requête mais une réaction de la part des Juifs et de leurs partisans ne tarde pas à suivre. Peyreyre, l'agent de la nation portugaise, notamment s'applique à faire ressortir les oublis volontaires et les faussetés que comporte le document antijudaïque. Un riche bourgeois prend aussi la défense des Juifs dans ce conflit. D'origine anglaise, cet homme typique de l'esprit des lumières écrit à son correspondant à Paris que la Requête est "le résumé d'une foule de fables ridicules, inventées dans des siècles d'ignorance; mais qui ne devoient jamais reparoître dans un siècle éclairé". Il soutient également qu'elle est visiblement le fruit de l'"envi de trouver des crimes plutôt que des crimes découverts, des anecdotes qui n'ont ni vérité ni vraisemblances." Et de conclure sagement: "qu'on ne fasse donc plus rougir notre siècle par un langage qu'il ne doit plus entendre"⁴⁸.

⁴⁷ Neher-Bernheim, "Un savant juif engagé...", p. 429. Il s'agit d'Israël Salom, Joseph Petit, Moïse Perpignan, Salomon Petit et Moïse Dalpuget (Bibliothèque historique de la ville de Paris, dorénavant B.H.V.P., N. F., 35 380, t. 192, no. 30, "Arrêt du conseil d'état qui reçoit les Six-Corps de Marchands tiers opposants à l'arrêt du 25 juillet 1775", 7 février 1777, p. 2).

⁴⁸ Bibliothèque Nationale, dorénavant B.N., Ms Clairambault 1052, f. 175-194v., Mélanges concernant les Juifs aux XVIIe et XVIIIe siècles; B.N., Ms fr., 22 066, f. 166-169v., lettre de Pereire, pensionnaire et interprète du Roi, agent de la nation juive portugaise de Bordeaux, sept. 1767; A.N., 29 AP 3, Papiers Roederer, Pièces concernant les Juifs, notamment de Metz et de l'Est, 1715-1787, "Lettre ou réflexions d'un milord à son correspondant à Paris au sujet de la requête des Marchands des Six Corps contre l'admission des Juifs aux Brevets de maîtrise", Londres, 1767, p. 6, 16, 67.

L'histoire des cinq Juifs qui se sont introduits dans le Corps des merciers n'est toutefois pas terminée pour autant. Au fil des échanges entre les belligérants, si les Juifs ont gagné la première partie en acquérant des brevets, les vives protestations de leurs adversaires réussissent dans un deuxième temps à leur arracher ces licences acquises⁴⁹. Celles-ci leur sont par contre de nouveau remises lorsque les Juifs gagnent en justice en 1775. Il faut dire que ce procès arrive dans un temps où, Turgot étant au pouvoir, l'initiative individuelle est prônée afin d'accroître les richesses de la France par une économie expansive. Cette politique profite à l'idée de liberté individuelle. Le système corporatif est aboli sous son ministère car il ne sert pas ses visées économiques libérales⁵⁰. Or, ce contrôleur général des finances est renversé en 1776 et l'ancien système, rétabli. S'ouvre alors un nouveau procès pour les cinq Juifs membres du Corps des marchands merciers de Paris dont ils sortent perdants⁵¹. Finalement, astreints à rendre leurs brevets, deux ans leur sont alloués pour écouler leur marchandise⁵².

L'année suivant cet affrontement en justice, alors que l'effervescence était encore palpable dans les deux camps, une rixe éclate de nouveau entre des Juifs et le Corps des marchands merciers. Il s'agit d'une bagarre qui tient place au Café du Prophète Elie, rue Saint-André-des-Arts. Tout commence lorsqu'un commissaire au Châtelet, à la demande du Corps de la draperie et mercerie de la ville de Paris, vient y arrêter des Juifs commerçant illégalement une "quantité prodigieuse de

⁴⁹ Neher-Bernheim, "Un savant juif engagé...", p. 429; B.H.V.P., N. F., 35 380, t. 192, no. 30, "Arrêt du conseil d'état qui reçoit les Six-Corps de Marchands...", 7 février 1777.

⁵⁰ Coornaert, *Les corporations en France avant 1789*, p. 169.

⁵¹ Ils perdent en 1777 (Monin, "Les Juifs de Paris à la fin de l'Ancien Régime", p. 91; Coornaert, *Les corporations en France avant 1789*, p 187).

⁵² B.H.V.P., N. F., 35 380, t. 192, no. 30, "Arrêt du conseil d'état qui reçoit les Six-Corps de Marchands...", 7 février 1777.

marchandises". Il est aidé d'un marchand du Corps, d'un huissier à cheval au Châtelet, d'un officier de robe courte et de gens de mainforte. Ne répondant pas à toutes les questions qui leur sont posées sur leurs activités, les Juifs, au nombre de vingt à trente, s'enflamment vivement et engagent le combat, comme le rapporte le commissaire:

[Les] Juifs se sont à l'instant levés ont pris ledit Grebaut [huissier] par les cheveux ainsy que l'un de ses gens, trois se sont emparés dudit Sieur Archier [officier de robe courte] qu'ils ont emporté hors du Caffé et a coups de canne ont frappé le nommé Fontaine le tenant par les cheveux renversé et luy portant des coups de poing sur le visage [...] et se sont retirés en grande partie emportant leurs marchandises et ensuite sont rentrés de sorte que pour prévenir plus grand malheur nous avons mandé la garde⁵³.

Toutes ces formes d'oppositions aux commerçants juifs trouvent un impact notamment dans le travail que les policiers effectuent auprès de la nation juive. Les Juifs étant jugés d'avance comme "trompeurs", cette réputation malencontreuse affecte d'autant leur acceptation -- ou non-acceptation -- à Paris.

3.4 Le Juif, un commerçant forcément fourbe

La principale cause de la suspicion à l'endroit des commerçants juifs tient aux fautes que les policiers leur attribuent, c'est-à-dire la tromperie et la corruption. Les archives ici étudiées ne cessent de démontrer que commerce et fraude, pour les policiers, s'allient bien ensemble dans la tête des Juifs. Dans la pratique de leurs fonctions, les policiers s'occupent alors à assurer la protection du public face aux Juifs qui, suivant la mentalité qu'on leur reconnaît, "se font une religion de tromper". C'est d'ailleurs suivant cette logique que, lorsque des marchands français souffrent de

⁵³

A.N., Y9 535, Rapport de police du commissaire François Bourgeois, 26 nov. 1778

problèmes économiques occasionnés par le séjour en prison d'un Juif, les policiers se font souvent plus cléments, sensibles à leurs besoins. Ils ne veulent pas voir le public en difficulté à cause d'un Juif. C'est ce leitmotiv qui pousse notamment Buhot à proposer au Lieutenant général de Police la libération de Salomon Ravel et de Moyse Astruc, envoyés au Fort Lévêque pour bataille et port illégal de l'épée. Si l'inspecteur penche pour leur libération, c'est uniquement parce que ces Juifs sont attendus à la foire de Reims pour y commercer:

C'est [...] bien moins pour eux [Ravel et Astruc] que je prend la liberté de faire ces observations que pour les marchands avec lesquels ils sont en courant d'affaires qui attendent la de cette foire pour leur paiement. Ces Juifs qui ne sont pas pour l'ordinaire de trop bonne foy, pouroient se servir du pretexte d'avoir manqué la vente pour elader a satisfaire ce qu'ils doivent⁵⁴.

Sur les manoeuvres déloyales attribuées souvent aux commerçants juifs repose une image qui semble répandue à l'ensemble de la société et qui constitue en soit un frein à l'accession des Juifs à la citoyenneté. Mais, on l'a vu, certains esprits favorables aux Juifs s'élèvent timidement pour contester ce préjugé du Juif "fripon" qu'ils jugent ancestral et sans fondement au XVIIIe siècle. C'est le cas du riche bourgeois, correspondant avec Paris, qui attaque de front ce jugement erroné. Prenant l'Angleterre et la Hollande pour exemples de l'intégration réussie des Juifs qui y jouissent de libertés plus élargies qu'en France, il soutient que c'est précisément cette liberté qui peut anéantir enfin la fausse représentation associant le Juif à la tromperie:

L'on ose avancer qu'ils [les Juifs] déshonoreroient le commerce par une foule de manoeuvres illicites. C'est-là précisément une calomnie anticipée. N'y a-t-il pas des Loix, des Magistrats? Voit-on souvent les Juifs impliqués dans ces sortes d'affaires? Est-ce toujours chez les

54

Moyse Astruc est d'ailleurs le Juif qui s'est battu avec Buhot en 1761 (A.B., 12 014, dossier Salomon Ravel et Moyse Astruc, 1758-1761: Lettre de Buhot au Lieutenant général de Police, février 1758).

Juifs que tant de fils de famille viennent faire des achats onéreux?
Les Juifs respectent les loix de la société, quoiqu'eux-même n'en
jouissent qu'imparfaitement. Laissez-les jouir à tous les droits de
citoyens, ils auront à coup-sûr l'ame citoyenne⁵⁵.

Or, si quelques personnages se portent à la défense des Juifs en ce qui concerne leur réputation de commerçants malhonnêtes, le préjugé reste entier au XVIIIe siècle. Il représente le Juif comme un escroc, un usurier, un banqueroutier et un fuyard.

L'escroc

Les policiers parisiens associent Juifs et escroquerie. C'est d'ailleurs cette crainte du Juif "coquin" qui justifie la nécessité de la réglementation des Juifs à Paris. Legrand expose que:

Ce reglement [déclaration d'arrivée à Paris] n'avoit été établi que parce qu'on a reconnu qu'une partie d'eux viennent furtivement à Paris, pour y acheter differents effets volés que des brocanteurs ou autres à eux associés leurs vendent. Ensuite repartent comme ils sont arrivés et par cette manoeuvre eclipsent des vols qui pouroient etre reconnus⁵⁶.

Il est reproché aux Juifs de nourrir l'industrie des escrocs, de constituer des maillons importants dans les réseaux frauduleux à Paris. Même moins de dix ans avant l'accession des Juifs à la citoyenneté française, on peut voir dans la correspondance des affaires étrangères du pays des propos judéophobes tels que "la plupart de ces Israelites ne vivent que par les fraudes, les tromperies, et servent de receleurs aux voleurs et aux filoux, ou volent eux-même"⁵⁷. L'inspecteur

⁵⁵ A.N., 29 AP 3, Papiers Roederer, Pièces concernant les Juifs, notamment de Metz et de l'Est, 1715-1787, "Lettre ou réflexions d'un milord...", Londres, 1767, p. 69-70.

⁵⁶ A.B., 10 229, Rapports, placets et procès-verbaux concernant la surveillance des Juifs, 1721-1755: Lettre de Legrand au Lieutenant général de Police, 16 nov. 1748.

⁵⁷ A.É., Affaires diverses politiques, France, Note du Ministère à l'intention de Vergennes, carton 10, no. 241, pièce 11, août 1783.

Tapin, au milieu du siècle, abonde dans le même sens en demandant un ordre de relégation pour plusieurs Juifs qu'il soupçonne d'"intrigue avec plusieurs voleurs et filous qui viennent les trouver lors qu'ils ont quelque chose a vendre", ajoutant qu'ils sont plusieurs à "ajep[te] tout ce qu'il se presente sans s'embarasser sy se sont des voleurs ou d'honestes gens quil leur vendent". Il faut selon lui à tout prix éviter le désordre qui ne manquerait pas de survenir si ces Juifs n'étaient pas chassés de Paris⁵⁸. Ainsi, que les Juifs ne se soucient pas de la probité de leurs associés est un tort que les policiers s'appliquent à réprimer. Voir les Juifs à Paris en relation avec les masses flottantes ou suspectes -- difficiles à contrôler -- n'enchantent guère les autorités. C'est d'ailleurs en raison de relations douteuses de ce genre que Marchand Levy, Juif d'Alsace sans passeport et "suspect", est exilé. Cet ordre avait été demandé par Tapin afin d'"éviter qu'il ne fasse quelques friponneries d'eclas", notamment parce qu'il "est extrêmement intrigant et [s'est] faufile avec beaucoup d'Etrangers avec lesquels il est en liaison"⁵⁹.

La surveillance serrée de la nation juive soupçonnée dès l'abord d'être vigoureusement impliquée dans le trafic de marchandises volées prend tout son sens au XVIII^e siècle, alors que les plaintes de vol connaissent une forte hausse dans les délits commis en France⁶⁰, situation qui peut être attribuée à la chasse aux escrocs mise en priorité par les policiers. Selon plusieurs, dont le chroniqueur Mercier et le Lieutenant général de Police Lenoir, le travail des policiers est jugé très satisfaisant à ce niveau. Ils estiment que sans avoir complètement anéanti les escroqueries dans la

⁵⁸ A.B., 11 466, dossier Joannes et autres, 1740-1741: Lettre de Tapin au Lieutenant général de Police, 12 sept. 1740.

⁵⁹ A.B., 11 598, dossier Marchand Levy, 1746: Lettres de Tapin au Lieutenant général de Police, 16 juin 1746 et juin 1746.

⁶⁰ Farge, *Le vol d'aliments à Paris au XVIII^e siècle*, p. 232.

capitale, les actions de répression sur les voleurs ont eu pour effet d'augmenter considérablement la sûreté dans Paris⁶¹. En réalité, l'augmentation de vols punis au XVIIIe siècle laisse percevoir un élargissement des individus et des classes à tomber dans la criminalité, situation alarmante qui dirige les groupes dominants à vouloir réprimer et isoler sévèrement les fautifs⁶².

Un coup d'oeil jeté aux types de vols les plus fréquents démontre que les domaines professionnels où les Juifs se situent sont fortement concernés. En effet, selon une étude sur la criminalité en France, on peut voir pour l'année 1782 que les vols punis impliquent dans 40% des cas des effets tels que des hardes, des toiles, des mouchoirs et des draps, marchandises qui, on l'a vu, sont l'objet de plusieurs commerces juifs à Paris. L'auteur de l'étude s'explique cette prépondérance parce qu'"il s'agit à la fois d'objets de première nécessité et de revente relativement facile auprès d'un fripier"⁶³, la friperie étant le commerce de bon nombre de Juifs⁶⁴. Il est même dit que "presque tous les fripiers étaient ou passaient pour juifs"⁶⁵. C'est d'ailleurs en associant le vol à la clandestinité des activités commerciales juives que l'inspecteur Dumont s'indigne que plusieurs Juifs "vendent, achète et brocante toutes sortes d'effets a de jeunes gens dans des caffés et autres endroits qui souvent ont été escroqués et par la facilité que ces jeunes gens trouve, ils se livrent à

⁶¹ Chassaigne, *La lieutenance générale de Police de Paris*, p. 233-234.

⁶² Farge, *Le vol d'aliments à Paris au XVIIIe siècle*, p. 232-235.

⁶³ J. Lecuir, "Criminalité et "moralité": Montyon, statisticien du Parlement de Paris", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 21, juillet-sept. 1974, p. 445-93: p. 482-483.

⁶⁴ A. Perchenet, *Histoire des Juifs de France*, Paris, Les Éditions du Cerf, 1988, p. 93-136: p. 87-88. Franklin explique que depuis 1665, "le commerce des fripiers pouvait s'étendre non seulement aux étoffes, mais aux objets de vieux de toute nature: dentelles, galons, tapisseries, fourrures, chapeaux, épées, baudriers, meubles, métaux, etc." (Franklin, *Dictionnaire des Arts, Métiers et Professions*, p. 346).

⁶⁵ Franklin, *Dictionnaire des Arts, Métiers et Professions*, p. 347.

faire de nouvelles escroqueries, qu'ils ne feroient souvent pas par l'incertitude qu'ils auroient de ne pouvoir s'en défaire"⁶⁶. Il ne faut ainsi pas s'étonner que ces types de marchands soient dans leur ensemble, l'objet d'une surveillance qui se veut de plus en plus serrée à Paris. Une des mesures adoptée consiste à leur faire tenir des livres de leurs transactions, livres qu'ils doivent toujours porter sur eux et qu'ils sont obligés de présenter aux inspecteurs une fois par semaine. Il leur est également interdit d'acheter des revendeurs inconnus, mais cet ordre est dans la pratique souvent transgressé⁶⁷.

Parfois même un seul soupçon d'activités commerciales malhonnêtes suffit pour déclencher une forte répression à l'endroit des Juifs pris en faute. Tel est, entre autres, le cas de deux Juifs allemands nommés Lazard et Jacob Guédion. L'inspecteur pense qu'ils sont venus à Paris "où ils se sont fauillés avec plusieurs voleurs et laronnesses, et qui achètent souvent des effets volés". Si l'analyse du dossier ne permet pas de savoir si l'ordre d'arrêter Lazard a été donné, comme le souhaitait Tapin, on sait cependant qu'il en a été ainsi pour Jacob. En fait, comme celui-ci avait antérieurement été condamné aux galères pour contrebande, les policiers semblent avoir rapidement sauté aux conclusions, d'autant plus que "des gens de cette espèce sont dangereux a Paris"⁶⁸.

Les préjugés sur la malhonnêteté des Juifs et leurs façons de se procurer des marchandises ne seraient peut-être pas si forts s'ils n'étaient pas exploités par les adversaires des commerçants juifs. Ceux-ci assurent qu'en ayant recours à des procédures frauduleuses et en ne se souciant point de la qualité du produit qu'ils vendent, non seulement les Juifs trompent-ils le public mais ils

⁶⁶ A.B., 11 777, dossier Dalpuget, 1752-1756: Lettre de Dumont au Lieutenant général de Police, 2 nov. 1752 .

⁶⁷ Chassaing, *La Lieutenance générale de Police de Paris*, p. 208-209.

⁶⁸ A.B., 11 427, dossier Lazare et Jacob Guédion, 1739: Lettre du Magistrat au cardinal de Fleury d'après les renseignements recueillis par Tapin, nov. -déc. 1739.

causent aussi la ruine des marchands chrétiens oeuvrant dans les cadres corporatifs. Ce sont par exemple des accusations de cette nature qui provoquent l'expulsion des Juifs de Marseille au XVIII^e siècle, comme l'expliquent les échevins et députés du commerce de cette ville:

[Les Juifs] ont moyen, à la faveur des marchandises illicites dont ils se prévalent, de vendre à meilleur marché que les autres dont les effets procèdent d'un négoce légitime; et cette différence de prix attirant aux Juifs la préférence dans les occasions de vente, il s'ensuit que les Juifs ruinent les sujets de votre Majesté, qui ne peuvent vendre qu'à vil prix leurs marchandises, lesquelles leur coûtent beaucoup plus qu'aux Juifs, ne les ayant pas des voies illicites comme eux.⁶⁹

On comprend qu'en conséquence, les policiers tentent de débusquer les Juifs qui, afin de participer à des activités malhonnêtes, se "cachent" prétendument derrière soit un commerce respectable, soit le prétexte que leur présence à Paris est nécessaire pour leurs affaires. C'est le cas de David Oulif, Juif de Metz à Paris avec son fils Isaye Levy. Leur arrivée est bien mal perçue à Paris car les policiers croient que leur dessein n'est d'"y avoir aucunes affaires que celles d'y faire des friponneries et d'y atraper le publique". Les motifs que ces Juifs ont évoqués pour être à Paris ne seraient que prétexte pour s'infiltrer dans la ville et s'adonner à des manoeuvres malhonnêtes. Soutenant que même les syndics de la communauté des Juifs de Metz leur "font dire de ne pas les souffrir a Paris", les policiers les relèguent avec hâte à Metz⁷⁰.

La vision du Juif escroc englobe un vieux préjugé, lui aussi lié à la manipulation d'argent, soit celui contre l'usure. L'image du Juif qui prête à des taux démesurés et exploite de ce fait le public est encore très vivante au XVIII^e siècle.

⁶⁹ Citée par Bourdrel, "Histoire des Juifs de France", p. 73-74 (sa propre référence de citation est absente).

⁷⁰ A.B., 11 576, dossier David Oulphe, 1745: Lettre de Tapin au Lieutenant général de Police, 21 juin 1745.

L'usurier

Le prêt à intérêt a en fait été dès le Moyen Âge confiné aux Juifs par l'Église qui désirait en détourner ses sujets. Pratiquer ces manipulations, viles suivant les croyances du temps, pouvait mettre en péril le salut éternel. Or, les âmes des Juifs étant "perdues de toute manière", ce commerce leur revenait⁷¹. Longtemps considéré comme un vol et bien que toujours marginalisé, le prêt à intérêt tend cependant à être mieux accepté au XVIIIe siècle s'il est, bien sûr, effectué à des taux acceptables⁷². Cet adoucissement, aussi mince qu'il soit, est une conséquence de l'emphase portée sur l'économie, également associée à une montée de l'individualisme et du matérialisme. Comme les préoccupations des gens d'une époque se reflètent nécessairement dans leurs comportements, on peut voir qu'au XVIIIe siècle, cette envie du gain économique modèle les représentations et les préjugés; les Juifs et leur mainmise sur l'argent n'y échappent pas. Au contraire, leur marginalisation est encore plus fortement teintée de l'aspect économique -- comparativement au facteur du culte religieux par exemple -- qu'elle ne l'était au cours des siècles précédents⁷³.

L'image de l'usurier est si bien collée au Juif qu'au XVIIIe siècle, le terme "Juif" est en soi synonyme d'usure. Cette association démontre que, dans le processus de marginalisation du Juif, on en est venu à confondre religion et économie⁷⁴. C'est ainsi que, par exemple, une loi passée à Strasbourg en 1774 défendait à tous les chrétiens de pratiquer le "judaïsme", voulant en fait interdire

⁷¹ Szajkowski, *Les Juifs dans la littérature française au XVIIIe siècle*, p. 5.

⁷² L. Poliakov, *Les Juifs et notre histoire*, Paris, Flammarion, 1973, p. 18.

⁷³ Anchel, *Les Juifs de France*, p. 14.

⁷⁴ Szajkowski, "Relations among Sephardim, Ashkenazim...", p. 190.

l'usure⁷⁵. Sous l'Ancien Régime, est bien répandue l'idée que le Talmud permet l'usure sinon l'exige envers les chrétiens⁷⁶. En réalité, l'usure n'est certainement pas que l'apanage des Juifs⁷⁷.

Qu'entend-on exactement par usure? Muyart de Vouglans, Conseiller au grand Conseil, explique qu'il existe une distinction entre l'usure "licite" et "illicite". La première est également connue sous les termes "intérêt" ou "arrérage". Permise, elle consiste à prêter avec un intérêt raisonnable. Quant à l'usure proprement dite, c'est-à-dire celle qui est illicite et qui comporte des taux démesurés, cet homme de loi expose qu'il s'agit d'un "crime" qui n'a "pour but que de satisfaire la cupidité de celui qui prête, en profitant de l'indigence de celui qui emprunte"⁷⁸.

Il est cependant parfois difficile de différencier le prêt "licite" de celui "illicite" car la barrière est floue, ce qui peut la faire croire rapidement franchie dans l'esprit des emprunteurs. Même si un taux d'intérêt acceptable est généralement fixé selon la période et l'endroit, il n'est pas rare de voir en France un individu, Juif ou non-Juif, accusé de doubler voire tripler ce taux⁷⁹. Or, au

⁷⁵ A.-M. Roper, *Voltaire and the Jews*, Ann Arbor, Michigan, Rice University, Ph. D. philosophy, University Microfilms International, 1976, p. 12.

⁷⁶ Roper, *Voltaire and the Jews*, p. 12; Z. Szajkowski, *The Economic Status of Jews in Alsace, Metz and Lorraine*, New-York, Éditions historiques franco-juives, 1954, p. 22.

⁷⁷ Le prêt à intérêt, de plus en plus en demande depuis le XVI^e siècle en raison de la réalité économique changeante, a aussi pour adeptes les calvinistes. Calvin qualifiait effectivement cette activité de productive, dans sa "Lettre sur l'Usure" (1545) (Szajkowski, *Les Juifs dans la littérature française au XVIII^e siècle*, p. 5).

⁷⁸ Muyart de Vouglans (Conseiller au grand-conseil), *Les loix criminelles de France dans leur ordre naturel*, Paris, in fol., 1780, p. 322.

⁷⁹ Job, *Les Juifs de Lunéville aux XVIII^e et XIX^e siècles*, p. 12 et 28. Le taux permis par les lois est fixé en général à 5% (Chassaigne, *La lieutenance générale de Police de Paris*, p. 223). À ce sujet, si Louis-Sébastien Mercier ne manque pas de dénoncer l'usure perfide, il voit tout de même une injustice à fixer un taux pré-établi, expliquant que celui-ci devrait plutôt être calculé en fonction des risques de l'affaire en cause. Son opinion est que "ces loix ont été faites par des hommes despotiques qui vouloient emprunter à bas prix. Rien ne gêne plus la circulation, n'enchaîne plus l'activité & l'industrie que ces petites loix ecclésiastiques" (L.-S. Mercier, *Tableau de Paris*, Genève, Slatkine Reprints, t. 8, 1979 (c1782-88), p. 82).

XVIII^e siècle, prouver l'usure par les lois est une tâche rendue ardue par les mesures auxquelles l'usurier fait appel afin de se prémunir en justice⁸⁰. En fait, la situation en France démontre que si toutes les communautés sont touchées par l'accusation d'usure, c'est surtout en Alsace et en Lorraine, soit à l'égard des Juifs allemands, que les allégations se font les plus virulentes⁸¹. Cette communauté étant majoritaire à Paris, les préjugés semblent avoir suivi ces Juifs jusque dans la capitale. Par exemple, D'Argenson, dans un dossier concernant une dizaine de Juifs de Metz, soutient que ces Juifs sont des "fripons", lesquels "on ne peut douter que l'agiotage et l'usure ne soient leur principale occupation; puisque c'est (si l'on ose s'exprimer ainsi) toute leur étude; et qu'ils se font une espèce de religion de tromper autant qu'ils peuvent tous les chrétiens avec qui ils traitent"⁸².

En réalité, à la lecture des documents, il apparaît que les policiers parisiens paraissent pour la plupart éviter de qualifier les délits frauduleux de certains Juifs comme usuraires, préférant utiliser des termes plus généraux tels que "manoeuvres déloyales" et "friponneries". Les quelques mentions à l'usure qui existent dans les archives montrent pourtant que cette accusation est largement présente dans la capitale. C'est ce qu'on apprend notamment dans le dossier de Salomon Levy, un Juif emprisonné pour dettes contractées auprès de plusieurs personnes à Paris, où il est écrit que "Salomon, suivant les apparences a intention de détacher de remettre d'autres effets de moins de valeur. C'est le tallant huzurairre extraordinaire de sa nation"⁸³. Un autre cas est connu au début

⁸⁰ Chassaing, *La lieutenance générale de Police de Paris*, p. 222-223; Castan, *Les criminels de Languedoc*, p. 282.

⁸¹ Girard, *La Révolution française et les Juifs*, p. 148.

⁸² A.N., G7 1728, nos. 443-444, 446, Lettre d'Argenson, Lieutenant général de Police à Paris, sur les Juifs sejourant à Paris, 30 août 1715.

⁸³ A.B., 10 754, dossier Salomon Levy, 1722: Note (résumé de l'affaire sur la requête même de Salomon Lévy) d'un inspecteur au Lieutenant général de Police, 1722.

du siècle, alors qu'encore très peu de Juifs sont dans la Capitale. Il s'agit de deux frères du nom de Chouabe poursuivis à deux reprises pour usure à Paris. Ils se défendent contre les accusations d'un dénommé Blincourt qui porte plainte pour usure à ses dépens. Or, leur réticence à divulguer leurs comptes rend la police prête à croire d'avance à leur comportement fautif⁸⁴. La première fois qu'ils avaient été soupçonnés d'"intérêts excessifs", l'affaire avait d'ailleurs été réglée lorsque les Juifs avaient accepté de prendre les intérêts "au courant de la place". L'inspecteur Langlade avait en ce temps commenté l'épisode, disant qu'il contribuait à "faire connaître combien le commerce des Juifs est a charge au public et de quelle importance il est de ne les point souffrir a Paris"⁸⁵.

L'usure joue ainsi un rôle important dans l'association du Juif commerçant à la tricherie. Cette image qui évoque le rapport du Juif à l'argent est aussi présente dans les banqueroutes qui semblent avoir touché les Juifs de la capitale.

Le banqueroutier

Les banqueroutes que certains Juifs déclarent à Paris sont loin de plaire aux policiers chargés de surveiller leurs actions dans la capitale. Pourtant, dans la société française du XVIIIe siècle, elles semblent communes et ne suscitent pas des reproches aussi vifs qu'on pourrait le penser. Louis-Sébastien Mercier explique que, parce que "les marchands ont perdu l'ancienne simplicité de leur état", elles sont rendues "si frequentes qu'on ne s'en fait plus un crime"⁸⁶.

⁸⁴ A.N., G7 1726, no. 122, Documents sur le cas du Juif Chouabe, 1710: Lettre de M. d'Argenson, Lieutenant général de Police à Paris, à M. Desmaretz, 2 avril 1710.

⁸⁵ A.N., G7 1726, nos. 303-304, Documents sur le cas du Juif Chouabe, 1710: Lettre de M. d'Argenson, Lieutenant général de Police à Paris, à M. Desmaretz, 22 août 1710.

⁸⁶ Mercier, *Tableau de Paris*, t. 2, p. 73.

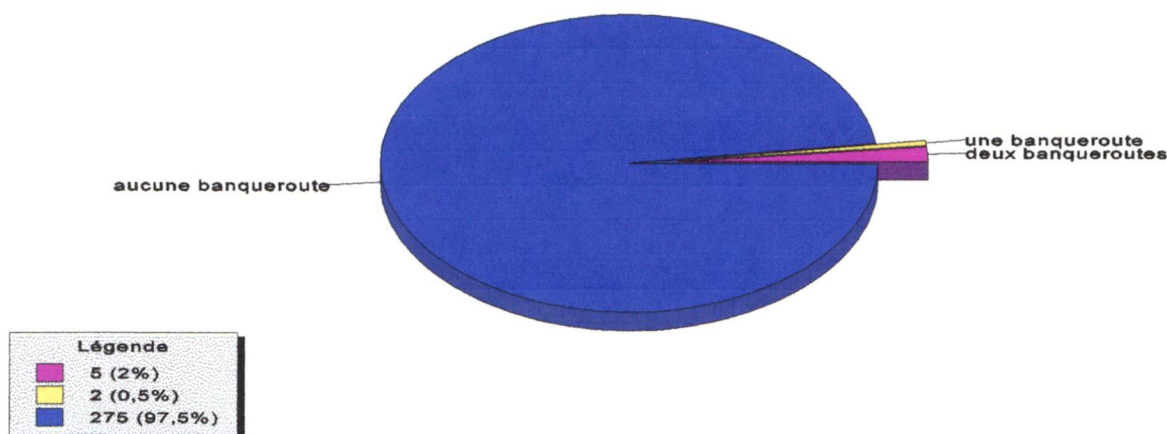
Dans les dossiers individuels des Archives de la Bastille, certaines notes laissent croire que les banqueroutes faites par des Juifs sont plutôt fréquentes⁸⁷. Ce sont les Allemands qui semblent moins bien s'en tirer avec la police. Il faut dire qu'ils ne bénéficient pas de puissants protecteurs comme certains Avignonnais qui réussissent même à rester à Paris malgré leur passé banqueroutier⁸⁸. Les banqueroutes sont parfois associées à la brocante et à la vente itinérante, là même où se situent les Juifs allemands et étrangers. C'est le cas de Gompert Lion de Nancy, Juif devenu introuvable après avoir escroqué plusieurs marchands sous prétexte de vouloir les aider à vendre leurs marchandises. Buhot explique à son supérieur qu'il "est du nombre de ces ambulans et brocanteurs qui ne viennent [à Paris] que pour y faire des dupes [et] qu'on ne devrait point tolérer, vû que les frequentes banquerouttes qu'ils y font"⁸⁹.

⁸⁷ D'Estrée, "Les Juifs à Paris sous le règne de Louis XV", p. 145.

⁸⁸ Dans les relevés de Buhot, peu de Juifs à Paris (2,5%) sont dits banqueroutiers (voir Graphique 13), situation qui s'explique peut-être du fait que, très mal perçus à Paris comme le montrent les mentions sur les banqueroutiers juifs dans les dossiers individuels, ils sont rapidement renvoyés de Paris. Parmi les sept Juifs banqueroutiers répertoriés à Paris dans les relevés, quatre Avignonnais semblent devoir leur présence encore tolérée à Paris grâce à des protecteurs: Lange de Paul, de Bordeaux ("Il a fait banqueroute à Rouen de 50 000 livres; arrêté à Paris et renvoyé en 1753, M. Berryer luy a donné la permission de revenir"); Jacob Dalpuget, le jeune et l'aîné, de Bordeaux ("Leurs deux banqueroutes ont monté à 150 000 livres. Il est sûr que le jeune est le protégé de M. le Comte de Saint Florentin. Leurs fils et neveu ont tous été mis en prison et renvoyés de Paris. Berryer leur a cependant permis d'y revenir"); Josué Petit, de Bordeaux ("protégé de Saint-Florentin"). Les Avignonnais, surtout ceux en provenance de Bordeaux, sont nombreux à faire des banqueroutes à Paris. Les plus connus sont les Paul, les Astruc et les Dalpuget (D'Estrée, "Les Juifs à Paris sous le règne de Louis XV", p. 163-173).

⁸⁹ A.B., 12 370, dossier Gompert Lion (ou Lyon), 1769: Lettre de Buhot au Lieutenant général de Police, fin mai-début juin 1769.

Graphique 13
Répartition des banqueroutes des Juifs à Paris au milieu du XVIII^e siècle
(Total: 282 Juifs)



Éloigner de Paris tout Juif soupçonné d'implication dans des manoeuvres douteuses associées à la banqueroute est un objectif poursuivi par les autorités policières. Par exemple, Tapin reçoit l'ordre d'exil qu'il convoitait à l'endroit d'Isaac Walack et de Lion Gloga, Juifs qui, ayant déjà fait des banqueroutes en Angleterre et en Hollande, risquent d'en faire autant à Paris de l'avis de l'inspecteur. Il faut les expulser rapidement car, dit-il, "ils commence a avoir la confiance de plusieurs marchands de cette ville"⁹⁰.

On se méfie des Juifs banqueroutiers mais aussi de ceux qui entraînent volontairement les marchands à la banqueroute comme semble le faire par exemple Abraham Oulman(n)e, Juif allemand sans passeport à Paris. Il fait le commerce de bronze et les policiers le soupçonnent de

⁹⁰ A.B., 11 580, dossier Isaac Walack et Lion Gloga, 1745: Lettre de Tapin au Lieutenant général de Police, 27 juin 1745.

mauvaises intentions car, disent-ils, "il vend ces mesmes bronze au dessous de la valeur de ce qu'on les vend dans le pays ce qui donne a penser quil faut quil les ais volés ou bien quil veulent faire banqueroutte au marchand a qui il les a acheptés". Ainsi, les policiers expriment la possibilité que ce Juif soit prêt à perdre de l'argent en vendant à perte uniquement pour nuire au marchand qui lui a vendu les marchandises, marchand qui sera alors peut-être contraint à déclarer faillite suite à ce procédé malhonnête. Le reste de l'affaire nous apprend que Tapin reçoit l'ordre de l'arrêter sous couverture d'une désobéissance à l'ordre de relégation qui lui avait été donné lors d'un passage antérieur à Paris. La menace réelle que présentait ce Juif à Paris était cependant bien autre, résidant plutôt dans la peur de la banqueroute frauduleuse.

La crainte du banqueroutier est doublée dans certains cas de celle du fuyard. Par exemple, toujours dans l'affaire du Juif commerçant de bronze, l'inspecteur précise qu'"il y a lieu de presumer que lors qu'il aura vendu ce qui lui reste de ces marchandises quil na trappe plusieurs marchands de cette ville et quil ne reparte dans son pays"⁹¹. La grande mobilité qui caractérise les Juifs à Paris au XVIIIe siècle ne va d'ailleurs pas sans atténuer cette angoisse qu'on a de voir les Juifs quitter furtivement la ville après avoir profité et abusé de citoyens français.

Le fuyard

À Paris au XVIIIe siècle, les gens considèrent que les Juifs sont en déplacement constant. Ceux-ci sont alors soupçonnés de profiter de leur fréquent changement d'environnement pour se mettre à couvert des poursuites en justice des commerçants qu'ils ont fraudés.

⁹¹

A.B., 11 601, dossier Abraham Oulman(n)e ou Ulmann, 1746: Lettre de Tapin au Lieutenant général de Police, 22 déc. 1746.

La représentation qui lie le Juif à l'aisance qu'il a de se déplacer est forte à Paris car il ne faut pas oublier que la capitale française est une ville de simple passage pour les Juifs au XVIII^e siècle. Il y a bien sûr certains Juifs qui habitent Paris de façon plus sédentaire comme, par exemple, Rodriguez Peyrere, homme fort respecté qui a longtemps été le représentant de la nation portugaise à Paris et dont l'occupation consiste à apprendre la parole aux muets. La majorité des Juifs à Paris sont cependant constamment en déplacement⁹². En témoignent notamment les relevés de Buhot où seuls huit cas de Juifs, sur un total de 282, sont présents à Paris à toutes les dates choisies pour ces contrôles. Ajoutons que, malgré la courte durée couverte par ces relevés (1755-1759), près de 60% des Juifs venus à Paris n'étaient pas présents à la première date (13 juin 1755) (voir Tableau 1).

Il est intéressant de constater que le statut des Juifs se rapproche ici de celui des étrangers⁹³. Ces derniers, comme les Juifs, inspirent la peur de la fuite parce qu'ils sont associés à des déplacements. Cependant, les Juifs semblent susciter davantage de suspicion en raison des rapports frauduleux à l'argent qui sont communément associés aux gens de leur religion. Tapin fait part de sa désapprobation à l'égard des Juifs qu'il dit profiter de leur facilité à se déplacer aux dépens des Parisiens; il affirme, dans un dossier où quatre Juifs sont arrêtés à la fois pour achats d'habits volés

⁹² Peyrere a habité Paris plus de 30 ans (Neher-Bernheim, "Un savant juif engagé...", p. 381).

⁹³ Juifs et étrangers font leurs activités sur une terre qui n'est pas la leur. Bien qu'on favorise l'immigration des étrangers parce qu'ils peuvent être utiles à l'économie et contribuer à la prospérité du pays, l'immigration reste un fait suspect. Cette répulsion envers l'étranger tient en fait de la peur de le voir s'enrichir aux dépens du pays hôte et de se retirer ensuite. Par exemple, à Marseille en 1572, des plaintes s'élèvent prétendant que les activités commerciales profitent plutôt aux Italiens et aux Suisses qu'aux natifs, comme l'explique l'ambassadeur de France à Venise dans son rapport au roi: "La ville [...] est habitée la plupart de Genevois ou de Milanois, qui empeschent que les pauvres habitants qui n'ont si bonne bourse qu'eux, y puissent faire aucun prouffict. Et le pis est que lesdits estrangers s'y sont faicts riches, ils se retirent en leurs villes et d'autres viennent en leur place" (P. Bonolas, "La question des étrangers à la fin du XVI^e siècle et au début du XVII^e siècle", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 36, avril-juin 1989, p. 304-317: p. 313-317 (la citation est tirée de Emile Charrière, *Négociations de la France dans le Levant*, 1853, t. 3, p. 253)).

et défaut de passeport, que n'ayant "d'autre profession que d'atraper le publique et d'ajeter les voles fais par les filoux, (...) ses sortes de Juifs ne reste ordinairement que 12 a 15 jours dans cette ville, et lors qu'ils ont fait quelques friponneries ou qu'ils ont achepter des effets volés ils decampes"⁹⁴. Il abonde dans le même sens à l'égard de quatre autres Juifs de Metz, leurs comportements lui faisant anticiper que "quand ils auront faits quelques coups declat ils passeront dans le pays etrangers"⁹⁵.

Les créanciers des Juifs usent d'ailleurs souvent de cet argument qu'est la fuite des Juifs car il est généralement reçu avec compréhension par les autorités policières. Il est ainsi assez facile pour un créancier de faire emprisonner son débiteur juif en soulignant qu'il craint sa fuite. Par exemple, Lion d'Hambourg, un banquier Juif qui doit 10 000 livres à une dame nommée Duquenay, est mis aux arrêts par Langlade qui rend compte que la créancière "aprehende que ce Juif ne s'en aille a Hambourg son pays et par la èstre la duppe de ce quil luy doit ce qui pourroit fort bien luy arriver, ce Juif n'ayant comme les autres aucuns biens que dans son portefeuille et la demande quelle fait quil soit arrêté jusqu'à ce que l'arret soit rendu paroist juste"⁹⁶.

⁹⁴ A.B., 11 516, dossier Cerf Dambourg, Samuel Baumarin, Joseph Allemand, Jacob Weille, Marc Allemand et Liock, 1742: Lettre de Tapin au Lieutenant général de Police, 27 février 1742.

⁹⁵ A.B., 11 384, dossier Rubens Daltrof, Michel Prague, Salomon Bernard et Raphaël Cerf, 1734: Lettre de Tapin au Lieutenant général de Police, 3 février 1734. Paradoxalement, afin d'éviter que certains Juifs s'enrichissent en France et fassent ensuite profiter leur fortune aux pays étrangers, il est aussi certains cas où les autorités vont jusqu'à refuser la sortie d'un Juif de France. C'est ce qui s'est avéré pour Philippe Mendez, Juif portugais établi en France avec sa famille. Celui-ci ayant émis le souhait de se retirer en Flandres (territoire faisant alors partie de l'empire espagnol), l'intendant de Rouen ne l'entend pas ainsi. Il juge que, comme ce Juif s'est enrichi en France, il serait injuste que sa fortune serve l'ennemi contre eux. Mendez voit ainsi sa demande refusée suivant cette explication: "Il est venu en cette ville sans aucuns biens, et que presentement il est riche de quatre a cinq cent mil livres, lesquels il emportera avec luy si on luy permet de se retirer. Et comme il mettra aussitot cet argent dans le commerce en Flandres ou en Hollande, et qu'aynsi il servira aux ennemis de l'État au lieu que retenant cet homme icy son argent y demeurera aussi" (A.N., G7 494, Lettre de M. de Berchère, intendant de Rouen, au contrôleur général, 12 août 1692).

⁹⁶ A.B., 10 786, dossier Lion d'Hambourg, 1723: Lettre de Langlade au Lieutenant général de Police, 6 sept. 1723.

Toutes les mesures qui visent à démasquer les Juifs en fuite et causant des préjudices aux commerçants parisiens ne tournent cependant pas toujours au succès pour les policiers. Legrand notamment fait part à son supérieur de ses difficultés au moment où Jacob et Abraham Astruc osent des manoeuvres malhonnêtes à Paris et tentent de quitter la ville afin d'éviter les représailles. L'inspecteur souligne la nécessité de renforcer les contrôles des déplacements des Juifs⁹⁷. Cette demande apparaît bien entendu parce que c'est l'application de la réglementation des Juifs à Paris qui sert encore ici à contrer les mouvements suspects.

À la crainte de voir les Juifs s'enfuir en ne laissant aucune chance de recours à leurs créanciers trompés se greffe un autre élément parfois évoqué par les policiers: l'absence de patrie des Juifs. Cet argument veut que les Juifs, n'ayant pas de souverain, se sentent encore plus détachés face à la société dans laquelle ils s'insèrent, ce qui aurait un effet négatif sur leur conscience et leur sens de la justice. À l'inverse, un attachement au roi et à la patrie sert à contrer ces attitudes nuisibles à la société. Le commissaire Chenon argumente en ce sens à propos d'Isaac Dalpuget, banqueroutier frauduleux, soutenant que ce Juif "peut se déterminer à fuir avec d'autant plus de facilité que son essence est de n'avoir point de patrie"⁹⁸.

Ainsi, la méfiance envers le Juif actif dans le commerce, parce qu'on craint de le voir faire des escroqueries, prêter à usure, réaliser une banqueroute ou encore prendre la fuite afin d'éviter de donner suite à ses engagements, modèle la perception qu'ont les policiers des Juifs à Paris. Le commerce constitue pour les Juifs une porte d'entrée à Paris mais il est aussi ce qui alimente pour

⁹⁷ A.B., 12 173, dossier Jacob et Abraham Astruc, 1763-1767.

⁹⁸ A.B., 12 329, dossier Isaac Dalpuget et Salomon Astruc, 1765-1768: Rapport du commissaire Chenon, date incertaine.

l'essentiel la représentation négative du Juif qui touche les commerçants au XVIII^e siècle. Ces images du Juif dans le commerce sont ici si désobligeantes qu'en réalité quelques Juifs fautifs suffisent souvent à miner la crédibilité de la nation.

Les reproches adressés à l'origine à quelques Juifs qui commercent de façon malhonnête se transforment en effet parfois brusquement en une critique de la nation entière dans les Archives de la Bastille. C'est ce qu'on voit notamment dans le dossier de Jacob Samuel. Buhot, critiquant la récente banqueroute de ce Juif, la qualifiant de "friponnerie insigne", n'hésite pas à étendre son reproche à toute la population juive, disant qu'il faut "contenir le peuple de Dieu, dont les manoeuvres revoltantes tendent à la ruine totale d'une infinité de malheureux et honnetes gens"⁹⁹. Langlade aussi, en 1730, s'exclame, dans une affaire qui concerne une dizaine de Juifs en route vers Paris, qu'"il y a a Paris assés de gens de mauvaise foy qui ne cherchent qua attraper ceux qu'ils peuvent sans y souffrir les Juifs qui n'ont autre idée"¹⁰⁰. Selon l'historien Katz, ces sauts hâtifs du blâme de l'individu au reproche adressé à la communauté entière et auxquels se laissent quelquefois aller les policiers témoignent d'une non-intégration des Juifs à la communauté française:

It is a general sociological rule that all minority groups are held collectively responsible for the actions of their individual members. The measure of this collective responsibility varies with the extent to which the minority is distinguishable in appearance, and with the degree of its group-isolation from the general community. As the distinguishability and isolation of the Jewish community were, in our

⁹⁹ A.B., 12 343, dossier Jacob Samuel, 1768: Lettre de Buhot au Lieutenant général de Police, mai 1768.

¹⁰⁰ A.B., 11 095, dossier Fonseca, 1730: Lettre de Langlade au Lieutenant général de Police, 31 mai 1730. D'autres cas où les policiers généralisent leurs reproches faits aux Juifs apparaissent notamment dans ces dossiers: A.B., 11 208, dossier Salvador, juillet 1732; A.B., 12 173, dossier Jacob et Abraham Astruc, 1763-1767; A.B., 12 327, dossier Caen, 1768; A.B., 10 230, Rapports au Lieutenant de Police Berryer sur la surveillance des Juifs, 2 janvier-16 juillet 1756.

period, more marked than ever, collective Jewish responsibility was correspondingly increased¹⁰¹.

Cette difficulté d'intégration est une conséquence notamment de la réticence voire de la résistance des Français à admettre que les Juifs font partie de la société française. Des visées d'assimilation ne sont généralement pas encore poursuivies pour les Juifs à Paris, situation qui apparaît dans les réactions que les Juifs provoquent chez les policiers lorsqu'ils font des efforts pour être intégrés dans la société, que ce soit en voulant adhérer à la religion officielle du pays ou encore en tentant d'être reçus dans la noblesse française. C'est l'image du Juif "fripon" encore ici maîtresse qui modèle les comportements à l'égard de ces derniers, leurs désirs d'intégration étant fortement mis en doute par les policiers qui y voient plutôt une ruse utilisée par les Juifs pour usurper les Français.

¹⁰¹ Katz, *Exclusiveness and Tolerance...*, p. 158.

Chapitre 4

Le Juif "usurpateur"

Sous l'Ancien Régime, chacun doit tenir son rang; autrement il est considéré comme dangereux pour la société. Or, au XVIIIe siècle, dans le cheminement de la société française vers une société de classes, s'y affirment les distinctions de nature financière¹. S'élèvent alors dans la hiérarchie sociale des gens que leurs activités apparentent au commerce et à la finance, là même où se situent nombre de Juifs. "Tenir sa place" est cependant toujours de mise et les écarts à ce principe, pris en faute par la Police. Dans le cas des Juifs, la volonté de s'intégrer à la société française et de manifester cette intégration peut être perçue comme une intrusion. Le refus de leur intégration frappe notamment les Juifs qui tentent d'être considérés comme des nobles et ceux qui émettent le désir de devenir catholiques. Dans les deux cas, dans l'esprit des policiers, prendre des dispositions pour changer son statut de "Juif" en France peut en effet servir la malhonnêteté de certains Juifs. Pour saisir ces représentations, il est intéressant de se tourner d'abord vers les pensées et comportements qu'inspirent les Juifs qui, reniant la religion juive, demandent de rejoindre la religion officielle du pays.

4.1 Le Juif qui profane la religion

Sur le plan religieux, les policiers se représentent volontiers les Juifs comme des personnes utilisant la religion catholique à des fins malintentionnées. S'ils sont prêts à croire que certains Juifs optent pour la conversion par convictions religieuses, règle générale, ils s'entendent pour croire qu'il s'agit de cas isolés. Selon eux, un Juif reste un Juif et s'il tente de renier sa religion de quelque manière

¹ S. Pillorget, *Apogée et déclin des sociétés d'ordres: 1610-1787*, Paris, Larousse, 1969, p. 162-162, 325.

que ce soit, il est clair que des motifs douteux se cachent derrière cette décision. On retrouve ici l'image du Juif trompeur qui s'immisce dans la méfiance des policiers à l'égard des Juifs désirant se convertir. Cette vision vient naturellement alimenter la nécessité de réprimer les abus des Juifs réalisés via la profanation religieuse. Ainsi, s'il serait logique de croire que le changement d'orientation religieuse devait plaire aux policiers, la situation se présente en vérité bien différemment, leurs nombreux préjugés négatifs à l'endroit des Juifs les poussant plutôt à accorder généralement peu de confiance à la prétendue sincérité de la démarche.

Une conversion suspecte

L'état des mentalités et l'antijudaïsme historique qui existent à Paris au XVIII^e siècle tendent à justifier la suspicion envers les Juifs enclins à devenir catholiques². Le chroniqueur Louis-Sébastien Mercier a beau prétendre que la tolérance religieuse est partout à son maximum, qu'à Paris, nul n'est inquiété pour des motifs religieux et que la question religieuse est "un vieux procès définitivement jugé"³, la situation est en réalité plus nuancée. Malgré les esprits atteints des Lumières, qui prêchent la tolérance religieuse, persistent dans ce débat des intervenants qui maintiennent que les Juifs, en raison de leur religion, doivent demeurer à l'écart de la société française qui est officiellement de religion catholique⁴. La vieille accusation du déicide est, au XVIII^e siècle, encore évoquée par ces opposants qui

² D. Julia, "L'émergence de la liberté de conscience et de la laïcité", dans Jacques Le Goff et René Rémond, dir., *Histoire de la France religieuse: du roi très chrétien à la laïcité républicaine*, Paris, Seuil, t. 3, 1991, p. 145-163: p. 159.

³ Mercier, *Tableau de Paris*, t. 3, p. 90, 93.

⁴ Julia, "L'émergence de la liberté de conscience...", p. 159.

veulent maintenir les Juifs en état d'exclusion⁵. Leurs accusations font référence à une façon de vivre propre aux Juifs. C'est la naissance juive qui est ici déterminante. Peu importe qu'un Juif se convertisse ou non, son origine juive est suffisante pour justifier les jugements à son endroit. En sorte que, si les Juifs ne doivent plus faire face à des reproches s'adressant sans ambage à leurs croyances religieuses, des images négatives associées à la nation juive continuent de nourrir leur marginalisation.

La tolérance religieuse, beaucoup plus élargie au XVIII^e siècle que par le passé, peut justifier dans un sens la suspicion que portent les policiers envers les Juifs prosélytes. Puisque les tourments qui visent à réprimer le culte judaïque sont dorénavant minces voire inexistants, les policiers s'expliquent en effet mal les raisons qui poussent certains Juifs à demander la conversion, si, bien entendu, la conviction religieuse est dans ces cas un motif écarté. À leur avis, il s'agit surtout de Juifs qui espèrent voir se relâcher la surveillance à leur égard à Paris. Ces perceptions font qu'en bout de ligne, la conversion attire plutôt le comportement inverse à celui désiré, les policiers restant sur leurs gardes quant à la sincérité des demandes des Juifs. Cette suspicion provient aussi du fait qu'ils ont remarqué que le Juif nouvellement converti se voit parfois confronté à ses anciens coreligionnaires qui interprètent son geste comme une trahison⁶. Les Juifs prosélytes semblent en effet s'attirer plutôt des ennuis "des gens de leur première nation". Le nouveau converti Charles Cahen, par exemple, se plaint de voir son commerce péricliter à la suite de mauvaises actions qu'il attribue à des Juifs avec qui il avait pour usage de traiter avant son changement d'orientation religieuse⁷.

⁵ Mandrou, *La France aux XVII^e et XVIII^e siècles*, p. 188-189.

⁶ Kahn, *Histoire de la communauté israélite de Paris: Les Juifs de Paris au XVIII^e siècle...*, p. 123.

⁷ A.B., 10 743, dossier Cahen, 1722: Lettre de Charles Philippe Cahen au Lieutenant général de Police d'Argenson, date imprécise.

Même si la conversion des Juifs paraît parfois équivoque, elle reste malgré tout désirée par les religieux car il y a encore au XVIII^e siècle beaucoup d'intérêt et de satisfaction pour les catholiques à convertir un Juif. Cette attitude incarne en fait le désir de voir la doctrine chrétienne triompher de la doctrine judaïque dans le vieux débat théologique qui confronte les deux religions⁸. Or, au grand déplaisir des policiers, la position souple qui est ici adoptée par certains Français face aux Juifs laisse place à beaucoup d'abus dont certains Juifs peuvent profiter.

De la conversion à la fourberie

Parmi les fausses intentions qu'on prête aux Juifs souhaitant se convertir figure la volonté de rester à Paris, particulièrement évidente avec les Juifs qui, n'ayant pas l'autorisation d'y être ou encore l'ayant perdue, désirent légaliser en quelque sorte leur présence dans la capitale. C'est par exemple le cas d'Ephraïm Moïse Keyser, Juif accusé d'avoir trempé dans des histoires de fausse monnaie et de billonnage. De son cachot, il fait part au Lieutenant général de Police qu'il souhaite se convertir au catholicisme. Cette réclamation trouve cependant mauvaise oreille chez l'inspecteur Langlade qui conseille à son supérieur de ne pas s'en laisser imposer, soutenant que ce Juif "a plus d'envie de rester à Paris que de se faire catholique". Il considère que cette demande est d'autant plus suspecte qu'il a appris de ses informateurs que Keyser se tient dans de mauvaises dispositions face à sa ville d'origine, des manoeuvres déloyales qu'il aurait faites en ce lieu semblant l'empêcher d'y retourner⁹.

⁸ Kahn, *Histoire de la communauté israélite de Paris: Les Juifs de Paris au XVIII^e siècle...*, p. 115.

⁹ A.B., 11 074, dossier Valabrègue et Keyser, 1729: Lettre de Langlade au Lieutenant général de Police, 19 mai 1729.

La principale raison qui sert de faux motif aux conversions des Juifs selon les policiers tient cependant à la malhonnêteté certaine du Juif. Aussi, dès que le désir de changement de religion se fait entendre, les intervenants policiers travaillent à découvrir dans le passé du Juif en question le moindre indice de fraude qui pourrait apporter une lumière différente sur sa conviction. Les policiers étant sur leur garde face au Juif qui veut se convertir, ils prennent alors des précautions à son endroit. Cette attitude n'est cependant pas toujours suivie par les religieux de l'époque, notamment par ceux qui sont chargés d'instruire les Juifs à la religion catholique. Ils sont en fait les victimes toutes désignées des Juifs qui utilisent vraiment la religion à des fins malintentionnées. Certains Juifs semblent en quelque sorte s'être trouvé des directeurs spirituels afin de se procurer des secours ou encore tenter de lui soutirer des biens ou de l'argent¹⁰.

Les plaintes des religieux qui concernent ce genre d'usurpation sont nombreuses dans les archives. Joly de Fleury, entre autres, témoigne en 1728 de ce problème à contrer la conversion abusive et erronée des Juifs, soutenant qu'il leur "arrive souvent de profaner le sacrement du baptême pour avoir de l'argent"¹¹. C'est de cette méfiance dont il est question notamment dans le dossier de Léon Orly Spir, Juif de Metz. Même si l'on sait qu'il provient d'une famille très honorable, ce Juif est reconnu comme "mauvais" sujet notamment en raison de ses escroqueries et de sa désobéissance aux règlements auxquels les Juifs sont assujettis à Paris. Les policiers soutiennent que, n'ayant plus d'argent à Paris, Spir s'est présenté en compagnie d'un autre Juif à un curé sous prétexte de vouloir être instruit de la religion catholique alors que le véritable motif était plutôt de soutirer de l'argent à ce religieux. C'est d'ailleurs

¹⁰ Kahn, *Histoire de la communauté israélite de Paris: Les Juifs de Paris au XVIIIe siècle...*, p. 123, 122-125.

¹¹ A.B., 10 961, dossier Coullot, 1727-28: Lettre de Joly de Fleury au Lieutenant général de Police, 25 juillet 1728.

ce qu'a fait son camarade. Ayant par la suite appris par un autre Juif que Spir avait les mêmes visées que son ami, Buhot en a immédiatement informé son supérieur. L'inspecteur estime qu'il mérite une "longue punition" en prison, d'autant plus qu'il a quitté furtivement le curé quand il s'est vu pourchassé¹².

Il est intéressant de remarquer que si les policiers sévissent durement contre les Juifs qui exploitent les gens sous la façade d'une conversion, ils semblent le faire encore davantage à l'égard des catholiques qui, selon la même logique, se font passer pour des Juifs afin d'être mis en contact avec des religieux qu'ils pourront par la suite tromper, au cours de la (fausse) conversion qu'ils demandent. Il s'agit en quelque sorte de catholiques qui espèrent se cacher sous une identité juive afin d'abuser des organisations mises sur pied pour instruire les hérétiques à la religion catholique. Ces institutions offrent souvent, entre autres, le gîte et le couvert¹³. Quelques dossiers de cette nature se trouvent dans les Archives de la Bastille. Ces profanateurs de religion, plus souvent des femmes que des hommes, sont durement châtiés s'ils sont démasqués¹⁴. Par exemple, Louise Lacours, une catholique, est allée au devant de plusieurs curés et même de pasteurs luthériens afin de se procurer des charités. Son stratagème découvert, son enfermement est ordonné "pour très longtemps" parce qu'il "paroist juste et necessaire pour l'honneur mesme de la religion de soustraire aux yeux du public une creature de cette espece"¹⁵.

¹² A.B., 11 966, dossier Levy, 1757: Lettre de Buhot au Lieutenant général de Police, juillet 1757.

¹³ Les Juifs qui voulaient être convertis étaient dirigés surtout vers deux établissements, soit celui des *Nouveaux Catholiques* pour les hommes et celui des *Nouvelles catholiques* pour les femmes. Le premier était gratuit pour y vivre. Il ne fallait qu'être recommandé et muni d'un certificat. Quant au second, il requérait 200 livres de pension versée par le Roi (Kahn, *Histoire de la communauté israélite de Paris: Les Juifs de Paris au XVIIIe siècle...*, p. 117).

¹⁴ Kahn, *Histoire de la communauté israélite de Paris: Les Juifs de Paris au XVIIIe siècle...*, p. 117-118.

¹⁵ A.B., 10 753, dossier Louise Lacours, 1722: Lettre à un policier, date imprécise.

Les policiers croient également que le recours à la conversion survient parfois chez des Juifs qui tentent de diminuer une peine afflictive. Ces Juifs sont les plus durement atteints par les préjugés. Effectivement, non seulement ceux-ci attirent la méfiance des catholiques qui voient plus souvent qu'autrement dans le jeu de ces Juifs, mais aussi ils sont reniés par leurs anciens coreligionnaires qui ont plutôt dégoût de cette apostasie¹⁶. De l'avis d'Homme, un policier, émettre le désir de changer de religion afin d'adoucir un traitement en justice voire éviter la mort est une pratique fréquemment utilisée par les Juifs. Dans une lettre au Lieutenant général de Police, il se plaint que, pour la plupart fausses, ces conversions à la sauvette provoquent parfois des dégénérescences fâcheuses lorsque ces Juifs sortent de prison, l'expérience montrant que quelques Juifs "ont fait abjuration, ont obtenu leur liberté, et ont fait ensuite des risées de leur prétendue conversion, et ont mené une très mauvaise vie". Sa conclusion est qu'il n'y a "rien de si suspecte et qui mérite moins de confiance que ces conversions de la part de pareilles gens, prisonniers et condamnés pour leur vie"¹⁷.

Un cas est à ce niveau fort significatif. Il s'agit du bijoutier-quincaillier Abraham Israël. D'abord condamné à la peine de mort pour vol, ce Juif émet le désir de se convertir. Ce revirement lui vaut une commutation de peine par le roi qui lui ordonne alors l'emprisonnement à perpétuité. Son instruction de la foi catholique est alors entreprise par les docteurs de la Sorbonne. Or, il apparaît qu'Abraham porte peu d'intérêt à leur enseignement, s'en moquant plutôt. Selon les policiers, de toute évidence, la conversion évoquée n'était qu'un prétexte pour éviter la mort. Ce Juif parvient par la suite à s'échapper de prison mais il est par contre vite repris à Paris quelques jours après son évasion. C'est

¹⁶ Kahn, *Histoire de la communauté israélite de Paris: Les Juifs de Paris au XVIIIe siècle...*, p. 123.

¹⁷ A.B., 12 001, dossier Abraham Israël, 1758-1763: Lettre de Homme à Sartine, Lieutenant général de Police, 18 mars 1763.

alors qu'on apprend que, de retour au cachot, il approche une nouvelle fois un religieux, espérant manifestement par cette démarche bénéficier de certains avantages que peuvent retirer les prisonniers hérétiques en voie de conversion. L'homme d'Église qui sollicite la permission d'instruire Abraham auprès du Lieutenant général de Police demande effectivement l'autorisation d'utiliser un cabinet privé en prison pour à nouveau instruire Israël de la religion catholique. Cette requête est reçue avec beaucoup de scepticisme. L'affront fait aux docteurs n'est toujours pas oublié et les policiers veulent éviter une répétition de cet épisode. Ils sont unanimes à dire que ce Juif est malintentionné et profiteur, voyant dans cette demande de cabinet le moyen d'une nouvelle évasion qu'il rend plus facile. La décision finale du Lieutenant général de Police est de refuser la réclamation du religieux qui désirait convertir ce "Juif abominable", comme l'appellent certains policiers. En fait, il semble s'agir du seul cas où, dans les sources consultées, une demande de conversion est refusée, les policiers se contentant généralement de mettre en garde les religieux dévoués sans toutefois leur faire obstacle. Ainsi, bien que règnent toujours de forts soupçons à l'endroit des Juifs qui aspirent à la conversion, le bénéfice du doute leur est le plus souvent accordé, les policiers, tout comme les religieux, hésitant à refuser une âme au christianisme alors qu'il y a toujours possibilité qu'elle soit vraiment sincère¹⁸. Il n'empêche que les policiers, ayant pour devoir de protéger la population française, voient les Juifs convertis -- ou en voie de l'être -- surtout comme des trompeurs qui n'ont en tête que de s'attirer la bonne confiance de la population parisienne afin de mieux la tromper. Cette image est en réalité si présente et tenace qu'elle continue d'affecter les Juifs, même lorsqu'ils sont devenus catholiques.

¹⁸ A.B., 12 001, dossier Abraham Israël, 1758-1763: Lettre de Homme, 8 mars 1763; A.N., 01 410, nos. 1396, 1484, Lettres au Procureur du Roi du Châtelet, relatives à la commutation de peine d'Abraham Israël, Juif, déc. 1759; A.N., 01 402, nos. 201, 205, 247, 271, 331, 365, 779, Lettres diverses relatives à la commutation de peine d'Abraham Israël, Juif, février-juin 1760.

En fait, et là apparaît dans toute son ampleur la marginalisation du Juif, même une fois converti, le Juif continue d'être considéré comme un Juif. On s'en méfie toujours, sinon plus. Ne lui faisant pas confiance, on ne lui donne pas de chance. C'est pour cette raison que les prosélytes juifs sont maintenus sous étroite surveillance policière, tout comme le sont l'ensemble des Juifs à Paris. Comme l'explique Kahn, "leur origine restait comme un stigmate que leur abjuration n'avait pu effacer"¹⁹. Afin d'amenuiser les abus qu'une surveillance relâchée des prosélytes ne manquerait pas d'entraîner, les policiers veillent aux actions des Juifs convertis qui répondent maintenant à l'appellation "ci-devant Juif" dans les Archives de la Bastille. Leur méthode est simple: la surveillance demeure la même. Ainsi, le seul fait de se convertir ne permet donc pas aux Juifs de contourner les règlements qui régissent leur présence à Paris et qui ont pour objectif de connaître et de contrôler leurs faits et gestes. En bref, au XVIIIe siècle, la conversion ne permet pas aux Juifs de s'attirer de la sympathie de la part des policiers.

Les Juifs convertis ou encore ceux aspirant à la conversion sont dérangeants car ils ne tiennent pas leur place de "Juif" que leur naissance leur a attribuée. Cette forme d'affirmation des Juifs au niveau religieux est mal perçue chez les policiers car elle tend à modifier un état dans la société où tout le monde doit tenir son rang.

4.2 Le Juif qui perturbe l'ordre social établi

Dans un Paris éclairé où la tolérance, notamment religieuse, est prônée et poursuit son chemin, certains Juifs, surtout à partir du milieu du XVIIIe siècle, profitent de cette ouverture et prennent davantage de libertés qu'ils n'osaient s'offrir dans les siècles précédents, alors que la société était plus

¹⁹ Kahn, *Histoire de la communauté israélite de Paris: Les Juifs de Paris au XVIIIe siècle...*, p. 123.

stricte à leur égard. Étudier ici les libertés sociales qu'ont pu se donner ces Juifs et les réactions des policiers qui en ont découlé permet de mieux saisir les comportements qui justifient au XVIII^e siècle que les policiers aient craint que les Juifs perturbent l'ordre social en vigueur dans la société française. Au XVIII^e siècle, c'est à la Police que revient la tâche de veiller à ce que chacun garde son rang assigné dans la société, comme en témoigne l'ordonnance royale qui institue la Lieutenance générale de Police en 1667: "La police constitue à assurer le repos public et des particuliers, à purger la ville de ce qui peut causer des désordres, à procurer l'abondance et à faire vivre chacun selon sa condition"²⁰. Les policiers exercent ainsi leur autorité sur tous les comportements qu'ils jugent comme étant menaçants au maintien de l'ordre social. L'un d'entr'eux est l'attitude de ces Juifs qui se transforment en "petits-mâîtres".

Des "petits-mâîtres"...juifs?

Aux yeux des autorités, quelques Juifs menacent l'ordre public, par exemple, en circulant dans Paris, en carrosse, avec talons rouges, épées et couteaux de chasse. Ces comportements sont considérés comme des provocations. Au XVIII^e siècle, en France, ne sont autorisés à porter les armes que les militaires et les nobles ainsi que quelques autres groupes qui en ont la nécessité, tels que certains policiers ou encore les voyageurs dont la vie est plus exposée au danger²¹. Les Juifs ne figurent pas dans ces catégories, mais certains d'entre eux ne semblent pas s'inquiéter des règlements, au grand déplaisir des policiers chargés de leur rappeler leur condition de Juifs qui leur défend le port des armes.

²⁰ Cette définition de la Police dans l'ordonnance royale de 1667 est tirée de Hervé, "L'ordre à Paris au XVIII^e siècle...", p. 210.

²¹ Vouglans, *Les loix criminelles de France dans leur ordre naturel*, p. 148.

Ces "petits-mâîtres", c'est ainsi qu'ils sont nommés dans les archives, bien que quelques-uns soient d'origine portugaise, sont surtout avignonnais. Ces Juifs, on l'a vu plus haut, apparaissent pour la plupart dans une position médiane, c'est-à-dire que sans être pauvres et éloignés par leur mentalité de la société parisienne comme le sont la plupart des Juifs allemands, ils ne bénéficient pas encore de l'acceptation sociale dont jouissent la plupart des Juifs portugais. Perçus comme des Juifs arrogants et usurpateurs surtout en raison de leurs comportements de faux nobles, il ne faut pas s'étonner de voir que dans les relevés de Buhot, 21% de ces Juifs sont tenus pour des "mauvais" sujets, pourcentage qui va jusqu'à doubler si on ajoute les autres Juifs (21%) de cette catégorie qui sont alternativement "bons" et "mauvais" sujets (voir Tableau 4).

Même si chacun a sa place à tenir dans cette société, vouloir s'annobler est toujours un idéal au XVIII^e siècle²². Les Juifs ne peuvent accéder à la noblesse, mais certains espèrent manifestement atteindre ce prestige malgré l'interdiction. Les reproches des policiers sont nombreux concernant ces allures et cet affichage défendu aux Juifs qui témoignent d'une audacieuse indépendance de leur part. Cette forme d'expression est inquiétante pour les policiers parce que non seulement les Juifs concernés s'exhibent dans une société qui désire les maintenir en retrait mais ils peuvent aussi se servir de leur riche apparence pour tromper les gens sous cette façade. C'est ce à quoi un policier fait référence en dressant une liste de Juifs dont il juge à propos de se méfier. Il explique qu'il y a à Paris plusieurs jeunes Juifs "qui portent l'épée, font les libertins et qui n'étant pas connu en aucunes facons par le Public, duppent quand ils peuvent"²³. Buhot se plaint d'ailleurs que trop de Juifs avignonnais, soit de Bordeaux ou d'Avignon,

²² Mandrou, *La France aux XVII^e et XVIII^e siècles*, p. 83-84.

²³ A.B., 11 644, dossier Worms, 1753-1755: État des Juifs qui se rendent suspects à Paris faute par eux d'avoir des passeports, 15 février 1753.

fréquentent Paris. Il souligne que les "petits maîtres" parmi ces Juifs "ne peuvent qu'être fort dangereux pour la société". C'est du moins ce qu'il fait savoir à son supérieur tout en lui suggérant de refuser la demande de passeport que Semach David Dalpuget lui a fait parvenir. Ce Juif, explique-t-il, en plus d'avoir déjà été mêlé à une histoire de vol, ne doit plus être vu à Paris parce qu'il porte épée, plumet et talons rouges²⁴.

Des "petits-maîtres" frondeurs

Il semble que les Juifs qui se comportent en "petits-maîtres" sont très peu réceptifs aux réprimandes des policiers. Tel est, par exemple, le cas de Salomon qui, fort batailleur comme en témoigne sa plus récente querelle ayant attiré le guet, fronde Buhot en lui signifiant "qu'il quitteroit plutôt Paris que de ne point porter l'épée ou le couteau de chasse"²⁵. L'inspecteur fait alors part au Lieutenant général de Police de ses difficultés à contrôler les Juifs avignonnais, plus précisément les Astruc, les Paul, les Daquilar et les Ravel, lui écrivant: "malgré la défense que vous m'avez ordonné de faire aux Juifs qui sont à Paris, de porter épées et couteaux de chasse plusieurs petits maîtres se trouvent journellement en contravention". Faire un exemple pour cette nation est la solution qui s'impose selon lui. Il fait alors emprisonner Salomon. Or, de l'avis du père de celui-ci, qui écrit au Lieutenant général de Police pour réclamer la libération de son fils, il ne s'agit pas ici d'un délit criminel et comme il a besoin de son fils dans son commerce, il dit espérer une libération rapide. Ravel est alors relâché, non toutefois sans avoir servi d'exemple auprès de ses pareils qui circulent dans Paris en faisant les

²⁴ A.B., 10 231, Tableau des Juifs domiciliés à Paris..., 1756-1759: Lettre de Buhot au Lieutenant général de Police, 25 juin 1757.

²⁵ A.B., 11 912, dossier Ravel, 1755: Lettre de Buhot au Lieutenant général de Police, 24 juin 1755.

intrépides²⁶.

Quelques-uns de ces Juifs vont même jusqu'à changer leur nom afin de se donner une connotation encore plus noble. Tel est le cas d'Israël et d'Aaron Dalpuget qui se font appeler Harniche et Marquis d'Albuche. Ces frères qui, au moment de l'affaire, se font instruire au catholicisme, sont de "mauvais" sujets connus pour des escrocs. Ils se sont d'ailleurs réfugiés au Temple pour se soustraire aux poursuites de leurs créanciers. Rebelles, ils portent les armes, ne se conforment pas aux règlements et ignorent toutes les menaces dont l'inspecteur dit les accabler régulièrement. Le premier a déjà été incarcéré. Buhot espère un ordre pour les arrêter cette fois tous les deux car il constate que ces Juifs "osent tout se permettre". L'assurance que ces Juifs démontrent est ici peut-être liée au fait que leur famille est protégée par "M. l'avocat général". L'état du dossier ne permet malheureusement pas de savoir si la demande de Buhot a trouvé écho chez le Lieutenant général de Police ²⁷.

Dans l'esprit des policiers, les Juifs n'hésitent pas à usurper, que ce soit par le moyen de la conversion religieuse ou encore en se donnant une allure de nobles à Paris. Cette situation explique que le Juif converti est autant voire plus suspect qu'avant son changement religieux, comme l'est celui qui se pare d'attributs de nobles. Cette image qui présente les Juifs comme des usurpateurs a pour conséquence de renforcer la fermeture des policiers à l'idée de l'intégration des Juifs dans la société française. Or, si l'ordre social est troublé par certains Juifs qui se promènent à Paris avec nonchalance et arrogance, il est aussi ébranlé par les Juifs qui ont de solides comportements grégaires. Unis, les Juifs sont perçus comme des provocateurs par les policiers.

²⁶ A.B., 11 912, dossier Ravel, 1755.

²⁷ A.B., 12 069, dossier Israël et Aaron Dalpuget, 1767: Lettre de Buhot au Lieutenant général de Police, juillet 1767.

Chapitre 5

le Juif "grégaire"

Jusqu'à maintenant, on a étudié les Juifs sur un plan surtout individuel. Comprendre leur marginalité ne pourrait cependant être chose complète sans une analyse des pensées et des comportements que suscitent la sociabilité des Juifs à Paris. Celle-ci peut être retrouvée dans la capitale sous la forme de solidarités, de regroupements et de comportements collectifs. C'est dans les réactions des policiers suscitées par ces démonstrations qu'on peut voir que le gréganisme associé aux Juifs contribue à leur marginalisation au XVIIIe siècle.

Tous les comportements grégaires chez la population juive paraissent en fait suspects voire dangereux aux policiers. Les raisons sont simples: les Juifs étant perçus comme des "fripons", les autorités chargées de leur surveillance redoutent qu'une hausse des troubles sociaux soit engendrée par les démonstrations solidaires des Juifs. Une surveillance accrue des Juifs qui entretiennent différentes formes de sociabilité est alors réalisée par les policiers. Examinons d'abord le premier comportement grégaire des Juifs à Paris, soit le choix qu'ils font de se regrouper dans la ville.

5.1 La localisation des Juifs à Paris

La crainte de l'attroupement trouve un certain écho dans les endroits où les Juifs choisissent de s'installer à Paris. Ici, à l'aide des relevés de Buhot, un portrait de la distribution physique des Juifs dans la ville peut être dressé. L'analyse vise à comprendre le lien entre les différentes images que les policiers se font des Juifs et de leur localisation dans Paris. Pour ce faire, trois catégories ont

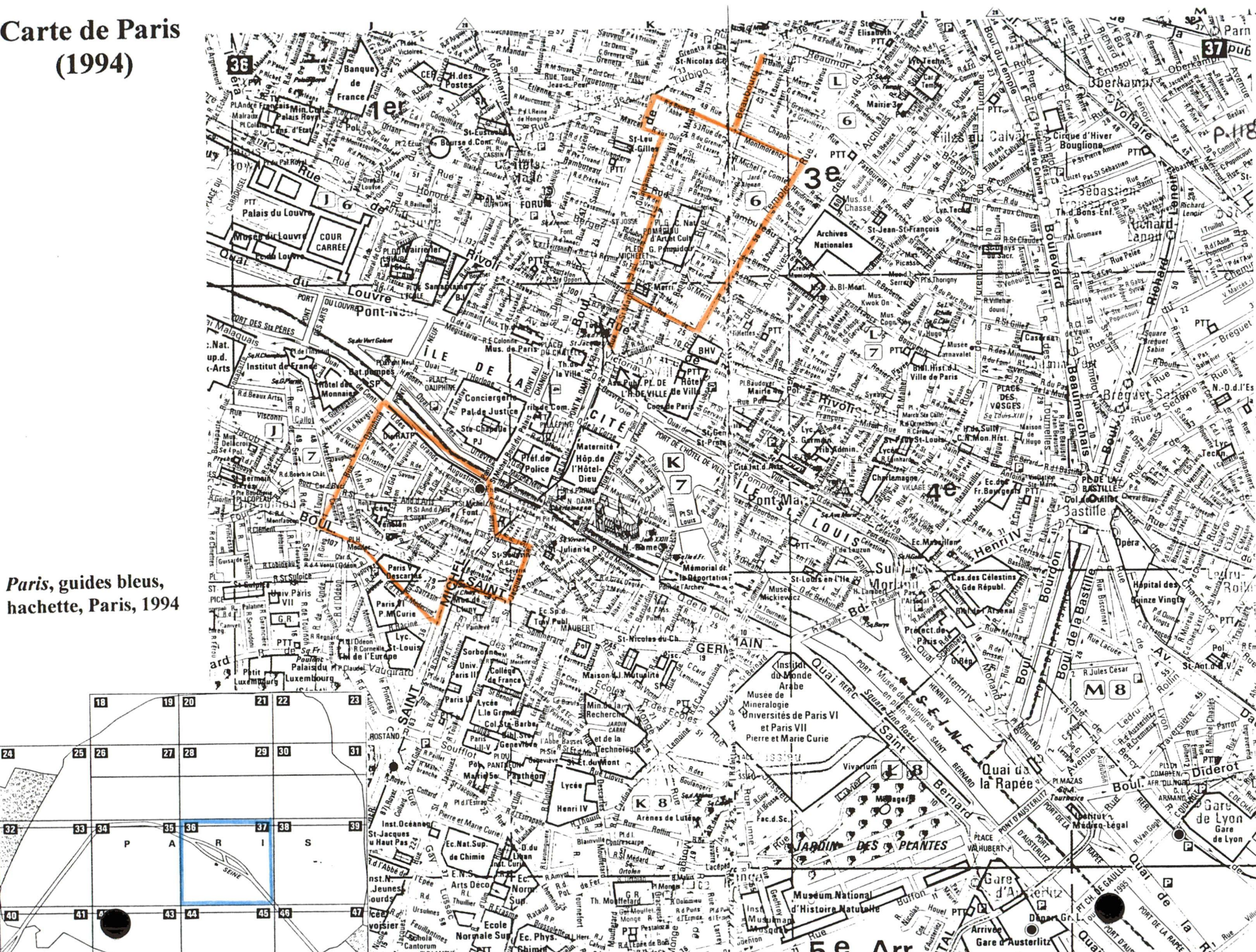
été créées: la rive, la rue et l'agglomération¹. Une analyse par quartier aurait bien sûr pu être choisie pour mieux comprendre les solidarités des Juifs dans leur milieu mais si les quartiers ont, sous l'Ancien Régime, une réalité sociologique, leurs limites ne correspondent pas toujours aux démarcations définies par l'administration municipale². Pour le cas des Juifs, plutôt que de se

¹ Cette analyse est réalisée à l'aide de la question 3 en annexe 1. D'abord, les deux rives sont prises en compte. Ensuite, les dix rues (5 pour chaque rive) les plus habitées par les Juifs sur la rive droite et la rive gauche sont étudiées distinctement. Enfin, deux agglomérations (une pour chaque rive) ont été créées après assurance de deux faits: 1) les 10 rues choisies sont contiguës dans chacune des deux rives et permettent la formation d'un groupement; 2) la majorité des Juifs habitent à l'intérieur de ces limites (88% des Juifs pour la rive droite et 86% pour la rive gauche) (voir Tableau 6 et Carte à la page 118). Cette analyse par concentration permet, d'une part, une étude de l'enracinement que trouvent ces concentrations dans les représentations et, d'autre part, une analyse plus juste des déplacements des Juifs (un déménagement d'un Juif qui se fait sur une rue adjacente faisant toujours partie de l'agglomération n'a pas le même impact et ne répond peut-être pas aux mêmes visées que celui du Juif se déplaçant d'une rive à l'autre). Mais, comme tous les Juifs ne témoignent pas de déplacements qualitatifs et quantitatifs semblables, comment recueillir des données représentatives des déménagements des Juifs? Une solution à deux voies a été retenue. Dans un premier temps, pour chaque Juif recensé, le nombre de domiciles différents lui ayant été attribués dans le rapport a été inscrit et, dans un deuxième temps, nous avons procédé à l'addition de tous ces domiciles. Ceci explique que les résultats de l'analyse dépassent le nombre de Juifs, informant plutôt qu'il y a eu 471 domiciles occupés par des Juifs. Il est aussi important de mentionner que les domiciles comptabilisés se rapportent à tous les domiciles différents occupés. Ainsi, si un Juif a habité au même endroit à toutes les dates où Buhot procédait à ses recensements, ce domicile a été compté une fois et non pas une fois pour chaque date où il apparaît à Paris, ce qui ne serait d'aucune pertinence et fausserait l'analyse. Inscrire deux fois le même domicile pour un Juif n'a en fait été effectué que dans deux cas, soit lorsqu'un changement de domicile brisait la constance d'un établissement (exemple: Samuel Oppenheim habite le 13 juin 1755 sur la rue Geoffroy-Langevin, le 16 février 1756 il est sur la rue Maubué et en décembre 1756, il est de retour sur la rue Geoffroy-Langevin) ou encore quand il s'agissait d'un changement de demeure produit dans la même rue (exemple: Salomon Hayem habite sur la rue Maubué le 13 juin 1755, le 2 janvier 1756 et en décembre 1756. Pour les deux premières dates, il tient une chambre garnie à "La Croix-Blanche" alors qu'à la dernière date, il est logé chez Crosnier). À ce niveau, bien que la numérotation des maisons n'est entreprise qu'à partir de 1779 à Paris (Lavedan, *Nouvelle histoire de Paris*, p. 285), des indices tels que les changements d'hôtel ou de logeur/logeuse permettent de retracer quelques-uns de ces déplacements. Parfois, l'inspecteur n'inscrivait que le nom des hôtes en guise de domicile du Juif. Or, comme ces derniers abritent souvent plus d'un Juif, il était quelquefois possible de situer la rue de leur domicile.

² M. Carmona, "L'administration municipale et les quartiers sous l'Ancien Régime (XVIIe-XVIIIe siècles)", dans Jean Favier, dir., *Les quartiers de Paris de la fin du Moyen-Age au début du XXe siècle*, Colloque organisé par Le Centre de Recherches sur l'Europe moderne et Le Centre de Recherches sur la Civilisation de l'Occident Moderne (Hôtel de Ville de Paris, Paris, 9 nov. 1991), mars 1992, p. 115-118: p. 117.

Carte de Paris
(1994)

Paris, guides bleus,
hachette, Paris, 1994



tourner vers les quartiers, il apparaît plus pertinent d'interroger géographiquement leurs comportements sociaux à l'aide des catégories (rives, rues, agglomérations) qui correspondent davantage à leur réalité.

Plusieurs motifs guident les Juifs lorsqu'ils arrivent à Paris et doivent trouver un endroit où se loger. Il est d'autant plus pertinent de les étudier alors qu'on sait qu'au XVIII^e siècle, ce n'est pas la tradition qui motive leur choix. Au contraire, les emplacements que les Juifs choisissent alors ne trouvent que très peu de continuité avec les anciens sites qu'occupaient leurs ancêtres au Moyen Âge³. Théoriquement exclus de Paris depuis 1394⁴, les Juifs qui sont revenus au XVIII^e siècle n'ont pas repris les choses là où leurs ancêtres les avaient laissées. Une constance apparaît toutefois: les Juifs s'établissent là où sont leurs coreligionnaires.

Dans le cas des Juifs, il ne fait nul doute que leur localisation dans la ville favorise d'étroites relations entre eux. Ils habitent très près les uns des autres⁵. Effectivement, la grande majorité des Juifs s'entassent dans deux agglomérations physiquement petites: 88% des Juifs de la rive droite se retrouvent dans l'une et 86% de ceux de la rive gauche, dans l'autre (voir Tableau 6 et Carte à la page 118). Cette concentration se perçoit également pour ce qui est des rues adoptées par les Juifs. C'est ainsi que les cinq rues les plus peuplées par les Juifs de chaque rive rassemblent 79% des Juifs de la rive droite et 68% de ceux de la rive gauche. La rue Maubué va même jusqu'à accueillir le tiers de tous les Juifs qui ont choisi d'occuper la rive droite (voir Tableau 6).

³ Le voisinage de l'ancienne juiverie de La Harpe était fréquenté par les Juifs du Moyen Âge et l'est encore au XVIII^e siècle (Anchel, *Les Juifs de France*, p. 75).

⁴ Blumenkranz, *Histoire des Juifs en France*, p. 250.

⁵ A. Daumard et François Furet, "l'activité professionnelle et l'originalité des quartiers", *Structures et relations sociales à Paris au milieu du XVIII^e siècle*, Paris, A. Colin, coll. "Cahier des Annales", vol. 18, 1961.

En réalité, l'intensité des liens entre les personnes habitant Paris ne s'explique pas uniquement par l'habitat. D'autres facteurs entrent en jeu pour tisser le filet des réseaux sociaux qui animent une société tels que, par exemple, l'occupation, le sexe et les loisirs⁶. Pour le cas des Juifs, le métier exercé et l'origine sont révélateurs à ce niveau.

La localisation des Juifs dans Paris semble se faire d'abord en fonction de l'origine. À ce niveau, deux groupes distincts apparaissent. Il y a, d'une part, les Juifs portugais et avignonnais, majoritairement situés sur la rive gauche (respectivement à 90% et à 73%) et, d'autre part, les Allemands et les Étrangers, logés principalement (respectivement à 90.5% et à 76%) sur la rive droite. Ces deux groupes de Juifs appartenant à des rites différents marchent ainsi une fois de plus sans chercher à se rapprocher. Comme les Juifs allemands sont les plus nombreux à Paris, c'est alors surtout sur la rive droite que se concentre la population juive parisienne (69%) (voir Tableau 5)⁷. Les Juifs d'une même communauté choisissent non seulement d'habiter la même rive mais aussi, bien que suivant une corrélation plus atténuée, les mêmes rues. Par exemple, les Juifs étrangers sont nombreux à être attirés par la rue Maubué (24% d'entre eux), les Avignonnais par la rue Saint-André-des-Arts (29% d'entre eux) et les Portugais par le quai des Augustins (32% d'entre eux) (voir Tableau 5).

Outre l'appartenance à une communauté, le métier exercé est un facteur important qui guide le Juif dans le choix de son établissement à Paris. Deux éléments paraissent ici influents, soit

⁶ D. Garrioch, *Neighbourhood and Community in Paris*, New-York, CUD, 1986, p. 101.

⁷ Dans l'ensemble, la rive droite est à Paris constituée de seulement 5 quartiers comparativement à 15 pour la rive gauche. Bien que les quartiers ne soient pas tous aussi peuplés les uns que les autres, la rive droite s'avère plus achalandée que la gauche (S. Pillorget, "Les quartiers de Paris aux XVII^e et XVIII^e siècles", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 17, no. 2, avril-juin 1970, p. 253-277: p. 255, 265, 271; Lavedan, *Nouvelle histoire de Paris*, p. 188).

l'environnement physique et la localisation de la communauté d'appartenance déjà en place. Il est à noter que pour certains cas, l'emplacement des gens de métier parisiens dans Paris semble aussi jouer sur l'établissement des Juifs, ce qui peut laisser croire à une certaine intégration des Juifs à leur milieu. D'abord, les Juifs s'établissent à Paris là où, géographiquement, leur commerce peut être mené avec plus de facilité. L'établissement des Juifs portugais et avignonnais tout près de la foire libre de Saint-Germain n'est certainement pas un fait étranger à leurs commerces⁸. Il s'agit d'une foire où le commerce est libre, c'est-à-dire en dehors de la juridiction des corporations, ce qui la rend accessible aux Juifs⁹. Quant aux Juifs allemands et étrangers, leur affection pour les quartiers de la rive droite semble étroitement liée aux Halles qui leur procurent de nombreux acheteurs¹⁰. Ils sont également plusieurs à être situés près du Temple, choix qui n'est pas dû au hasard car cet endroit, en plus d'abriter comme on l'a vu certains commerçants qui souhaitent remettre de l'ordre dans leurs affaires, procure une activité commerciale plus étendue: tous peuvent y jouir du privilège important qu'est la franchise des métiers qui permet aux commerçants et aux artisans de travailler en dehors des droits ordinaires des corporations de Paris¹¹. Bien que les libertés qui y sont permises ont été diminuées au XVIII^e siècle, les acheteurs sont encore nombreux à s'y rendre en raison notamment

⁸ Lambert, "À Paris, l'effet "capitale"", p. 88-89.

⁹ Anchel, *Les Juifs de France*, p. 75-76.

¹⁰ Anchel, *Les Juifs de France*, p. 76. Les quartiers de la rive droite ont aussi l'intérêt de procurer des possibilités d'hébergement à bon marché et un plus grand anonymat que les Juifs peuvent penser avoir dans ces quartiers plus peuplés (Hagege, "Les Juifs dans la section parisienne "Beaubourg"...", p. 45).

¹¹ T. Lardeur, "Des censives à l'histoire des quartiers", dans Jean Favier, dir., *Les quartiers de Paris de la fin du Moyen Âge au début du XX^e siècle*, Colloque organisé par Le Centre de Recherches sur l'Europe moderne et Le Centre de Recherches sur la Civilisation de l'Occident Moderne (Hôtel de Ville de Paris, Paris, 9 nov. 1991), mars 1992, p. 86-92: p. 88; Anchel, *Les Juifs de France*, p. 76.

des prix connus pour être avantageux et de certaines marchandises qui s'y trouvent alors qu'elles sont parfois interdites ailleurs dans la capitale¹². La friperie est une activité qui y est répandue. Comme les Juifs s'y adonnent également, ils paraissent ici s'intégrer au milieu¹³. L'étude de Jean de Viguerie et d'Évelyne Saive-Lever qui vise à mieux connaître la géographie socio-professionnelle de Paris permet de voir que la plupart des zones qui sont surtout orientées vers le commerce correspondent aux endroits choisis par les Juifs pour s'installer. En effet, des espaces qu'affectionnent les Juifs tels que le quartier des Halles, le quartier Saint-Honoré et la rue Saint-Martin sont concentrés à plus de 75% de gens issus de la classe dite "laborieuse" (marchands, artisans ou gens "sans qualité")¹⁴.

La disposition géo-professionnelle des Juifs qui sont déjà sur place oriente aussi les nouveaux arrivants à Paris. Cette organisation reflète bien l'esprit de corps qui anime les Juifs de la capitale. La soyerie chez les Juifs se pratique par exemple surtout sur la rive gauche: non moins de 61 des 74 commerces de soyerie tenus par des Juifs et recensés dans la capitale y sont situés. Quant aux quincailliers, ils sont aussi fortement regroupés mais, cette fois, sur la rive droite; 164 des 177 quincailliers juifs s'y trouvent. Enfin, les commerçants bijoutiers apparaissent légèrement plus répartis dans la ville, mais, toutes proportions gardées, c'est davantage la rive droite qui les attire avec 41 des 53 bijoutiers juifs qui y sont installés (voir Tableau 6). Les brocanteurs et les ambulants sont aussi installés à Paris de façon à se côtoyer, apparaissant presque en totalité sur la rive droite (un seul de ces Juifs habite la rive gauche (voir Tableau 7)). Les occupations sont

¹² Lardeur, "Des censives à l'histoire des quartiers", p. 88.

¹³ Anchel, *Les Juifs de France*, p. 76.

¹⁴ J. de Viguerie et Evelyne Saive-Lever, "Essai pour une géographie socio-professionnelle de Paris dans la première moitié du XVIIIe siècle", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 20, juillet-sept. 1973, p. 424-429: p. 424, 427-429.

déterminantes non seulement pour ce qui concerne la rive occupée mais aussi pour la rue. Les deux rues les plus peuplées de chaque rive peuvent ici servir d'exemples. La rue Maubué, située sur la rive droite, accueille surtout les quincailliers (70 des 177 quincailliers pour un total de 40%), lesquels y sont dominants à 65%¹⁵ (70 des 107 présences juives sur cette rue). L'historien Paul D'estrée décrit cette rue et son importance chez les Juifs ainsi:

[Dans] la rue Maubué, avec son dédale inextricable de passages obscurs et de ruelles étroites, où grouillait dans d'abominables [sic] bouge la partie la plus misérable et la plus dangereuse de la population parisienne. Cette sorte de ghetto était si bien la patrie adoptive d'Israël que la Police ne la désignait pas autrement que sous le nom de "Juiverie"¹⁶.

Quant à la rive gauche, c'est sur la rue Saint-André-des-Arts que les habitants juifs pratiquent surtout la soyerie (19 (25%) des 74 soyeriers s'y trouvent), lesquels s'y trouvent majoritaires à 70% (19 des 27 présences sur cette rue). Il est aussi intéressant de mentionner que la rue Bourbourg accueille de nombreux orphèvre français¹⁷, situation qui semble avoir attiré les bijoutiers juifs à s'y installer (10 des 38 Juifs de cette rue sont des bijoutiers) (voir Tableau 6).

N'habitant pas dans des guettos mais se regroupant malgré tout de façon déterminée notamment en fonction de leur origine et de leur profession, les Juifs de Paris présentent une disposition rapprochée dans la ville qui favorise leur solidarité et les rassemblements. Cette concentration influence certainement les policiers qui trouvent les Juifs trop "voyants" à Paris. Ils s'entendent en effet à vouloir restreindre le nombre de Juifs dans la capitale, n'appréciant guère le

¹⁵ Ce taux s'élève à 74% si on tient compte des Juifs qui combinent deux commerces ou ceux qui, en plus de leur commerce, ont une autre raison pour être à Paris.

¹⁶ D'Estrée, "Les Juifs à Paris sous le règne de Louis XV", p. 140-141.

¹⁷ J. Hillairet, *Dictionnaire historique des rues de Paris*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1957, p. 155.

développement de cette communauté qu'ils jugent trop rapide.

D'après D'Estrée, les Juifs n'étaient qu'une centaine à Paris dans les premières décennies du XVIII^e siècle, chiffre qui aurait quintuplé jusqu'à la période révolutionnaire¹⁸. L'accroissement -- non désiré -- des Juifs à Paris renforce les craintes des policiers à propos de l'attitude grégaire qu'ils attribuent à la nation juive. Buhot s'insurge ainsi de voir que les "hébreux", comme il se plaît à dire, augmentent en nombre chaque jour et ne manquent pas d'occasionner des plaintes à Paris. Selon lui, les mauvaises actions auxquelles s'adonnent régulièrement les gens de cette "race perverse" sont les preuves mêmes qu'il faut restreindre leur fréquentation de la ville¹⁹. Puis, comme les policiers croient que les malhonnêtetés dont sont prétendument capables les Juifs se font avec davantage de facilité dans des zones d'affluence, il en résulte une surveillance accrue des lieux propices aux attroupements, seconde manifestation du gréganisme des Juifs à Paris.

5.2 La crainte des rassemblements

Au XVIII^e siècle, les endroits susceptibles de favoriser les rassemblements sont surveillés de près par les autorités policières qui craignent d'y voir les mauvaises actions se multiplier, les policiers sachant bien que les vols, par exemple, sont souvent commis en groupe²⁰. Arlette Farge explique qu'il s'agit d'une première mesure qui conduira ensuite les autorités du XIX^e siècle à modifier la physionomie des villes pour rendre les milieux urbains plus impropres aux

¹⁹ A.B., 12 327, dossier Caen, 1768: Lettre de Buhot au Lieutenant général de Police, mai 1768.

²⁰ Une étude d'Arlette Farge sur le vol d'aliments à Paris au XVIII^e siècle montre que 36% des vols répertoriés sont commis à l'aide de complices (Farge, *Le vol d'aliments à Paris au XVIII^e siècle*, p. 179).

attroupements²¹. Au XVIIIe siècle, on s'en tient encore à surveiller les endroits "à risque". Cette orientation prend tout son sens dans les mentalités du temps, marquées par l'affermissement du contrôle des sociétés dans leur ensemble par les autorités policières. Partout en France un effort est donné afin d'améliorer l'efficacité de la sécurité publique, ce qui rend la crainte de l'attroupement de plus en plus présente²². Cette attitude vaut autant voire davantage pour les Juifs que pour les sujets français.

Les Juifs partent en effet déjà désavantagés dans l'esprit des policiers parce qu'ils sont accusés au départ de trop fortes solidarités dans leurs communautés, ce qui les rend plus indépendants des sociétés dans lesquelles ils oeuvrent et, par conséquent, suspects. Malherbes, par exemple, fait référence à ces comportements dans une étude commandée par le roi, sur l'émancipation des Juifs. Il soutient que la réforme des Juifs, leur intégration dans la société, bien qu'indispensables, s'annoncent ardues parce que leurs solidarités font qu'ils tendent à rester plutôt indépendants des sociétés qui les accueillent. Selon lui les Juifs forment non seulement un État dans l'État mais bien un État dans les États²³. Ils sont en quelque sorte trop imperméables aux objectifs de la société pour qu'il y ait bonne entente.

Au XVIIIe siècle, la Police française est en fait chargée de s'assurer que les rassemblements qui ont lieu soient sans écart aux moeurs, au gouvernement et à la religion du pays²⁴. Les réunions juives à caractère spirituel notamment font alors l'objet d'une surveillance et ce, surtout si elles se

²¹ Farge, "La répression à Paris au XVIIIe siècle", p. 50, 57.

²² Farge, *Vivre dans la rue...*, p. 223.

²³ L. Poliakov, *Histoire de l'antisémitisme*, Paris, Calmann-Lévy, 1991 (c1955), p. 64.

²⁴ Pillorget, *Claude-Henri Feydeau de Marville...*, p. 125.

déroulent dans la clandestinité.

Les assemblées religieuses

Au niveau religieux, on a déjà vu que la tolérance gagne en popularité au XVIIIe siècle. Or, il semble que cette liberté n'est acceptable que si elle demeure sur une base individuelle. Les lois prescrivent effectivement de fortes peines pour les cas d'assemblées religieuses illicites en dehors de la religion catholique. Les fautes des téméraires sont punies par la sanction de galères à vie pour les hommes ou d'enfermements perpétuels pour les femmes. Dans les deux cas, la confiscation des biens est également prévue et la peine de mort peut intervenir si les membres de l'assemblée sont armés²⁵. Dans la pratique, les peines sont généralement plus douces au XVIIIe siècle, consistant plutôt en un emprisonnement suivi d'un bannissement de la ville. Il faut cependant dire que dans le cas des Juifs, aucun office religieux ne semble avoir été surpris se déroulant avec des armes.

Quand on regarde de plus près, il apparaît en fait que ce ne sont pas tant les assemblées comme telles qui attirent la crainte mais plutôt le fait qu'elles sont cachées. N'étant pas portées à la connaissance des policiers, elles sont menaçantes²⁶. Un cas chez les Juifs du XVIIIe siècle attire ici l'attention. Il s'agit d'une assemblée religieuse se tenant dans la chambre de Jacob Worms en 1725. Quelques Juifs y participaient. Ayant eu écho d'une telle cérémonie à Paris, l'inspecteur Langlade se présente avec sa garde à l'office improvisé. La provenance de la délation reste inconnue mais puisque Worms, un puissant banquier, faisait à l'époque de nombreux créanciers mécontents, il se peut que l'un d'eux en soit la source. L'intervention de Langlade se résume en la confiscation

²⁵ Vouglans, *Les loix criminelles de France dans leur ordre naturel*, p. 17.

²⁶ Hervé, "L'ordre à Paris au XVIIIe siècle...", p. 207.

des vêtements et des livres religieux en hébreux qui ont servi à la cérémonie de même qu'au saccage de l'appartement, notamment le mobilier qui servait d'autel. Worms, Dalimbourg, May, Alphen, Jophet et Ory, membres ayant participé à l'assemblée, sont constitués prisonniers et ne recouvrent la liberté qu'après avoir consenti à la relégation hors de la ville.

Un fait intéressant dans cette histoire est que l'hôte de Worms, interrogé pourquoi il n'avait pas dénoncé les assemblées plus tôt à la Police, affirme qu'il avait fait son devoir en informant les autorités du fait dès qu'il en avait pris connaissance. Il soutient avoir alors reçu l'ordre de tolérer ces offices s'ils étaient exécutés en très petits groupes. Cette réponse que le commissaire de son quartier lui aurait donnée montre que la tolérance religieuse au XVIII^e siècle profite à des individuels ou à un cercle de peu de gens²⁷. Or, d'autres policiers, en l'occurrence l'inspecteur Langlade, continuent malgré tout d'appliquer de façon drastique les lois qui interdisent ces assemblées non catholiques. Pour ce qui concerne les Juifs pris en faute chez Worms, ils ne considèrent pas avoir commis un grave délit. Ils soutiennent qu'ils ne dérangent point et que peu de membres participaient à la réunion, les autres Juifs étant retournés à Metz célébrer la pâque, ce qu'eux-même n'avaient pu faire. Worms demande même la restitution de ses livres religieux. Ceux-ci sont cependant toujours en consigne en 1746, soit plus de vingt ans plus tard²⁸.

²⁷ Les cérémonies se doivent aussi d'être silencieuses et à l'abri des regards, l'hôte de Worms rapportant que le commissaire de Faq aurait permis ces cérémonies "pourvu que personne autre que des Juifs n'entrât dans ladite chambre et que cela ne causât aucun scandale" (A.B., 10 906, dossier Jacob Worms, Anchel May, Alexandre Halphen, Abraham Hallenbourg et Mandel, 1724-1726).

²⁸ A.B., 10 906, dossier Jacob Worms, Anchel May, Alexandre Halphen, Abraham Hallenbourg et Mandel, 1724-1726; Kahn, *Histoire de la communauté israélite de Paris: Les Juifs de Paris au XVIII^e siècle...*, p. 43.

Pour mieux juger l'ampleur du problème soulevé par les assemblés, à celles qui se font sous forme d'offices religieux peuvent être ajoutées celles qui ont lieu tous les jours à l'occasion des repas que les Juifs prennent ensemble. Si celles-ci ne sont pas cachées aux policiers, il ne fait nul doute que les activités qui s'y déroulent ne sont pas toutes portées à leur connaissance, ce qui les rend par conséquent suspectes.

Les assemblées conviviales

Une principale occasion de se rencontrer pour les Juifs est certainement à l'heure des repas. S'il fut un temps où Juifs et chrétiens se restauraient ensemble, ce temps est sous l'Ancien Régime bien révolu. En effet, dès le XIII^e siècle, sous les pressions de l'Église, les actions pour isoler les Juifs se sont multipliées, d'où l'apparition de la loi qui veut que les religions ne soient pas réunies à une même table²⁹. Ainsi, au XVIII^e siècle, les Juifs mangent ensemble dans des endroits spécifiques et ce, notamment pour des motifs religieux, leurs viandes devant être préparées par un boucher juif suivant les rites du judaïsme³⁰. Or, bien que les policiers apprécient ces comportements en retrait de la société dominante, ils s'appliquent toutefois à garder un oeil vigilant sur les activités qui ont lieu lors de ces rencontres. Afin de maximiser leur réussite à ce niveau, ils dirigent alors leurs efforts avant tout sur l'hôte ou encore la personne chargée de s'occuper des repas³¹.

²⁹ Katz, *Exclusiveness and Tolerance...*, p. 9.

³⁰ A.B., 10 752, dossier Haury, 1722: Lettre de Langlade au Lieutenant général de Police, 14 juin 1722.

³¹ Des policiers soutiennent même que les Juifs qui exercent cette profession sont illégalement à Paris (A.B., 10 752, dossier Weil (ou Vuaeil), 1722). Ils sont par contre admis car, après tout, des Juifs sont présents à Paris et leur communauté nécessite que des Juifs s'occupent de leurs repas.

Peu de souplesse caractérise les représentations des policiers à l'égard des cuisiniers juifs. Il est des cas par exemple où le renvoi des Juifs cuisiniers survient simplement parce qu'on considère que la nation juive est trop peuplée à Paris. La logique veut que les Juifs cuisiniers offrent des facilités à leurs coreligionnaires pour rester à Paris et que s'ils partent, leur départ pourrait bien en occasionner d'autres. C'est ainsi qu'au début du siècle, alors que peu de Juifs sont dans la capitale, Haury, Juif boucher de Metz, est arrêté puis relégué hors de Paris. Langlade souligne dans son rapport au Lieutenant général de Police que les Juifs cuisiniers, par leurs fonctions importantes au sein des communautés, "ne servent qu'à faciliter les autres de rester à Paris". Il estime alors que renvoyer ce Juif est nécessaire pour faire obstacle aux gens de cette nation "fort défavorable" qui se développe trop subitement à Paris³².

En fait, la marginalisation des Juifs cuisiniers par la Police tient surtout aux facilités que leur position peut procurer aux manipulations interlopes d'argent couramment associées aux Juifs. Par exemple, Johannes Weil (ou Vuaeil) est mis sous verrous parce qu'en plus d'être sans passeport à Paris, l'inspecteur Langlade soutient qu'il "n'a d'autre métier que de tenir auberge pour les Juifs de toutes les sinagogues". C'est chez lui que les Juifs de mauvaise réputation se rassemblent pour "manger et exercer leurs religion"³³. Or, par "religion", c'est le "judaïsme", synonyme d'usure, qu'il faut ici entendre, un autre policier expliquant en effet que la maison de Johannes est "une vraie retraite pour les fripons". Selon lui, cet endroit qui attire parfois plus de trente Juifs qui vont y faire leur sabbat sert plutôt de repère aux Juifs qui "y portent les effets qu'ils escroquent et sur lesquels

³² A.B., 10 752, dossier Haury, 1722: Lettre de Langlade au Lieutenant général de Police, 14 juin 1722.

³³ A.B., 10 752, dossier Weil (ou Vuaeil), 1722: Lettre de Langlade au Lieutenant général de Police, 14 juin 1722.

ils prestant de l'argent à usure"³⁴.

Puisque les Juifs qui accueillent leurs coreligionnaires pour les repas sont des figures centrales dans les activités qui se déroulent sous leur toit, les policiers, afin d'éviter les "désordres", tentent de s'assurer de leur intégrité et de leur droiture morale. Ainsi, par exemple, Salomon de Metz, cuisinier des Juifs depuis près de dix ans en 1740, semble agréable aux policiers car il les a parfois aidés à démasquer quelques voleurs de la nation israélite³⁵. D'autres plaisent cependant moins aux autorités qui les prennent en chasse lorsque leurs mauvaises actions sont connues. C'est le cas de Daniel Cahen et de Michel Franc, tous deux Juifs de Metz. Donner à manger aux Juifs n'est pour eux, selon les policiers, qu'un prétexte pour justifier leur présence à Paris, se servant de cette façade afin de camoufler les activités corrompues auxquelles ils s'adonnent. Tapin leur reproche d'attirer les plus mauvais sujets de la nation israélite à Paris. Il informe d'ailleurs le Lieutenant général de Police qu'en leur demeure, vols et prostitution sont largement soutenus. L'inspecteur juge leur emprisonnement nécessaire non seulement pour qu'ils y purgent leurs fautes, mais aussi afin de leur soutirer des informations utiles sur les autres Juifs indésirables à Paris qui semblent en grand nombre faire partie de leurs fréquentations. Le dossier demeure muet à savoir si l'ordre d'arrêt a été exécuté à l'endroit de Michel Franc mais son acolyte n'y a pas échappé. Lorsque Cahen sort de prison, Tapin s'aperçoit cependant que le prévenu continue toujours ses activités douteuses, ce pourquoi il s'applique à le faire expulser de la ville définitivement³⁶.

³⁴ A.B., 10 752, dossier Weil (ou Vuaeil), 1722: Lettre d'un policier, 1722.

³⁵ A.B., 11 466, dossier Joannes et autres, 1740-1741.

³⁶ A.B., 11 466, dossier Daniel Cahen et Michel Franc, 1739-1749.

L'épisode des deux veuves Salomon et Mayer-Lyon mérite aussi d'être ici souligné. Afin de subvenir à leurs besoins, ces femmes se sont réunies pour distribuer des repas aux Juifs à Paris. Tapin soutient que l'endroit où elles servent à manger est adopté par plusieurs Juifs étrangers et que des activités de débauches y ont lieu. Le dossier nous apprend que la femme de l'inspecteur est une amie intime d'une juive nommée Bernard qui sert également des repas aux Juifs et qui voit d'un très mauvais oeil la concurrence apportée par les veuves Salomon et Mayer-Lyon. Cela explique sans doute pourquoi les pressions de Tapin sont fortes pour qu'elles quittent la ville. Afin de faire entendre leur innocence, les veuves se tournent alors vers M. de Grevenbroch et vers des Juifs connus pour être d'honnêtes commerçants à Paris³⁷. Se portant à leur défense, ceux-ci soutiennent que les veuves semblent plutôt victimes des vexations de l'inspecteur. En fin de compte, dans ce débat, malgré les instances de Tapin, le Lieutenant général de Police se montre clément envers les deux cuisinières. Cette position ne manque pas de faire fulminer Tapin qui va jusqu'à reprocher à son supérieur sa trop grande souplesse, liberté qui n'est certes pas étrangère à son congédiement suivant cette histoire³⁸.

Le fait que les policiers se font suspicieux lorsqu'ils ont écho d'activités qui se déroulent là où les Juifs se rassemblent pour manger montre qu'ils sont sensibles aux solidarités et aux attroupements des Juifs à Paris. Il faut aussi voir que si les affronts faits à l'autorité policière sont réprimés, ils le sont encore davantage lorsque ceux-ci s'effectuent en présence d'un groupe de Juifs.

³⁷ Il s'agit de Mayer Cahen, Hayem Birié, Israël de Crehange, Daniel de Morhange, Jacob Jonas Levy, Lazard Dalsace, Joseph Dalsace et Abraham Olry Cahen.

³⁸ A.B., 11 587, dossier Benjamin et Mayer-Lyon, 1746-1747.

La peur des complots juifs

La peur de perdre l'autorité sur les Juifs modèle les réactions des policiers lorsqu'ils sont confrontés à des Juifs qui leur tiennent tête devant leurs coreligionnaires. Les policiers perçoivent ces démonstrations comme des complots qu'il faut étouffer rapidement afin de conserver le contrôle de la nation juive à Paris.

En réalité, très peu de ces types d'affrontements apparaissent dans les archives consultées. Les contacts physiques sont inhabituels entre les autorités policières et les Juifs, tout comme c'est le cas pour les Français et les policiers en général, notamment à partir de la seconde moitié du siècle³⁹. Pour ce qui est des Juifs, les cas connus concernent en majorité les Avignonnais qui, comme on l'a vu, se comportent à Paris d'une manière un peu trop démonstrative au goût des policiers. Par exemple, Moyse Astruc, Juif déjà poursuivi à Paris au moins deux fois pour porter l'épée et le couteau de chasse, engage en 1761 un affrontement hors du commun avec Buhot. L'inspecteur rapporte qu'ayant averti ce Juif de se conformer aux lois parce qu'il se promenait encore à Paris avec sa fierté de noble, celui-ci lui aurait répondu agressivement "allés vous faire foutre je n'ay point de compte à vous rendre, et laissés moy tranquile"⁴⁰. Cette insulte ayant été prononcée en présence d'une vingtaine de Juifs, l'officier réitéra ses ordres, auxquels Mayer aurait répliqué: "Fou moy le camp (...) ou je te fous mon épée à travers le corps"⁴¹ et, passant aux actes, il aurait attaqué Buhot. L'inspecteur, aidé d'Hébert, un exempt de robe qui passait par là, le mit en déroute.

³⁹ B. Garnot, "Pour une histoire nouvelle de la criminalité au XVIIIe siècle", *Revue historique*, vol. 288, no. 584, 1992, p. 289-303: p. 290.

⁴⁰ L'énoncé est souligné dans le texte.

⁴¹ L'énoncé est souligné dans le texte.

Dans le rapport qu'il adresse au Lieutenant général de Police sur cette affaire, Buhot dit qu'il s'agit d'un complot de cette nation. Il se plaint que, comme Astruc, plusieurs Juifs persistent à porter l'épée et qu'il faut agir "pour contenir ces espee de gens indociles et libertins, naturellement seditieux et mutins". Ses supérieurs croient aussi qu'un ordre permettant à Buhot d'arrêter tous les Juifs surpris à porter les armes à Paris est nécessaire. De plus, puisque l'inspecteur a été "vivement insulté", l'option d'afficher une ordonnance du Roi à tous les carrefours pour maintenir ces Juifs dans l'ordre est aussi discutée. La suite de l'histoire nous apprend que cette mesure n'a pas été appliquée. Les choses se sont réglées alors que, sous les conseils de la Marquise Madame Lecour de Malon qui le protège, Astruc s'est rendu de lui-même à la Police. Cette démarche volontaire a pu alléger la peine qu'il a eue à purger en prison⁴².

Un autre appel au complot par Buhot apparaît en 1755 suite à une nouvelle décision du Lieutenant général de Police qui veut que les Juifs "qui brocantent en cette ville [se soumettent à] prendre des livres à l'effet d'inscrire les marchandises et effets qu'ils acheteront", ceci afin de mieux contrôler leurs activités. En fait, il s'agit d'une mesure qui est de plus en plus répandue au XVIII^e siècle notamment pour les métiers de la rue à Paris⁴³, ceux-ci étant perçus comme menaçants parce qu'ils sont précaires et entraînent l'instabilité, comme on l'a vu plus tôt. Par des règlements tels que celui-ci, les policiers espèrent prévenir les activités clandestines qu'ils associent souvent à la vente de rue. Mais le nouveau règlement pour les brocanteurs juifs ne semble pas avoir été reçu sans mécontentement. Au contraire, l'inspecteur rapporte à son supérieur qu'il a eu écho d'une assemblée

⁴² A.B., 12 014, dossier Salomon Ravel et Moyse Astruc, 1758-1761: Lettre de Buhot au Lieutenant général de Police, 30 juin 1761; Kahn, *Histoire de la communauté israélite de Paris: Les Juifs de Paris au XVIII^e siècle...*, p. 57-58.

⁴³ Farge, "La répression à Paris au XVIII^e siècle", p. 53-57.

où il aurait été question d'un complot pour ne pas se soumettre à ce nouveau contrôle. En réalité, les Juifs s'y sont conformés, comme l'atteste Buhot, même si certains l'ont contournée, prétendant devoir quitter Paris pour célébrer la pâque à Metz mais déclarant vouloir s'y soumettre dès leur retour dans la capitale. Buhot ne leur fait toutefois pas confiance et croit que ces Juifs sont allés parler de toute cette affaire à leurs syndicats pour tenter de supprimer le nouveau règlement. Selon lui, si les Juifs prétendent vouloir se soustraire à ce contrôle pour des raisons commerciales, il s'agit d'une bien "faible excuse [qui] prouve clairement qu'ils craignent que l'on ait connaissance des mauvaises affaires qu'ils font très souvent"⁴⁴. La suite de l'histoire -- s'il y en a une -- reste malheureusement inconnue dans les Archives de la Bastille.

Outre quelques nuances, les archives policières montrent qu'au XVIII^e siècle, se plaindre que les Juifs se tiennent entre eux est une chose commune chez les policiers. En fait, derrière l'agacement que fait naître la sociabilité des Juifs se cache le sentiment pour le policier d'être mis à l'écart, sensation qui dégénère vite en l'angoisse de perdre le contrôle.

5.3 Faire face à la solidarité des Juifs

La peur de ne pouvoir percer les solidarités des Juifs à Paris est forte et inspire les interventions policières que suscitent ces types de démonstrations. Quelques outils de surveillance sont alors utilisés car ils sécurisent les policiers dans leurs fonctions. L'un de ces moyens dont se dotent les intervenants policiers consiste à s'assurer de la bonne connaissance des mouvements des Juifs à Paris.

⁴⁴

A.B., 10 229, Rapports, placets et procès-verbaux concernant la surveillance des Juifs, 1721-1755: Lettre de Buhot au Lieutenant général de Police, 18 mars 1755.

La voie de la délation

Une façon efficace pour les autorités de reconnaître les Juifs qui sont malfaisants à Paris est précisément de s'en informer auprès des autres Juifs de la ville. Si cette tactique vient à diminuer en efficacité, l'emprise réelle des policiers sur la population juive se trouve alors réduite. Ainsi, cette relative dépendance de la coopération des Juifs est une réalité avec laquelle les policiers n'ont pas le choix de composer. Collaborer avec la Police joue en contrepartie en faveur des Juifs qui s'y prêtent. Ceci permet même parfois à certains d'entre eux de pouvoir rester à Paris alors qu'il en serait autrement sans cette aide qu'ils procurent aux autorités parisiennes. Quelques Juifs qui se sont déjà mal comportés à Paris sont ainsi tolérés en raison de leur prétendue "utilité" pour les inspecteurs. Nathan de Morhange est l'un d'eux. Ce Juif ayant "fait autrefois beaucoup de bruit dans Paris pour les différentes affaires qu'il a eues", Buhot mentionne dans son rapport au Lieutenant général de Police qu'il s'est adouci et qu'il "s'est rendu quelquefois utile"⁴⁵. Dans la plupart des cas, n'en déplaise aux policiers, les Juifs informateurs voire délateurs offrent leurs services moyennant une compensation. Au milieu du siècle, l'inspecteur Legrand se plaint d'ailleurs dans une lettre à son supérieur des coûts que lui occasionne cette situation. Soutenant que cette dépense reste par contre nécessaire pour recueillir des informations pertinentes et adéquates sur les comportements des Juifs séditieux à Paris, il propose une augmentation de son budget pour ces sortes d'affaires⁴⁶. Mais un document écrit par Legrand quelques années plus tard nous renseigne sur la difficulté que les policiers ont parfois à obtenir des renseignements malgré les récompenses promises. L'inspecteur

⁴⁵ A.B., 10 229, Rapports, placets et procès-verbaux concernant la surveillance des Juifs, 1721-1755.

⁴⁶ A.B., 10 229, Rapports, placets et procès-verbaux concernant la surveillance des Juifs, 1721-1755: Lettre de Legrand au Lieutenant général de Police, 16 nov. 1748.

se plaint que sa bourse diminue à vive allure sans qu'il ne soit assuré de pouvoir rassembler les informations qu'il convoite au sujet de certains Juifs de la ville, se plaignant que les gens de "cette Nation portée au mal" s'entendent "tous comme larons en foire"⁴⁷. Il semble ainsi parfois difficile pour les policiers de briser les solidarités juives et d'obtenir les informations dont ils ont besoin.

Si l'on ne peut obtenir la collaboration, un autre outil, à l'inverse de celle-ci est utile aux policiers: la punition exemplaire. Il s'agit de sévir contre un ou plusieurs Juifs afin d'amener la nation juive à "bien" se comporter à Paris.

La punition par l'exemple

À l'aide de l'"exemple", les policiers espèrent véhiculer une image d'autorité. Ils veulent montrer qu'ils appliquent les règlements et sanctionnent les Juifs qui y contreviennent en espérant ainsi intimider leurs coreligionnaires et les encourager à bien se comporter dans la capitale.

La punition exemplaire sert d'abord de recours pour favoriser le contrôle, comme l'exprime Legrand en énonçant qu'"il est important pour contenir cette Nation de faire de tems à autres quelqu'exemple"⁴⁸. C'est ce stratagème que l'inspecteur Tapin utilise à l'endroit de Polack Moses Cahen. Ce Juif est à Paris avec son fils qui est connu comme un très mauvais sujet, ayant même échappé de peu à la pendaison à Londres. Or, comme le fils a déjà quitté Paris au moment où l'inspecteur procède à l'arrestation, c'est le père seul qui est emprisonné, simplement pour défaut de passeport. L'"exemple" que l'inspecteur fait de ce geste produit visiblement l'effet qu'il désire.

⁴⁷ A.B., 10 230, Rapports au Lieutenant de Police Berryer sur la surveillance des Juifs, 2 janvier-16 juillet 1756: Lettre de Legrand au Lieutenant général de Police, date imprécise mais après 1752.

⁴⁸ A.B., 11 763, dossier Ravel, 1751: Lettre de Legrand au Lieutenant général de Police, 30 juin 1751.

Legrand explique que "sa detention tient tous les Juifs qui sont en cette ville alairtes pour se munir de passeports et par cet effet ils ont partis plusieurs pour aller a Versailles afin de faire expedier leurs passeports. Cette exemple ne laissera pas que de servir a les mettre en regle"⁴⁹.

L'"exemple" sert aussi à dissuader les autres Juifs de venir ou revenir à Paris. Les policiers espèrent que la leçon de sévérité qu'ils donnent en passant aux actes aura pour effet d'éloigner de la capitale les Juifs récalcitrants aux règlements. Quand, en 1719, la majorité des Juifs de Metz s'apprêtent à retourner en terre messine pour y fêter la "feste des tabernacles", l'inspecteur fait incarcérer sept de ces Juifs pour séjour non autorisé à Paris. Il compte sur ce geste pour dissuader leurs semblables de revenir à Paris après leur fête. Bien que l'inspecteur semble douter de l'efficacité que peut avoir son geste en raison de la ténacité des Juifs à venir à Paris, il persévère dans la répression, mentionnant que les autres Juifs illicites dans Paris qui "se sont sur le champs cachés" suite à la punition "exemplaire" qu'il vient d'ordonner, ne manqueront pas d'être arrêtés s'ils sont découverts⁵⁰.

Enfin, l'"exemple" est aussi parfois utilisé pour faire plaisir aux gens qui ont été trompés par des Juifs. Il s'agit ici de nulle autre chose que d'emprisonner des Juifs afin de montrer au public que la Police protège les prétendues victimes des Juifs contre les manoeuvres malhonnêtes attribuées d'emblée aux gens de cette nation. Notamment, en 1764, deux Juifs nommés Jacob Silva et Samuel Hartochgt sont arrêtés parce qu'ils ne sont pas en règle et n'ont point d'argent, ni de crédit ni de commerce, ce qui laisse croire à Buhot qu'ils "meditoient sans doutte de tromper quelques

⁴⁹ A.B., 11 565, dossier Cahen, 1744-1745: Lettre de Tapin au Lieutenant général de Police, 14 février 1745.

⁵⁰ A.B., 10 661, dossier Lion Isaac Halfen, Nathan Maret, Joseph Levy, Cerf Carribac (ou Carlebar), Salomon Halfen, Jacob Worms et Salomon Lion Halfen, 1719: Lettre d'un inspecteur au Lieutenant général de Police, 1er oct. 1719.

marchands pour partir ensuite ainsi qu'ont fait plusieurs autres Juifs depuis peu de jours"⁵¹. Emprisonnés durant près d'un mois, ces Juifs s'opposent à signer un ordre qui les chasse de la capitale. Buhot ne compte toutefois pas changer d'avis et justifie auprès du Lieutenant général de Police la nécessité de ce bannissement: "Cet acte de sévérité parroit nécessaire dans ce moment tant pour donner satisfaction au public lezé par la suite de plusieurs Juifs qui ont abusé de sa confiance et emporté beaucoup d'argent et de marchandises que pour contenir ceux de leur espèce qui sont actuellement en cette ville et empêcher à d'autres d'y venir"⁵².

Que les policiers soient suspicieux et répréhensifs à l'égard des Juifs, faisant preuve de solidarités ou de rassemblements, est en réalité une conséquence de l'ensemble des images négatives que les policiers entretiennent face aux Juifs. Ne leur faisant pas confiance notamment au niveau du commerce, les policiers ne peuvent voir qu'à la négative la sociabilité des Juifs, les soupçonnant d'agir de la sorte afin de donner plus de force à leurs mauvaises activités et tromperies qui sont d'ailleurs jugées déjà assez nombreuses à Paris au goût des autorités policières.

⁵¹ A.B., 12 220, dossier Jacob Silva et Samuel Hartochgt, 1764: Lettre de Buhot au Lieutenant général de Police, février 1764.

⁵² A.B., 12 220, dossier Jacob Silva et Samuel Hartochgt, 1764, Lettre de Buhot au Lieutenant général de Police, 19 mars 1764.

Tableau 5: Répartition des domiciles des Juifs dans Paris au milieu du XVIIIe siècle selon leur origine

emplacements dans Paris vs origine	Juifs allemands	Juifs avignon-nais	Juifs portugais	Juifs étrangers	Juifs non-classés	Sans mention	TOTAL
RIVE DROITE							
rue Maubuë	93 (32%)	-	-	12 (24%)	2 (25%)	-	107
rue Saint-Martin	48 (16%)	-	1 (2,5%)	1 (2%)	-	2 (22%)	52
rue Geoffroy-Langevin	44 (15%)	-	-	-	1 (12,5%)	-	45
rue Beaubourg	37 (13%)	-	1 (2,5%)	-	-	-	38
rue Montmorency	13 (4%)	-	-	-	1 (12,5%)	-	14
sous-total	235 (80%)	-	2 (5%)	13 (26%)	4 (50%)	2 (22%)	256
intérieur de l'agglomération	258 (88%)	-	2 (5%)	19 (37%)	4 (50%)	2 (22%)	285
extérieur de l'agglomération	8 (2,5%)	2 (3%)	4 (10%)	20 (39%)	-	5 (56%)	39
Total (rive droite)	266 (90,5%)	2 (3%)	6 (15%)	39 (76%)	4 (50%)	7 (78%)	324 (69%)
RIVE GAUCHE							
rue Saint-André-des-Arts	-	20 (29%)	6 (14,5%)	-	1 (12,5%)	-	27
Quai des Augustins	-	9 (13,5%)	13 (32%)	3 (6%)	-	-	25
rue de l'hirondelle	-	5 (7%)	4 (9,5%)	-	1 (12,5%)	-	10
rue des Cordeliers	4 (1%)	-	-	-	-	-	4
rue Hautefeuille	-	9 (13,5%)	-	-	-	-	9
sous-total	4 (1%)	43 (63%)	23 (56%)	3 (6%)	2 (25%)	-	75
intérieur de l'agglomération	5 (1,75%)	57 (84%)	25 (61%)	4 (8%)	4 (50%)	-	95
extérieur de l'agglomération	5 (1,75%)	4 (6%)	5 (12%)	1 (2%)	-	-	15
Total (rive gauche)	10 (3,5%)	61 (90%)	30 (73%)	5 (10%)	4 (50%)	-	110 (23%)
AUTRES							
Autres	16 (5%)	5 (7%)	3 (7%)	6 (12%)	-	-	30 (6,5%)
Sans mention	2 (1%)	-	2 (5%)	1 (2%)	-	2 (22%)	7 (1,5%)
TOTAL							
TOTAL	294 (100%)	68 (100%)	41 (100%)	51 (100%)	8 (100%)	9 (100%)	471 (100%)

Tableau 6: Répartition des domiciles des Juifs dans Paris au milieu du XVIIIe siècle selon leur occupation

emplacements dans Paris vs occupation	c.quin cail-lerie	c. soye-ries	c. bijou-terie	autre s c.	deux c.	un c. et un non-c.	non-c.	sans men-tion	TOTAL (par rives)
RIVE DROITE									
rue Maubué	70	-	10	-	13	1	8	5	107 (33%)
rue Saint-Martin	25	2	9	1	10	1	3	1	52 (16%)
rue Geoffroy-Langevin	23	-	4	-	9	2	7	-	45 (14%)
rue Beaubourg	16	-	10	-	2	6	4	-	38 (12%)
rue Montmorency	1	-	3	2	-	2	6	-	14 (4%)
sous-total	135	2	36	3	34	12	28	6	256 (79%)
intérieur de l'agglomération	154	2	37	3	36	14	31	8	285 (88%)
extérieur de l'agglomération	10	4	4	-	-	3	10	8	39 (12%)
Total (rive droite)	164	6	41	3	36	17	41	16	324 (100%)
RIVE GAUCHE									
rue Saint-André-des-Arts	-	19	-	-	4	-	3	1	27 (24,5%)
Quai des Augustins	5	8	1	4	-	-	6	1	25 (23%)
rue de l'hirondelle	-	7	2	-	1	-	-	-	10 (9%)
rue des Cordeliers	-	-	-	-	4	-	-	-	4 (3,5%)
rue Hautefeuille	-	8	-	-	1	-	-	-	9 (8%)
sous-total	5	42	3	4	10	-	9	2	75 (68%)
intérieur de l'agglomération	5	59	3	4	11	-	11	2	95 (86%)
extérieur de l'agglomération	-	2	3	2	1	2	3	2	15 (14%)
Total (rive gauche)	5	61	6	6	12	2	14	4	110 (100%)
AUTRES									
Autres	8	7	6	1	1	-	6	1	30 (100%)
Sans mention	-	-	-	-	1	-	1	5	7 (100%)
TOTAL									
TOTAL	177	74	53	10	50	19	62	26	471 (100%)

Note sur le tableau 6:

Pour ce qui concerne les 24 Juifs pratiquant deux commerces et les 10 Juifs ayant à la fois un commerce et une autre occupation (voir note de renvoi 27 à la page 71), dans ces tableaux (Tableaux 5, 6 et 7), les Juifs de la première catégorie comptent pour avoir eu 50 domiciles et les Juifs de la seconde catégorie, 19. Les dédoublements sont au nombre de 16 sur la rive gauche, 51 sur la rive droite et 2 dans la catégorie "autres". Ainsi cette analyse peut être un peu biaisée du fait que la rive gauche se trouve quelque peu gonflée par cette situation. Or, ceci est fait de façon tout de même assez proportionnelle à la situation juive à Paris, les Juifs étant au départ doublement plus nombreux sur cette rive. Quant aux emplacements de la catégorie "autres", voici comme ils se présentent: Temple (3), Chaillot (4), prison (1) et endroits non repérés dans Paris même avec l'aide notamment du *Dictionnaire historique des rues de Paris* de Hillairet (22 mentions mais 19 endroits différents). Ces indications non retrouvées apparaissent sous ces nominations dans les archives: Pierre, relieur; Masson, marchand de bierre; Ponsardin; hôtel de Beaujeu; Lebrun, chaudronnier; chez Lacroix; chez une fruitière; chez mlle. Endornie; Desjuin, marchand papetier; Hôtel de la Salamanque, Lebrun, chaudronnier; rue de la calande; quay des hormones (3); rue Jean-Pain-Mollet (3); rue du Harley; rue de Touraine; rue Bétizy; rue Neuve-Guillemin. Quelques-unes de ces rues du XVIII^e siècle ont été identifiées après la confection des tableaux. Elles auraient eu une incidence très maigre sur les résultats. Les voici: rue de la calande devenue boulevard du Palais (rive droite); quay de hormones devenu quai des Célestins (rive droite); rue Jean-Pain-Mollet devenue rue du four (rive gauche); rue du Harley devenue cours du passage (rive droite); rue de Touraine devenue soit rue Saint-Onge (rive droite) ou rue Dupuytren (rive gauche); rue Bétizy devenue rue Perreault (rive droite) et rue Neuve-Guillemin devenue rue du four avec la rue Jean-Pain-Mollet (rive gauche).

Tableau 7: Répartition des Juifs ambulants et brocanteurs au milieu du XVIII^e siècle dans la ville de Paris

emplacements dans Paris vs état	pratique itinérante	pratique de la brocante	pratiques de la brocante et de l'itinérance	aucune de ces activités	TOTAL
RIVE DROITE					
rue Maubué	14 (58,5%)	35 (46%)	15 (35,5%)	43 (13%)	107
rue Saint-Martin	1 (4%)	11 (14%)	4 (9,5%)	36 (11%)	52
rue Geoffroy-Langevin	1 (4%)	7 (9%)	5 (12%)	32 (10%)	45
rue Beaubourg	2 (8,5%)	9 (12%)	5 (12%)	22 (6,5%)	38
r. Montmorency	-	2 (3%)	-	12 (3,5%)	14
sous-total	18 (75%)	64 (84%)	29 (69%)	145 (44%)	256
intérieur de l'agglomération	24 (100%)	69 (91%)	32 (76%)	160 (48,5%)	285
extérieur de l'agglomération	-	6 (8%)	2 (5%)	31 (9,5%)	39
Total (rive droite)	24 (100%)	75 (99%)	34 (81%)	191 (58%)	324
RIVE GAUCHE					
rue Saint-André-des-Arts	-	-	-	27 (8%)	27
Quai des Augustins	-	-	-	25 (8%)	25
rue de l'hirondelle	-	-	-	10 (3%)	10
rue des Cordeliers	-	-	-	4 (1%)	4
rue Hautefeuille	-	-	-	9 (3%)	9
sous-total	-	-	-	75 (23%)	75
intérieur de l'agglomération	-	-	-	95 (23%)	95
extérieur de l'agglomération	-	-	1 (2,5%)	14 (4%)	15
Total (rive gauche)	-	-	1 (2,5%)	109 (33%)	110
AUTRES					
Autres	-	1 (1%)	6 (14%)	23 (7%)	30
Sans mention	-	-	-	7 (2%)	7
TOTAL					
TOTAL	24 (100%)	76 (100%)	41 (100%)	330 (100%)	471

Conclusion

À l'aide des archives judiciaires déposées à la Bastille, ce sont les différentes représentations que les policiers se font des Juifs, alors que ceux-ci visent à élargir leurs libertés en France, qui ont été approchées dans ce travail. L'avantage d'étudier des représentations est qu'elles permettent d'atteindre l'univers mental des gens, en l'occurrence ici celui des policiers face à un individu ou un groupe, ici la nation juive. En fait, que ces perceptions soient fondées ou non, l'important est de savoir que les gens croient qu'elles sont fondées. Motivant ainsi les comportements, ce sont elles qui confortent la marginalité des Juifs, lui donnent une couleur. Bref, avec les représentations, on voit comment s'opère la marginalité, celle-ci étant bien plus qu'une simple désignation car elle se passe dans la tête des gens.

Les images négatives entretenues à l'égard des Juifs sont nombreuses et bien définies, témoignant de ce fait de la position fermée des autorités policières parisiennes face aux Juifs tout au long du XVIIIe siècle. Ce n'est en réalité qu'une indulgence qu'ils font aux Juifs de les laisser venir à Paris et leur pouvoir de décision à ce sujet est encore entier. Elles n'hésitent pas à sévir contre un Juif lorsqu'un soupçon se fait entendre, l'important étant d'abord et avant tout de protéger la population parisienne et de maintenir l'ordre dans la ville.

Cette manière de considérer la société parisienne sans les Juifs explique pourquoi le "bon" Juif ne semble pas exister dans l'esprit des policiers. Regardé comme un être marginal en raison de son origine, le Juif qui se comporte bien à Paris est malgré tout l'objet de soupçons et de méfiance. Ceci rend la frontière précaire entre le "bon" Juif et le "mauvais" Juif, les premiers pouvant

rapidement se retrouver dans le clan des seconds. Les "mauvais" Juifs sont en fait perçus comme tels parce qu'ils répondent à des préjugés des policiers qui associent les Juifs aux tromperies, ruses et mutineries. Cette image est en vérité si forte au XVIII^e siècle qu'elle est même transposée du Juif à la nation. On en est venu à inculquer à la nation entière les torts de certains Juifs. L'une des conséquences à cette généralisation qui est déterminante dans les représentations des policiers est le renforcement des mesures de contrôle des Juifs à Paris. Partant de l'idée qu'on ne peut se fier aux Juifs, il va en effet de soi que, par la réglementation, les "désordres" que les Juifs sont soupçonnés de provoquer risquent d'être réduits.

Concernant les mesures adoptées spécifiquement pour les Juifs qui viennent à Paris au XVIII^e siècle et dont la principale est l'obligation au passeport, les Juifs se font reprocher d'être désobéissants. On considère qu'ils sont nombreux à ne s'y soumettre qu'avec peine et négligence et cette situation ne manque pas de provoquer des mécontentements chez les autorités policières qui les souhaiteraient plus soumis pour mieux contrôler leur présence à Paris. Cet écart entre la théorie qui veut que tous les séjours des Juifs et leurs activités soient déclarés à la Police parisienne et la pratique qui montre en réalité des Juifs plutôt rebelles à l'autorité, ne fait qu'accroître les tensions entre les deux groupes. Les policiers se plaignent de trop grandes libertés prises quotidiennement par la population juive à Paris alors que les Juifs eux-mêmes en souhaitent visiblement davantage. Toute l'ampleur de la marginalité des Juifs à Paris tient cependant dans les comportements malhonnêtes qui leur sont associés.

Reconnus pour être déloyaux dans les rapports commerciaux qu'ils entreprennent, les Juifs sont sans cesse affligés de reproches de cette nature par les policiers qui, sans même le cacher, ne souhaitent pas leur présence à Paris à cause de ce manque de probité qu'on leur attribue dans les

activités commerciales. Or, les Juifs doivent malgré tout au commerce leur acceptation à Paris. Étant un champ d'activité typique des Juifs, il est accepté. Ainsi, si d'une part le commerce est déterminant pour les Juifs qui sont attirés par la capitale car c'est souvent lui qui leur permet l'accès à la capitale, il agit d'autre part comme la principale cause de leur marginalisation. C'est en quelque sorte un cercle vicieux qui empêche les Juifs d'être intégrés dans la société française car il influence de manière négative les jugements des policiers. Lorsque, par exemple, les Juifs font des efforts pour être perçus comme tous les autres Français, des soupçons pèsent lourdement sur la sincérité dans leurs intentions.

Les tentatives des Juifs pour changer leur statut de "Juif", que ce soit par la conversion au catholicisme ou par l'adoption d'attributs de nobles, sont perçues avec suspicion par les policiers. Ceux-ci soupçonnent les Juifs de vouloir usurper les Français en tentant d'éloigner la méfiance des gens à leur endroit par ces intentions prétendument sincères. Ils perçoivent ainsi les Juifs comme s'ils agissaient de manière à mieux servir leurs visées d'escroqueries à Paris plutôt que pour véritablement s'intégrer à la société française. L'association du Juif à l'argent et à la fraude est ainsi plus importante dans l'esprit des policiers que ne l'est le désir de le voir s'intégrer. Ceci explique qu'ils s'emploient à surveiller les Juifs plutôt qu'à leur donner des moyens pour restreindre leur marginalité dans la société parisienne via l'intégration. Ils désirent que les Juifs soient le plus effacé possible, préférant en quelque sorte ne pas les voir, prenant le parti de ne les tolérer que sous la condition qu'ils ne "dérangent" point.

La sociabilité des Juifs se situe à l'encontre de ces objectifs poursuivis par les policiers, ce pourquoi la nation juive n'est pas la bienvenue à Paris. Que cette sociabilité prenne la forme de rassemblements, de solidarités ou de comportements de groupe, les policiers la perçoivent comme

une menace car elle montre en fait des Juifs qui s'affichent. De plus, faire preuve de fortes solidarités ou encore provoquer des attroupements à Paris ne peut selon eux que servir les mauvais desseins de certains Juifs à Paris, tout en restreignant la compétence de la Police à bien contrôler les affaires des Juifs dans la ville. Aussi, pour faire face à la solidarité des Juifs, les policiers n'hésitent-ils pas notamment à en punir certains pour en faire un exemple auprès de la nation. En utilisant cette approche autoritaire, les policiers espèrent, d'une part, éloigner les plus "mauvais" des Juifs de la capitale et, d'autre part, rendre la population juive plus soumise à Paris.

Toutes ces représentations négatives à l'égard du Juif démontrent en réalité un écart entre l'attitude des policiers parisiens et le discours éclairé de l'époque dans laquelle elle s'inscrit. Le "mauvais" Juif est tenace dans l'esprit des policiers, lors même qu'une société fondée sur les principes de souveraineté nationale et d'égalité civique pour tous tendait à être instaurée¹. De plus, c'est encore l'époque où des déistes, surtout, ces partisans d'une "religion naturelle", ont commencé à remettre en question la place des Juifs dans le modèle sociétal chrétien de l'Ancien Régime². Les policiers de Paris ne semblent visiblement pas avoir été parmi ceux qui se sont souciés de l'amélioration du sort des Juifs dans la société française³. Bien au contraire, à travers les relations qu'ils entretiennent avec la population juive, on voit plutôt qu'ils ne croient pas en l'intégration des

¹ Bossenga, "Protecting merchants...", p. 610.

² L'idée de réformer le statut des Juifs germe en Allemagne, plus précisément autour du philosophe juif Mendellsohn. Dès 1781, par exemple, les Juifs des terres autrichiennes jouissent de nouvelles possibilités dictées par un édit de tolérance (dispense du péage corporel et accès à des professions agricoles et industrielles qui leur étaient jusque-là interdites). La France participe à son tour rapidement au mouvement et Paris devient l'un des foyers où naissent et se diffusent les idées des Lumières, ce qui ne manque pas d'attirer dans la capitale de nombreux Juifs de la France et d'ailleurs qui désirent profiter de ce courant qui proclame de plus grandes libertés. Voir Blumenkranz, *Histoire des Juifs en France*, p. 271; Moulinas, "Du ghetto pontifical à la nation française...", p. 40.

³ Poliakov, *Les Juifs et notre histoire*, p. 24.

Juifs dans la société, s'appliquant surtout à les tolérer s'ils se montrent dociles, sans pour autant chercher à les aider.

En réalité, les défenseurs des Juifs ont une attitude inverse. Partant de l'idée qu'étant donné que les arguments qui rendent la société française si rébarbative aux aspirations des Juifs à devenir de véritables citoyens renvoient toujours à la vieille image qui lie le Juif à l'usure, au mépris du mercantilisme, à la concurrence déloyale et à l'improductivité, les défenseurs de la cause juive soutiennent qu'il faut intégrer les Juifs en tant que citoyens complets car c'est précisément en tenant les Juifs à l'écart des "activités honorables" qu'ils viennent à s'adonner à des activités qui leur valent ces positions de parias. C'est ainsi l'intégration des Juifs dans la société française qui est visée, un objectif qui sera d'ailleurs poursuivi tout au long du XIXe siècle⁴.

Dans ce débat sur la place des Juifs dans la société française, déistes, philosophes et penseurs ont en réalité des opinions très mitigées. Si, par exemple, Jean-Jacques Rousseau et Lessing militent pour leur intégration, il en est tout autrement de Voltaire et de Kant qui ne les veulent pas pour égal⁵. Le débat est parfois virulent, composé de critiques envoyées de part et d'autre⁶. Mais, règle générale, si les "éclairés" se rangent plutôt du côté des Juifs, ou du moins croient que leur situation doit s'améliorer, très peu d'entre eux s'impliquent activement pour la cause des Juifs. En fait, comme

⁴ Szajkowski, *Les Juifs dans la littérature française au XVIIIe siècle*, p. 252; F. Raphaël, "Diversité des institutions ecclésiastiques: le judaïsme religion française reconnue", dans Jacques LeGoff et René Rémond, dir., *Histoire de la France religieuse: du roi très chrétien à la laïcité républicaine*, Paris, Seuil, t. 3, 1991, p. 333-361: p. 333.

⁵ Poliakov, *Les Juifs et notre histoire*, p. 25.

⁶ Par exemple, M. Mirbeck, homme politique d'Alsace qui prenait parti pour les Juifs, soutenait que ses adversaires étaient souvent fermés aux Juifs "parce que ces auteurs ont mieux aimé se livrer aux impressions de leur enfance, que de chercher les traces de la vérité, dans la nuit des siècles reculés". Il méprisait cette étroitesse d'esprit et disait que Voltaire, avec ses sarcasmes, avait fait "autant de tort aux Juifs qu'à sa propre religion" (A.N., H1 1641, no. 7, Lettre de M. de Mirbeck à M. Estienne, 5 nov. 1784).

l'explique Blumenkranz, "la force des préjugés était telle que nombre de philosophes hésitaient entre la pitié due aux victimes de l'oppression et l'aversion insurmontable que leur inspirait le judaïsme"⁷.

Il reste néanmoins que quelques Français, épris des idées des Lumières, ont aidé et supporté les Juifs au XVIIIe siècle. Parmi eux se trouvent notamment Malesherbes, chargé par le roi de la cause de l'émancipation des Juifs, Mirabeau et l'abbé Grégoire, homme religieux qui s'est illustré par sa participation au concours lancé par la Société des Arts et des Sciences de Metz en 1787 et qui avait pour thème "est-il moyen de rendre les Juifs plus utiles et plus heureux en France?"⁸. Ce concours est d'ailleurs un moyen parmi d'autres retenu par souci d'améliorer les conditions des Juifs dans la société française à laquelle ils prennent part, ce dont, nous l'avons vu, les policiers ne semblent pas s'être préoccupés, conservant au contraire une attitude dictée par la volonté de "contrôle" au détriment de la "confiance".

Se penchant sur les représentations des Juifs, pour mieux comprendre leur marginalité et ses enjeux dans la société française, il serait intéressant d'analyser les images qu'avaient d'autres groupes parisiens au XVIIIe siècle. Les Archives de la Bastille pourraient d'ailleurs fournir ces ouvertures car si la correspondance policière exploitée ici constitue la majeure partie des feuillets contenus dans les dossiers, d'autres motivations d'écriture apparaissent également: il y a les écrits (requêtes,

⁷ Blumenkranz, *Histoire des Juifs en France*, p. 269.

⁸ Le Concours de Metz a fait trois gagnants mais c'est l'abbé Grégoire qui a eu le plus d'influence sur le sort des Juifs. Des neuf participants, deux se sont d'ailleurs montrés défavorables à la cause des Juifs, l'un -- un nommé Haillecourt, procureur au Parlement de Metz -- a même proposé comme solution au problème juif une expulsion en masse dans les déserts de la Guyane. Il s'exclamait: "À quoi bon chercher à rendre les Juifs utiles? À quoi bon, heureux?". Ainsi, bien que des résistances aux Juifs sont encore présentes et exprimées au XVIIIe siècle, certains esprits cherchant pour eux une situation meilleure s'élèvent. Voir Kahn, *Les Juifs de Paris pendant la Révolution*, p. 4, 10; M. Gilbert, *Atlas of Jewish Civilization*, London, Macmillan, 1990, p. 91.

lettres, etc.) des Juifs concernés, ceux des gens qui les protègent et enfin ceux des personnes qui, à l'inverse, portent plainte contre eux.

Dresser d'abord un portrait des caractéristiques des défenseurs et des opposants des Juifs et ensuite confronter leurs représentations des Juifs permettrait de faire ressortir d'autres visages de la marginalité des Juifs dans la société parisienne du XVIII^e siècle. Ceci serait possible en analysant notamment les aspects mis de l'avant par ces différents intervenants (éléments religieux, économiques ou autres).

Quant aux lettres des Juifs emprisonnés adressées aux policiers, elles ont l'intérêt de présenter les stratégies que les Juifs emploient pour donner une image favorable d'eux et ainsi contrecarrer l'opinion des autorités policières. Les analyser permettrait de comprendre en quelque sorte la façon dont les Juifs se mettent en valeur pour recouvrer leurs libertés, conscients qu'on exige d'eux de ne pas causer de "désordre" à Paris. Projettent-ils une image qui les rapproche des Français ou mettent-ils plutôt en valeur une attitude qui évoque une spécificité juive?

C'est en fait la question de la place des Juifs dans la société française qui est débattue ici. En théorie, au XVIII^e siècle, sans être citoyens parce que les lois l'interdisent et parce qu'ils sont marginalisés en raison de leur religion et des perceptions qui en découlent, les Juifs ne sont pas pour autant considérés comme des étrangers car, installés pour la plupart depuis quelques générations en France, ils apparaissent n'avoir pour terre d'appartenance que le territoire français⁹. Cette position intermédiaire par rapport à celle des Français d'origine et à celle des étrangers est dans la pratique perçue de manière différente, parfois même opposée, par les groupes qui prennent position sur le sort des Juifs au XVIII^e siècle, qu'il s'agisse des policiers, des Juifs, des défenseurs des Juifs ou

⁹ Anchel, *Les Juifs de France*, p. 17-18.

encore des oppresseurs des Juifs. Les uns les disent étrangers, les autres Français. C'est dans les différences qui opposent ces discours que peut être perçue l'ampleur même du débat.

Étudier aussi la situation des Juifs en contraste avec celle d'autres groupes religieux en quête d'émancipation politique permettrait d'élargir les connaissances des images qui modèlent la marginalité des Juifs dans leur bataille pour être reconnus citoyens en France. Les Protestants, par exemple, sont un groupe avec lequel les parallèles risquent d'être intéressants. Eux aussi sont considérés comme des êtres illégaux en France jusqu'à la Révolution française mais ils ne connaissent pas exactement les mêmes oppositions que les Juifs dans leur débat pour l'émancipation politique, la différence tenant surtout aux préjugés économiques qui affectent davantage la nation juive¹⁰. Cette distinction vaut d'ailleurs aux Juifs d'être la seule entité religieuse à voir sa cause ajournée, en décembre 1789, alors que tous les autres non-catholiques sont accueillis au rang des citoyens actifs¹¹. Bien que le but des Protestants et des Juifs soit identique, soit l'acquisition des mêmes droits que tous les Français, la résistance moindre à l'égard des Protestants se perçoit notamment chez les philosophes qui sont beaucoup plus nombreux à supporter les adeptes du protestantisme que ceux du judaïsme¹².

¹⁰ Depuis la révocation de l'édit de Nantes en 1685 les protestants "vivaient dans un état de non-droit", comme les Juifs (Boitel, "1791: Liberté, Égalité, Fraternité", p. 66).

¹¹ Ce qui est décrété le 24 décembre par l'Assemblée se lit comme suit: "les non catholiques pourront être électeurs et éligibles aux conditions fixées, qu'ils sont capables de tous emplois civils et militaires, comme tous les autres citoyens (...), sans rien préjuger relativement aux juifs, sur l'état desquels l'Assemblée nationale se réserve de se prononcer". Voir Boitel, "1791: Liberté, Égalité, Fraternité", p. 69; Monin, "Les Juifs de Paris à la fin de l'Ancien Régime", p. 95.

¹² M. Yardeni, "Les Juifs dans la polémique sur la tolérance des protestants en France à la veille de la Révolution", *Revue des études juives*, vol. 132, fasc. 1-2, janvier-juin 1973, p. 80-94: p. 85-86.

Enfin, étudier les marches différentes des communautés juives pour leur émancipation permettrait sans doute de mieux comprendre, dans un premier temps, les difficultés qu'ont eues les Juifs à être reçus comme de véritables sujets en France et surtout, dans un second temps, les réactions des Français face aux mécontentements qui les opposaient. On aurait en effet tendance à croire que les Juifs du XVIII^e siècle se sont montrés solidaires face à l'administration française afin d'unir leurs efforts pour accéder à leur émancipation mais la situation a en réalité été toute autre. Elle présente plutôt un tableau où les relations entre les diverses communautés sont tendues et intentionnellement éloignées¹³ et ce, malgré des revendications semblables: soit "le maintien de leurs prérogatives communautaires et l'octroi de libertés surtout géographiques et économiques"¹⁴. On peut effectivement voir qu'au XVIII^e siècle les Portugais évitent d'être considérés, sous le seul prétexte de la religion, de la même façon que les ashkénazes, ces "tudesques" qui, de petits métiers, "vivent difficilement et médiocrement dans un milieu qui leur est franchement hostile", alors qu'eux-mêmes gagnent généralement bien leur vie en s'intégrant à la population locale¹⁵. Même avec les Avignonnais dont la réalité physique et culturelle se rapproche de la leur, les tensions sont apparentes. Par exemple, à Bordeaux, les Juifs portugais entendent bien ne partager avec aucun autre groupe leurs privilèges de "Nouveaux Chrétiens et marchands portugais", ce qui faisait dire à Tourny, intendant à Bordeaux au milieu du XVIII^e siècle, que "l'inimitié entre les Portugais et les Avignonnais est plus forte qu'entre les catholiques et les Portugais"¹⁶.

¹³ Szajkowski, "Relations among Sephardim, Ashkenazim...", p. 172.

¹⁴ Nahon, "Séfarades et Ashkenazes en France...", p. 129.

¹⁵ Boitel, "1791: Liberté, Égalité, Fraternité", p. 63; Philippe, *Les Juifs à Paris...*, p. 19-20.

¹⁶ Citation prise dans Neher-Bernheim, "Un savant juif engagé...", p. 408-409.

Il advient toutefois que ces dissensions entre les différentes communautés juives font certainement l'affaire de quelques adversaires des Juifs, notamment des commerçants chrétiens et de certaines autorités qui ont intérêt à entretenir ces conflits internes, les premiers pour des raisons financières et les seconds afin de maintenir une surveillance serrée des Juifs¹⁷. Par contre, elles ne sont pas comprises de la même façon par les Révolutionnaires qui s'impliquent en faveur des Juifs dans le débat. Récusant l'idée de caste ou de corporation, la distinction entre Juifs allemands et Juifs portugais n'a en effet pour eux guère de sens. Ceci témoigne encore une fois de l'éloignement entre les Juifs et les Français au XVIIIe siècle¹⁸.

¹⁷ Neher-Bernheim, "Un savant juif engagé...", p. 408-409.

¹⁸ Philippe, *Les Juifs à Paris...*, p. 19-20.

Annexe 1

Modèle de fiche no 1

Source: Relevés de Buhot (1755-1759)

1. Numéro correspondant au nom:
2. Sexe: M F
3. Présences à Paris / Domicile (rue, rive et position face à l'agglomération¹):
 13-05-55
 02-01-56
 16-06-56
 -- -12-56
 30-12-57
 30-05-58
 29-12-58
 06-06-59
4. Raison de la présence à Paris:
 commerce: soyeries:
 bijouterie:
 quincaillerie ou clincaillerie²:
 autres:
 non-commerce: _____
 sans mention:
5. Information sur les passeports émis:
 avec passeport:
 -passeport de -un an

¹ Les cinq rues les plus peuplées par les Juifs de chaque rive sont surtout retenues pour étudier le phénomène de rassemblement, d'exiguïté. Voici comme elles se présentent: RIVE DROITE: 1. rue Maubué (actuellement rue Simon-le-Franc) 2. rue Saint-Martin 3. rue Geoffroy-Langevin 4. rue Beaubourg 5. rue Montmorency; RIVE GAUCHE: 1. rue Saint-André-des-Arts 2. Quai des Augustins 3. rue de l'Hirondelle 4. rue des Cordeliers (actuellement École-de-Médecine) 5. rue Hautefeuille. Repérer les rues logées par les Juifs est une opération qui a été facilitée par le *Dictionnaire historique des rues de Paris* de Hillairet. Ces rues font toutes partie des deux agglomérations (une pour chaque rive) qui sont ici formées afin d'approfondir l'étude de la situation géographique des Juifs à Paris (voir Carte à la page 118).

² "Quincaillerie" est synonyme de "clincaillerie" aux XVIIe et XVIIIe siècles (É. Littré, *Dictionnaire de la langue française*, Paris, Gallimard/Hachette, t. 6, 1958, p. 731). Vers 1770, le mot "quincaillerie" signifie des "bijoux, faux ou de mauvais goût, médailles, etc.". Quant au terme "clincaillerie", il désigne, à la fin du XVIIe siècle une "mauvaise imitation de métaux, pierreries; synonyme: quincaillerie" (P. Robert, *Le grand Robert de la Langue française: Dictionnaire alphabétique & analogique de la langue française*, Paris, Le Robert, t. 7 et 2, respectivement p. 966 et p. 659).

- six mois
- trois mois
- étranger
- "passeport" pour seule mention

sans passeport:

- sans passeport:
- sans passeport mais demande exécutée
- pas toujours un passeport:

exemption de passeport:

sans mention:

6. Origine³:

- Juifs -allemands:
- avignonnais:
- portugais:
- étrangers:

³ Les catégories ici retenues sont inspirées surtout des indicatifs de Roblin (*Les Juifs de Paris: démographie, économie, culture*, p. 35-49) et des sources ici exploitées dans les archives. Sous la nomination "Juifs portugais" nous retrouvons: "Bayonne" (5), "Bordeaux" (11), "Espagnols" (2), "Amsterdam" (1), "Portugais" (5) et "Salamandre" (3). Concernant les "Juifs avignonnais", 13 sont d'Avignon et 25 sont passés par Bordeaux avant d'atteindre Paris (ces derniers étant parfois difficiles à distinguer des Juifs portugais, ce sont leurs noms qui nous servent d'indice: "Astruc" (5), "Carcassonne" (1), "Dalpuget" (9), "Petit" (4), "Ravel" (1), "Sazia" (1) et "Vidal" (4) sont des Juifs avignonnais). Trois catégories peuvent être formées pour ce qui concerne les Juifs allemands. D'abord, il y a les "Juifs allemands messins": "Metz" (54), "Bignet" (5) et "Herlingen" (1), les deux dernières villes étant désignées comme "près de Metz". Ensuite, nous trouvons les "Juifs allemands d'Alsace et de Lorraine": "Alsace" (1), "Arkeim" (A) (1), "Bezonville" (L) (1), "Bischeim" (A) (6), "Boulay" (L) (1), "Brouteville" (A) (1), "Dienze" (L) (2), "Frémingue" (L) (2), "Modzchy" (A) (1), "Nancy" (L) (4), "Nolback" (L) (1), "Obernay" (A) (2), "SarLouis" (A) (2), "Sirentz" (A) (1), "Strasbourg" (A) (1), "Rosheim" (A) (1). Enfin, il y a les "Juifs allemands étrangers": "Ansbacq" (1), "Allemagne" (2), "Allemand" (1), "Altonat ou Haltenat" (4), "Amsterdam" (12) (ici encore ce sont les noms des Juifs qui nous ont permis de distinguer les Juifs d'Amsterdam selon qu'ils sont des Juifs portugais ou allemands), "Augsbourg" (1), "Bamberg" (2), "Bavière, Berlin" (3), "Bohème" (1), "Bonn" (1), "Boresse" (1), "Cologne" (4), "Dalefer" (Frieziende) (1), "Darmstadt" (1), "Dersamoutte" (Pologne) (1), "Dresde" (3), "Fleguin" (1), "Francfort" (6), "Franconie" (2), "Fürth" (5), "Guniglauche" (2), "Hambourg" (7), "Hanovre" (1), "Hart, Haufsten" (près de Mayence) (2), "Hausbach" (1), "Hollande" (3), "Limbourg" (1), "Manheim" (4), "Mayence" (1), "Meilbach" (1), "Mersfort" (1), "Pologne" (5), "Prague" (1), "Presbourg" (5), "près Mayence, Ratisbonne" (1), "Rausbourg" (1), "Trèves, Suiabacq" (1), "Veicherheim" (en Franconie) (1), "Vienne" (2), "Worms" (2). Les "Juifs étrangers apparaissent sous ces indications: "Angleterre" (3), "Anglois" (2), "Caire" (1), "Constantinople" (1), "Le havre" (1), "Livourne" (6), "Londres" (10), "Turin" (1). Aucun indice d'origine apparaît pour trois Juifs, soit Isaye de Sazia, Mayer Worms et Suzana Limbourg. Il est aussi à souligner que dans les quelques cas où des femmes ou enfants sont compris dans la même cellule que leur mari ou leur père, il était parfois difficile de percevoir si la provenance était la même pour tous, mais elle était sous-entendue dans la plupart des cas. Finalement, cinq Juifs ont été classés dans la catégorie "non-classés" car leur nom et leur provenance ne semblent pas indiquer la même appartenance: Lyon Emanuel Gloga (Nuremberg), Aron Roget (Bordeaux), Alexandre Léon (Hambourg), Simon de Gueldres (Dusseldorf) et Lazare Franc (Bordeaux).

- non classés:
- sans mention
- 7. Commentaire sur la conduite:
 - bon sujet⁴:
 - mauvais sujet⁵:
 - opinions changeantes:
 - de bon à mauvais:
 - de mauvais à bon:
 - plus de deux changements d'opinions
 - sans mention:
- 8. Pratique de la brocante: oui non
- 9. Pratique itinérante: oui non
- 10. Autres: _____

⁴ Les "bons" sujets peuvent être repérés sous les inscriptions: "il n'y a pas\point de plaintes contre luy", "se comporte bien", "bonne conduite", "n'est pas revenu de plaintes contre luy", "bonne réputation", "se conduit bien", "on dit du bien de luy", "se comporte assez bien" et "ne fait point/pas parler de luy".

⁵ Les inscriptions permettant d'identifier un "mauvais" sujet sont: "il serait bon de le renvoyer", "bon pour la prison", "mauvais sujet", "n'a pas une excellente conduite ny réputation", "renvoyé de Paris pour banqueroute", "a beaucoup de plaintes contre luy", "mauvaise réputation", "très mauvais sujet", "suspect", "faudrait l'arrêter", "petit-maître portant souvent l'épée", "petit-maître et libertin", "suspect dont la conduite est bonne à observer", "intrigant", "pas un trop bon sujet", "il ne promet pas être meilleur sujet que son père", "rien de positif contre luy", "ce ne sont pas d'excellents sujets", "veiller sur sa conduite", "fait beaucoup de bruit dans Paris".

Correspondance entre les représentants de l'ordre

17. Nombre de feuillets (ajouter toujours le rang pour chaque intervention s'il y a présence de plusieurs feuillets):
18. Motif(s) de l'arrestation:
19. Autres motifs qui s'ajoutent par la suite s'il y a:
20. Fait-on des rapprochements avec la famille du Juif?
Si oui, lesquels? _____
21. Démarches entreprises par les représentants de l'ordre:
Y a-t-il une recherche d'information de réalisée? oui non
Si oui, auprès de qui (personne et rang): _____
22. Les représentants de l'ordre ont-ils fait signer ces types de papiers aux Juifs:
promesse de remboursement de dettes oui non
relégation hors du Royaume oui non
interrogatoire: oui non

Argumentation:

En faveur du Juif

23. Éléments de nature économique:
24. Éléments de nature religieuse et sociale:
25. Éléments liés aux règlements imposés aux Juifs:

En défaveur du Juif

26. Éléments de nature économique:
27. Éléments de nature religieuse et sociale:
28. Éléments liés aux règlements imposés aux Juifs:
29. Y a-t-il des généralisations faites sur la nation? oui non
Si oui, lesquelles:
30. Autres:

Écrits du Juif concerné

31. Nombre de feuillets (ajouter toujours le rang pour chaque intervention si plusieurs feuillets):
32. Écrit-il pour: être libéré autre motif _____ les deux
33. Nie-t-il la raison pour laquelle il est retenu?
oui non en partie (différence des discours) _____
34. Fait-il parvenir des pièces jointes susceptibles d'aider son cas? oui non

Si oui, lesquelles:

Argumentation:

- 35. Éléments de nature économique:
- 35. Éléments de nature religieuse et sociale:
- 36. Éléments liés aux règlements imposés aux Juifs:

- 37. Y a-t-il des générations faites sur la nation? oui non
 Si oui, lesquelles:

- 38. Autres:

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

1 SOURCES

1.1 Sources manuscrites

Archives de la Bastille

A.B., 10 229, Rapports, placets et procès-verbaux concernant la surveillance des Juifs, 1721- 1755.

A.B., 10 230, Rapports au Lieutenant de Police Berryer sur la surveillance des Juifs, 2 janvier-16 juillet 1756.

A.B., 10 231, Tableaux des Juifs domiciliés à Paris et rapports sur ces Juifs par l'inspecteur Buhot, 1756-1759.

A.B., 10 649, dossier Worms, 1718-1719.

A.B., 10 661, dossier Lion Isaac Halfen, Nathan Maret, Joseph Levy, Cerf Carribac (ou Carlebar), Salomon Halfen, Jacob Worms et Salomon Lion Halfen, 1719.

A.B., 10 734, dossier Joseph (ou Lazare) Ottolinguay, Abraham Mayer, Salomon Dhambourg et Isaac Hambourg, 1721.

A.B., 10 743, dossier Cahen, 1722.

A.B., 10 752, dossier Haury, 1722.

A.B., 10 752, dossier Weil (ou Vuaeil), 1722.

A.B., 10 753, dossier Louise Lacours, 1722.

A.B., 10 754, dossier Salomon Levy, 1722.

A.B., 10 764, dossier D'Altrof, 1723-1726.

A.B., 10 786, dossier Lion d'Hambourg, 1723.

A.B., 10 814, dossier Celiman Franc, 1724.

A.B., 10 841, dossier Marc Levy, 1724.

A.B., 10 853, dossier Pracque, 1724.

A.B., 10 863, dossier Samuel Levy, 1724-1726.

A.B., 10 906, dossier Jacob Worms, Anchel May, Alexandre Halphen, Abraham Hallenbourg et Mandel, 1724-1726.

A.B., 10 961, dossier Coullot, 1727-28.

A.B., 11 074, dossier Valabrègue et Keyser, 1729.

A.B., 11 095, dossier Fonseca, 1730.

A.B., 11 208, dossier Salvador, juillet 1732.

A.B., 11 384, dossier Rubens Daltrof, Michel Prague, Salomon Bernard et Raphaël Cerf, 1734.

A.B., 11 427, dossier Lazare et Jacob Guédion, 1739.

A.B., 11 466, dossier Joannes et autres, 1740-1741.

A.B., 11 466, dossier Daniel Cahen et Michel Franc, 1739-1749.

A.B., 11 508, dossier Cerf d'Ambourg, Joseph Lallemant et Jacob Wel, 1742.

A.B., 11 516, dossier Cerf Dambourg, Samuel Baumarin, Joseph Allemand, Jacob Weille, Marc Allemand et Liock, 1742.

A.B., 11 565, dossier Cahen, 1744-1745.

A.B., 11 573, dossier Bernard Levy dit Salomon, 1745.

A.B., 11 576, dossier David Oulphe, 1745.

A.B., 11 580, dossier Isaac Walack et Lion Gloga, 1745.

A.B., 11 587, dossier Benjamin et Mayer-Lyon, 1746-1747.

A.B., 11 598, dossier Marchand Levy, 1746.

A.B., 11 601, dossier Abraham Oulman(n)e ou Ulmann, 1746.

A.B., 11 644, dossier Worms, 1753-1755.

A.B., 11 664, dossier Bernheim, 1749.

A.B., 11 666, dossier Cerf, 1749.

A.B., 11 700, dossier Byrier, 1750.

A.B., 11 728, dossier Worms, 1750-1755.

A.B., 11 763, dossier Ravel, 1751.

A.B., 11 777, dossier Dalpuget, 1752-1756.

A.B., 11 844, dossier Worms, 1753.

A.B., 11 880, dossier Wolf, 1754.

A.B., 11 896, dossier Joseph Élias, Alexandre Jacob, Alexandre Leon, Leon Moyse et Élie Worm,
1755-1756.

A.B., 11 901, dossier Kinne, 1755.

A.B., 11 901, dossier Hambourg, juin 1755-août 1755.

A.B., 11 905, dossier Samuel Levy, 1755.

A.B., 11 907, dossier Abraham Marchand, 1755.

A.B., 11 912, dossier Ravel, 1755.

A.B., 11 924, dossier Marc Cerf, 1756.

A.B., 11 966, dossier Levy, 1757.

A.B., 12 001, dossier Abraham Israël, 1758.

A.B., 12 014, dossier Salomon Ravel et Moyse Astruc, 1758-1761.

A.B., 12 069, dossier Israël et Aaron Dalpuget, juillet 1767.

A.B., 12 135, dossier Ravel et Moyse Perpignan, 1761.

A.B., 12 136, dossier Souza, 1761.

A.B., 12 173, dossier Jacob et Abraham Astruc, 1763-1767.

A.B., 12 177, dossier Simon Cerf et Raphaël Jonas, 1763.

A.B., 12 220, dossier Jacob Silva et Samuel Hartochgt, 1764.

A.B., 12 308, dossier Francia, 1767.

A.B., 12 313, dossier Salomon Levy, juillet 1767.

A.B., 12 327, dossier Caen, 1768.

A.B., 12 329, dossier Isaac Dalpuget et Salomon Astruc, 1765-1768.

A.B., 12 343, dossier Jacob Samuel, 1768.

A.B., 12 370, dossier Lops, 1769.

A.B., 12 370, dossier Gompert Lion (ou Lyon), 1769.

A.B., 12 377, dossier Hertz, 1769.

Archives Nationales

A.N., 29 AP 3, Papiers Roederer, Pièces concernant les Juifs, notamment de Metz et de l'Est, 1715-1787, "Lettre ou réflexions d'un milord à son correspondant à Paris au sujet de la requête des Marchands des Six Corps contre l'admission des Juifs aux Brevets de maîtrise", Londres, 1767.

A.N., 01 402, nos. 201, 205, 247, 271, 331, 365, 779, Lettres diverses relatives à la commutation de peine d'Abraham Israel, Juif, février-juin 1760.

A.N., 01 410, nos. 1396, 1484, Lettres au Procureur du Roi du Châtelet, relatives à la cummutation de peine d'Abraham Israel, Juif, déc. 1759.

A.N., G7 494, Lettre de M. de Berchère, intendant de Rouen, au contrôleur général, 12 août 1692.

A.N., G7 1726, no. 122, Documents sur le cas du Juif Chouabe, 1710: Lettre de M. d'Argenson, Lieutenant général de Police à Paris, à M. Desmaretz, 2 avril 1710.

A.N., G7 1726, nos. 303-304, Documents sur le cas du Juif Chouabe, 1710: Lettre de M. d'Argenson, Lieutenant général de Police à Paris, à M. Desmaretz, 22 août 1710.

A.N., G7 1728, nos. 443-444, 446, Lettre d'Argenson, Lieutenant général de Police à Paris, sur les Juifs séjournant à Paris, 30 août 1715.

A.N., H1 1641, no. 7, Lettre de M. de Mirbeck à M. Estienne, 5 nov. 1784.

A.N., H2 2119, no. 17, Établissement et commerce des Juifs, "Requête des marchands et négocians de Paris contre l'admission des Juifs", Paris, 1767.

A.N., T 930 / 13, Recueil de Lettres patentes et autres pièces en faveur des Juifs portugais, contenant leurs privilèges en France, Paris, XVIIIe siècle.

A.N., Y1 6005, "Procès verbaux de visites de nuits et autres concernant les Juifs", Visites de nuit du commissaire Vanglenne chez les logeurs des Juifs, 21 janvier 1789 au 30 juin 1789.

A.N., Y9 535, Rapport de police du commissaire François Bourgeois, 26 nov. 1778.

Archives des Affaires Étrangères

A. É., Affaires diverses politiques, France, Note de Lenoir, Lieutenant général de Police à Paris, à Vergennes, carton 10, no. 241, pièce 10, août 1783.

A. É., Affaires diverses politiques, France, Note du Ministère à l'intention de Vergennes, carton 10, no. 241, pièce 11, août 1783.

Bibliothèque Nationale (manuscrits)

B.N., Ms Clairambault 1052, f. 175-194v., Mélanges concernant les Juifs aux XVIIe et XVIIIe siècles.

B.N., Ms fr., 22 066, f. 166-169v., Lettre de Pereire, pensionnaire et interprète du Roi, agent de la nation juive portugaise de Bordeaux, sept. 1767.

Bibliothèque historique de la ville de Paris

B.H.V.P., N. F., 35 380, t. 192, no. 30, "Arrêt du conseil d'état qui reçoit les Six-Corps de Marchands tiers opposants à l'arrêt du 25 juillet 1775", 7 février 1777.

1.2 Sources imprimées

COUDRAY, le chevalier. *Nouveaux essais historiques sur Paris pour servir de suite et de supplément à ceux de M. de Saint Foix*. Paris, Belim, t. 4, in 12, 1781-1786, p. 93-100.

Dictionnaire universel de police par M. des Essarts, Nicolas-Toussaint le Moyne (avocat, membre de plusieurs academies, secretaire ordinaire de M. et depute de la ville de Cherbourg). Paris, Moutard, t. 5, 1788, p. 610-638.

VOUGLANS, Muyart de (Conseiller au grand-conseil). *Les loix criminelles de France dans leur ordre naturel*, Paris, in fol., 1780.

MERCIER, Louis-Sébastien. *Tableau de Paris*, Genève, Slatkine Reprints, 1979 (c1782-88).

2. BIBLIOGRAPHIE

2.1 Ouvrages de référence

BLUMENKRANZ, Bernhard. *Bibliographie des Juifs en France*. Toulouse, Privat, coll. "Franco-judaïca", 1974 (c1961).

BLUMENKRANZ, Bernhard. *Documents modernes sur les Juifs (XVIe-XXe siècles)*. Toulouse, Privat, coll. "Franco-judaïca", 1979.

BRENTANO, F.-Funk. *Arsenal: Archives de la Bastille: 10 001-12 727, Catalogue général des manuscrits des bibliothèques publiques de France*. Paris, PLON, 1892.

FRANKLIN, Alfred. *Dictionnaire des Arts, Métiers et Professions*. New-York, Burt Franklin, 1906.

GILBERT, Martin. *Atlas of Jewish Civilization*. London, Macmillan, 1990.

Grand dictionnaire encyclopédique Larousse. Paris, Librairie Larousse, t. 10 et 17, 1984.

HILLAIRET, Jacques. *Dictionnaire historique des rues de Paris*. Paris, Les Éditions de Minuit, 1957.

LITTRÉ, Émile. *Dictionnaire de la langue française*. Paris, Gallimard/Hachette, t. 6, 1958.

PASCAL, G. *Nouvelle encyclopédie Bordas*. Paris, Éditions Bordas, t. 9, 1985.

ROBERT, P. *Le grand Robert de la Langue française: Dictionnaire alphabétique & analogique de la langue française*. Paris, Le Robert, t. 7 et 2.

TCHERIKOVER, E.-M. "The Jewish People: Past and Present". *Jewish Encyclopedic Handbooks Central Yiddish Culture Organization*, New-York, 1946, p. 223-231.

2.2 Études

ABBIATECI, André. "Les incendiaires devant le Parlement de Paris: essai de typologie criminelle (XVIII^e siècle)". Dans P. Petrovitch, dir., *Crimes et criminalité en France sous l'Ancien Régime: 17^e-18^e siècles*, Paris, A. Colin, 1971, p. 13-32.

ANCHEL, Robert. *Les Juifs de France*. [s.l.], J.-B. Janin Éditeur, 1946.

BLUMENKRANZ, Bernhard. *Histoire des Juifs en France*. Toulouse, Privat, coll. "Franco-judaïca", 1972.

BLUMENKRANZ, Bernhard. *Les Juifs en France, écrits dispersés*. Paris, Privat, coll. "Franco-judaïca", t. 13, 1989.

BLUMENKRANZ, Bernhard et Albert Soboul, dir. *Les Juifs et la Révolution française: problèmes et aspirations*. Toulouse, Privat, coll. "Franco-judaïca", 1976.

BOITEL, Philippe. "1791: Liberté, Égalité, Fraternité". Dans Philippe Boitel, dir., *Les Juifs de France*, Paris, Desclée de Brouwer, coll. "Notre Histoire", 1994, p. 63-71.

BONOLAS, Philippe. "La question des étrangers à la fin du XVI^e siècle et au début du XVII^e siècle". *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 36, avril-juin 1989, p. 304-317.

BOSSENGA, Gail. "Protecting Merchants: Guilds and Commercial Capitalism in Eighteenth-Century, France". *French Historical Studies*, vol. 15, 1988, p. 693-703.

BOULET-SAUTEL, Marguerite. "Police et administration en France à la fin de l'Ancien Régime: observations terminologiques". Dans Werner Paravicini et Karl Ferdinand Werner, dir., *Histoire comparée de l'administration (I^{ve}-XVIII^e siècles)*, München, Artemis, 1980, p. 47-51.

BOURDREL, Philippe. *Histoire des Juifs de France*. Paris, A. Michel, 1974.

BUTEL, Paul. *L'économie française au XVIII^e siècle*. Paris, Sedes, 1993.

- CAMERON, Iaim A. "The Police of Eighteenth-Century France". *European Studies Review*, vol. 7, 1977, p. 47-75.
- CARMONA, Michel. "L'administration municipale et les quartiers sous l'Ancien Régime (XVIIe-XVIIIe siècles)". Dans Jean Favier, dir., *Les quartiers de Paris de la fin du Moyen-Age au début du XXe siècle*, Colloque organisé par Le Centre de Recherches sur l'Europe moderne et Le Centre de Recherches sur la Civilisation de l'Occident Moderne (Hôtel de Ville de Paris, Paris, 9 nov. 1991), mars 1992, p. 115-118.
- CARROT, Georges. *Histoire de la police française*. Paris, Tallandier, 1992.
- CASTAN, Nicole. *Les criminels de Languedoc*. Toulouse, Association des publications de l'Université de Toulouse-le-mirail, 1980.
- CERUTTI, Simona. "La construction des catégories sociales". Dans *Passés recomposés: Champs et Chantiers de l'histoire*, Autrement, Paris, nos. 150-151, janvier 1995, p. 224-234.
- CHARTIER, Roger. "Le monde comme représentation". *Annales E.S.C.*, vol 44, no. 6, nov.-déc., 1989, p. 1505-1520.
- CHASSAIGNE, Marc. *La Lieutenance générale de Police de Paris*. Genève, Slatkine-Megariotis Reprints [réimpression de l'édition de Paris, 1906] 1975.
- COORNAERT, Émile. *Les corporations en France avant 1789*. Paris, Les Éditions ouvrières, 1968 (c1941).
- DALTROFF, Jean. "Les Juifs de Niedervisse au XVIIIe siècle". *Revue des études juives*, vol. 150, fasc. 3-4, juillet-déc. 1991, p. 419-439.
- DAUMARD, Adeline et François Furet. "L'activité professionnelle et l'originalité des quartiers". *Structures et relations sociales à Paris au milieu du XVIIIe siècle*, Paris, A. Colin, coll "Cahier des Annales", vol. 18, 1961.
- D'ESTRÉE, Paul. "Les Juifs à Paris sous le règne de Louis XV". *Revue mensuelle du monde latin*, no. 25, 1891, p. 44-63 et 137-174.
- FARGE, Arlette, H.-P. Jeudy et M. Guillaume. "Imaginaires de l'insécurité et idéologies sécuritaires". *Temps Libre*, no. 10, 1984, p. 35-67.
- FARGE, Arlette. "La répression à Paris au XVIIIe siècle". *L'homme et la société*, nos. 67-68, janvier-juin 1983, p. 51-57.

FARGE, Arlette. *La vie fragile: violence, pouvoirs et solidarités à Paris au XVIIIe siècle*. Paris, Hachette, c1986.

FARGE, Arlette. *Le vol d'aliments à Paris au XVIIIe siècle*. Paris, Plon, 1974.

FARGE, Arlette. *Vivre dans la rue à Paris au XVIIIe siècle*. Paris, Gallimard, 1992 (c1979).

FEUERWERKER, David. "Les Juifs en France: l'abolition du péage corporel en France [1784]". *Annales, E.S.C.*, vol. 17, no. 5, 1962, p. 857-872.

GARNOT, Benoît. "Pour une histoire nouvelle de la criminalité au XVIIIe siècle". *Revue historique*, vol. 288, no. 584, 1992, p. 289-303.

GARRIOCH, David. *Neighbourhood and Community in Paris*. New-York, CUD, 1986.

GARTNER, Lloyd P. "Ideas of Jewish History". *The Jewish Journal of Sociology*, vol. 18, no. 1, juin 1976, p. 61-66.

GEREMEK, Bronislaw. *Les marginaux parisiens aux XIVe et XV siècles*. Paris, Flammarion, 1976.

GIRARD, Patrick. *La Révolution française et les Juifs*. Paris, Éditions Robert Laffont, 1989.

HAGEGE, Liliane. "Les Juifs dans la section parisienne "Beaubourg" pendant la Révolution française". *Archives juives*, vol. 6, 1969-70, p. 42-50.

HERVÉ, J.-C. "L'ordre à Paris au XVIIIe siècle: Les enseignements du "recueil de règlements de Police"". *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 34, avril-juin 1987, p. 185-214.

HUNT, Lynn et George Sheridan. "Corporatism, Association, and the Language of Labor in France, 1750-1850". *The Journal of Modern history*, The University of Chicago Press, vol. 58, no. 4, déc. 1986, p. 813-844.

JOB, Françoise. *Les Juifs de Lunéville aux XVIIIe et XIXe siècles*. Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1989.

JODELET, Denise. *Folies et représentations sociales*. Paris, P.U.F., 1989.

JODELET, Denise. *Les représentations sociales*. Paris, P.U.F., 1989.

JULIA, Dominique. "L'émergence de la liberté de conscience et de la laïcité". Dans Jacques Le Goff et René Rémond, dir., *Histoire de la France religieuse: du roi très chrétien à la laïcité républicaine*, Paris, Seuil, t. 3, 1991, p. 145-163.

- KAHN, Léon. *Histoire de la communauté israélite de Paris: Les Juifs de Paris au XVIIIe siècle d'après les archives de la Lieutenance générale de Police*. Paris, A. Durlacher, 1894.
- KAHN, Léon. *Histoire de la communauté israélite de Paris: Les Juifs de Paris sous Louis XV*. Paris, A. Durlacher, 1894.
- KAHN, Léon. "Les Juifs de Paris de 1755 à 1759". *Revue des études juives*, vol. 49, 1904, p. 121-145.
- KAHN, Léon. *Les Juifs de Paris pendant la Révolution*. New-York, Burt Franklin, 1968 (c1898, Paris, Paul Ollendorff éditeur).
- KAPLAN, Steven L. "La lutte pour le contrôle du marché du travail à Paris au XVIIIe siècle". *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 36, juillet-sept. 1989, p. 361-412.
- KAPLAN, Steven L. *Les ventres de Paris*. Fayard, juillet-sept. 1993, p. 15-30.
- KAPLAN, Steven L. "Réflexions sur la police du monde du travail, 1700-1815". *Revue historique*, vol. 261, 1979, p. 17-77.
- KAPLAN, Steven L. *Work in France: Representations, Meaning, Organization and Practice*. Ithaca, Cornell University Press, 1986.
- KATZ, Jacob. *Exclusiveness and Tolerance: Studies in Jewish-Gentile Relations in Medieval and Modern Times*. New-York, Schocken Books, 1962.
- KATZ, Jacob. *Hors du ghetto*. Paris, Hachette, 1984.
- KATZ, Jacob. "The Concept of Social History and its Possible Use in Jewish Historical Research". *Emancipation and Assimilation: Studies in Modern Jewish History*, Westmead [England], Gregg International Publishers Limited, 1972, p. 173-193.
- LAMBERT, Christian. "À Paris, l'effet 'capitale'". Dans Philippe Boitel, dir., *Les Juifs de France*, Paris, Desclée de Brouwer, coll. "Notre Histoire", 1994, p. 83-92.
- LAPOINTE, Lucienne. "Transactions entre Juifs et paysans dans les environs de Saverne [Bas-Rhin]". *Société, Histoire, Archéologie*, cah. 158, 1992, p. 9-12.
- LARDEUR, Thomas. "Des censives à l'histoire des quartiers". Dans Jean Favier, dir., *Les quartiers de Paris à la fin du Moyen Âge au début du XXe siècle*, Colloque organisé par Le Centre de Recherches sur l'Europe moderne et Le Centre de Recherches sur la Civilisation de l'Occident Moderne (Hôtel de Ville de Paris, Paris, 9 nov. 1991), mars 1992, p. 86-92.

LAVEDAN, Pierre. *Nouvelle histoire de Paris*. Paris, Hachette, 1975.

LEBIGRE, Arlette. *La police, une histoire sous influence*. Paris, Gallimard, 1993.

LECUIR, Jean. "Criminalité et "moralité": Montyon, statisticien du Parlement de Paris". *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 21, juillet-sept. 1974, p. 445-93.

MANDROU, Robert. *La France aux XVIIe et XVIIIe siècles*. Paris, P.U.F., coll. "Nouvelle Clio: l'histoire et ses problèmes", 1974.

MANDROU, Robert (présentation de). *Problèmes socio-culturels en France au XVIIe siècle*. Paris, Édition Klincksieck, 1974, p. 7-8.

MONIN, H. "Les Juifs de Paris à la fin de l'Ancien Régime". *Revue des études juives*, vol. 23, 1891, p. 85-98.

MOULINAS, René. "Du ghetto pontifical à la nation française: l'émancipation des Juifs d'Avignon et du Comtat Venaissin au dernier siècle de l'Ancien Régime". *Politique et religion dans le judaïsme moderne: des communautés à l'émancipation* (colloque tenu à la Sorbonne les 18 et 19 novembre 1986), Paris, Presses Universitaires de Paris-Sorbonne, 1987, p. 37-42.

NAHON, Gérard. "La nation juive dans l'ancienne France (XVIIIe siècle)". *L'Arche*, sept.-oct. 1970, p. 73-79.

NAHON, Gérard. "La nation juive portugaise en France XVIème-XVIIIème siècle: espaces et pouvoirs". *Revue des études juives*, vol. 153, fasc. 3-4, juillet-déc. 1994, p. 354-382.

NAHON, Gérard. "Séfarades et Ashkenazes en France: La conquête de l'émancipation (1789-91)". Dans Myriam Yardeni, dir., *Les Juifs dans l'histoire de France*, Premier colloque international de Haïfa, Leiden, E. J. Brill, 1980, p. 121-139.

NEHER, R. "Être juif à Paris sous la terreur". *L'Arche*, sept.-oct. 1970, p. 83-86.

NEHER-BERNHEIM, Renée. "Un savant juif engagé: Jacob Rodrigue Pereire (1715-1780)". *Revue des études juives*, vol. 142, fasc. 3-4, juillet-déc. 1983, p. 373-451.

PERCHENET, Annie. *Histoire des Juifs de France*. Paris, Les Éditions du Cerf, 1988, p. 93-136.

PHILIPPE, Béatrice. *Les Juifs à Paris à la belle époque*. Paris, A. Michel, 1992.

PIETTE, Christine. *Les Juifs de Paris (1808-1840): la marche vers l'assimilation*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1983.

PILLORGET, Suzanne. *Apogée et déclin des sociétés d'ordres: 1610-1787*. Paris, Larousse, 1969.

PILLORGET, Suzanne. *Claude-Henri Feydeau de Marville: Lieutenant général de Police de Paris: 1740-1747*. Paris, Éditions Pedone, 1978.

PILLORGET, Suzanne. "Les quartiers de Paris aux XVIIe et XVIIIe siècles". *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 17, no. 2, avril-juin 1970, p. 253-277.

PITKIN, Hanna Fenichel. *The Concept of Representation*. Los Angeles, University of California Press, 1972 (c1967).

PIWNICA, Fabrice. "Les résistances à l'introduction du libéralisme en France: le témoignage des mémoires des corporations [parisiennes] en 1776". *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 40, no. 1, janvier-mars 1993, p. 30-48.

POLIAKOV, Léon. *Histoire de l'antisémitisme*. Paris, Calmann-Lévy, 1991 (c1955).

POLIAKOV, Léon. *Les Juifs et notre histoire*. Paris, Flammarion, 1973.

RAPHAEL, Freddy. "Diversité des institutions ecclésiastiques: le judaïsme religion française reconnue". Dans Jacques Le Goff et René Rémond, dir., *Histoire de la France religieuse: du roi très chrétien à la laïcité républicaine*, Paris, Seuil, t. 3, 1991, p. 333-361.

RAPHAEL, Freddy. "Les Juifs de l'Ancien Régime". Dans Jacques Le Goff et René Rémond, dir., *Histoire de la France religieuse: du roi très chrétien à la laïcité républicaine*, Paris, Seuil, t. 3, 1991, p. 62-71.

RAPHAEL, Freddy et Robert Weyl. *Juifs en Alsace: culture, société, histoire*. Toulouse, Privat, coll. "Franco-judaïca", 1977.

RILEY, Philip F. "Hard Times and the Making of Public Policy in the Paris of Louis XIV". *Historical Reflexion*, vol. 10, no.2, 1983, p. 313-334.

ROBLIN, Michel. *Les Juifs de Paris: démographie, économie, culture*. Paris, Éditions A. et J. Picard & cie, 1952.

ROPER, Alice-Mae. *Voltaire and the Jews*. Ann Arbor, Michigan, Rice University, Ph.D. philosophy, University Microfilms International, 1976.

SCHMITT, Jean-Claude. "L'histoire des marginaux". Dans Jacques Le Goff, dir., *La Nouvelle histoire*, Paris, RETZ CEPL, 1988 (c1978), p. 277-306.

SEE, Henri. "Note sur le commerce des Juifs en Bretagne au XVIIIe siècle". *Revue des études juives*, vol. 61, 1911, p. 270-78.

SZAJKOWSKI, Zosa. *Les Juifs dans la littérature française au XVIIIe siècle*. thèse de doctorat en Lettres, Université d'Aix, 1950.

SZAJKOWSKI, Zosa. "Relations among Sephardim, Ashkenazim and Avignonese Jews in France from the 16th to the 20th Centuries". *Yivo Annual of Jewish Social Science*, vol. 10, 1955, p. 165-196.

SZAJKOWSKI, Zosa. *The Economic Status of Jews in Alsace, Metz and Lorraine*. New-York, Éditions historiques franco-juives, 1954.

THOMAS, Y. "Note sur la Chambre de Police du Châtelet de Paris à l'époque de Louis XVI (1774-1789)". *Revue historique de droit français et étranger*, juillet-sept. 1976, p. 361-378.

VIGUERIE, Jean de et Evelyne Saive-Lever. "Essai pour une géographie socio-professionnelle de Paris dans la première moitié du XVIIIe siècle". *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 20, juillet-sept. 1973, p. 424-429.

WILLIAMS, Alan. *The Police of Paris, 1718-1789*. Baton Rouge, Louisiana State University Press, c1979.

WOLSON, David. "Le bureau du commerce et les réclamations contre les commerçants juifs (1726-1746): Notes préliminaires et pièces justificatives". *Revue des études juives*, vol. 60, 1910.

YARDENI, Myriam. "Les Juifs dans la polémique sur la tolérance des protestants en France à la veille de la Révolution". *Revue des études juives*, vol. 132, fasc. 1-2, janvier-juin 1973, p. 80-94.